



FRANÇOIS-XAVIER DE  GUIBERT

HISTOIRE POLITIQUE

PIERRE HILLARD

La Fondation Bertelsmann et la « gouvernance mondiale »



SHOUT
SHARE IT

Lorsqu'on parle d'un « think tank », on pense tout de suite à une institution américaine. On ignore souvent la puissance des fondations allemandes et leur capacité d'influence sur les politiques définies au sein de la communauté euroatlantique. Tel est le cas de la Fondation Bertelsmann, adossée à la grande entreprise du secteur de l'édition et des médias.

Forte de plus de 300 collaborateurs, la Fondation est capable d'intervenir sur tous les grands sujets qui intéressent les acteurs de la mondialisation.

Outre un engagement dans le domaine de la santé, il est peu de débats concernant l'avenir de l'Union européenne auxquels elle n'ait pas imprimé sa marque. Dans un contexte de tensions entre les États-Unis et l'Europe, la Fondation Bertelsmann se voit un rôle de médiatrice. Mais, ce qui l'intéresse surtout, comme le montre l'auteur, c'est d'imaginer les contours d'une « gouvernance mondiale ».

Alors même que la Fondation a largement contribué au consensus transatlantique des trente dernières années, la crise actuelle sert à la Fondation à rebondir : jamais, plaide-t-elle, on n'avait eu autant besoin de cadres globaux pour la communauté internationale. Cette enquête, remarquablement documentée, éclaire bien des décisions politiques des années récentes.

Pierre Hillard enseigne les Relations Internationales à l'ESCE. Spécialiste reconnu, il a déjà publié plusieurs ouvrages traitant des questions européennes et mondiales : Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions, La décomposition des nations européennes, La marche irrésistible du nouvel ordre mondial.



9 782755 403350

ISBN 978-2-7554-0335-0
18,30 €

Document et couverture :
maib Studio Flageul

DU MÊME AUTEUR
CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions
(2001), 4^e édition.

La décomposition des nations européennes (2005).

La marche irrésistible du Nouvel Ordre Mondial (2007).

Pierre Hillard

BERTELSMANN

**Un empire des médias
et une fondation au service
du mondialisme**

François-Xavier de Guibert
10, rue Mercœur - 75011 Paris

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)
F.-X. de Guibert, Paris, 2009
www.fxdeguibert.com
ISBN : 978 2 7554 0335 0

Agitez le peuple avant de s'en servir

Charles-Maurice de Talleyrand

En politique, il faut toujours suivre le droit chemin.

On est sûr de n'y rencontrer personne.

Otto von Bismarck

L'homme est exactement aussi grand

que la flamme qui brûle en lui

Otto von Bismarck

INTRODUCTION

L'évocation du nom « Bertelsmann » ne suscite que peu de réactions en France. Largement inconnue du grand public, cette entreprise et fondation au service de l'économie et de la politique allemande joue pourtant un rôle que son fondateur, Carl Bertelsmann, n'avait sûrement pas imaginé. En effet, on peut relever deux activités essentielles de ce temple du monde économique et politique germanique. Bertelsmann, c'est d'abord un empire des médias couvrant des secteurs aussi variés que la radio, la télévision, les éditions ou encore les maisons de disques/CD. Contrôlant de multiples leviers du monde des médias et de la presse, cette entreprise s'impose comme un poids lourd à l'échelle planétaire. Des millions d'habitants de part le monde dépendent ou sont tributaires sans le savoir des activités de ce grand groupe qui a su conquérir méthodiquement depuis la fin de la Seconde guerre mondiale des pans entiers d'un secteur clef qui est celui de l'information. Cette dernière repose sur des facteurs incontournables qui sont la recherche des sources, leur présentation et leur diffusion en fonction d'intérêts multiples et façonnant ainsi inévitablement les esprits.

Même si le monde anglo-saxon est passé maître dans ce domaine, le monde germanique n'a rien à lui envier. Dès la fin de la guerre de 1945, l'entreprise Bertelsmann a appliqué au civil ce vieil adage militaire *Nachrichtendienst ist Herrendienst* (« le renseignement est un métier de seigneur »). Flairant les besoins du marché allemand, de l'Europe puis du monde, le président de Bertelsmann, Reinhard Mohn, a su conquérir des secteurs et produire des biens allant au devant des désirs des populations. Dans un domaine aussi sensible que la communication via la télévision, la radio et la presse, la maîtrise et le contrôle de ces outils par Bertelsmann ont conduit à une assise toujours plus affirmée de ce groupe dans l'économie mondiale. Dégageant des richesses colossales, son président a inévitablement attiré la sympathie de la classe dirigeante allemande. De ces rencontres sont nées l'idée de créer une « Fondation Bertelsmann » (*Bertelsmann Stiftung*), véritable Think tank (« réservoir d'idées »), traitant des réformes à apporter à la société. Par la suite, les fonctions de cette Fondation se sont grandement spécialisées.

En effet, l'autre trait majeur de ce groupe est d'avoir inclus le paramètre politique. Le propre des milieux anglo-saxons et germaniques se traduit par la capacité à créer de véritables usines à réflexion regroupant des experts, interface entre la recherche universitaire et le politique. De ces contacts émane une véritable stratégie de puissance au service d'objectifs bien définis en faveur du nouvel ordre mondial. Les dirigeants politiques se voient servis « tout frais » des rapports et des recommandations qui influencent considérablement leur com-

portement pour ne pas dire les conditionnent. C'est le cas en particulier de la Fondation Bertelsmann même s'il ne faut pas oublier les activités d'autres centres germaniques de recherche comme par exemple le CAP (*Centrum für angewandte Politikforschung*). En étudiant la politique allemande, peu importe l'étiquette des partis au pouvoir, on se rend compte que des décisions majeures prises par ses dirigeants émanent en réalité des travaux de la Fondation Bertelsmann. Dans le domaine de la politique étrangère, en particulier à l'égard de la construction européenne, du partenariat transatlantique et du Proche-Orient, ceci est particulièrement patent. A cela s'ajoute le fait que ces travaux sont rehaussés par une collaboration étroite avec une multitude de think tanks anglo-saxons. De cette manière, on aboutit à une harmonisation complète sur des sujets politiques et financiers engageant le monde entier. Pour mieux cerner le profil de ce groupe, nous étudierons dans un premier temps l'entreprise Bertelsmann, en particulier son histoire et ses activités économiques, afin de mieux comprendre les outils qui lui permettent d'influencer les opinions. Ensuite, nous nous attacherons à présenter la création et le caractère politique de la Fondation en soulignant l'impact de ses travaux au niveau européen et planétaire dans le cadre de l'instauration d'un nouvel ordre mondial en voie d'accélération.

Paris, janvier 2009

PREMIÈRE PARTIE

**HISTOIRE ET ORGANISATION
DE L'ENTREPRISE BERTELSMANN**

CHAPITRE I

BERTELSMANN, HISTOIRE D'UNE RÉUSSITE

L'étude de ce groupe permet de mieux saisir l'évolution d'une entreprise dans le cours de l'histoire allemande, celle-ci pesant lourdement dans la vie économique outre-Rhin mais aussi dans le monde. Comme l'ont rappelé ses dirigeants lors du 170^e anniversaire de l'entreprise : Bertelsmann est riche de ses traditions et cela constitue une part importante de notre « culture d'entreprise ». Cette histoire¹ commence dans l'Allemagne bouillonnante politiquement et économiquement du XIX^e siècle. D'abord, nous aborderons l'évolution historique de cette entreprise de sa création jusqu'à nos jours, pour ensuite étudier ses composantes économiques.

1. Une partie de l'histoire de l'entreprise Bertelsmann peut être consultée à l'adresse suivante : http://www.bertelsmann.de/bertelsmann_corp/wms41/bm/index.php?ci=11&language=1

De la création de l'entreprise Bertelsmann jusqu'à la Première Guerre mondiale

C'est sous l'impulsion de l'imprimeur Carl Bertelsmann (1791-1850) que les éditions du même nom virent le jour le 1^{er} juillet 1835 dans la ville de Gütersloh. Les éditions Bertelsmann se caractérisèrent dès le début par leur aspect « missionnariat » protestant. En effet, de par son travail, Carl Bertelsmann a soutenu la promotion du protestantisme dans toute la région de Minden-Ravensberg (région de Westphalie) en liaison étroite avec un de ses plus grands représentants, Johann Heinrich Volkening. Le premier ouvrage à succès de sa maison d'édition fut un livre proposant des chants chrétiens intitulé « *Theomele* ». Il fit partie de ces nombreux ouvrages œuvrant en faveur du réveil évangélique. Outre les nombreuses publications d'essence religieuse, Bertelsmann favorisa dans la même veine le lancement de journaux comme le « *Evangelische Monatsblatt für Westfalen* » dont l'impact dans la région de Minden-Ravensberg fut décisif. Sa parution ne prit fin qu'en 1929. Enfin, l'engagement de Carl Bertelsmann se traduisit par une participation active au sein des instances religieuses et civiles. Ainsi, il favorisa la mise en place d'une assistance publique au service des pauvres et la création de lycées évangéliques.

Cet idéal religieux et politique fut poursuivi et amplifié par son fils, Heinrich Bertelsmann (1827-1887). L'entreprise continua son ascension passant de 14 collaborateurs au milieu du XIX^e siècle à 60 quelques années plus tard. On peut déjà esquisser les caractéris-

tiques essentielles de l'entreprise Bertelsmann par la capacité de celle-ci à renforcer son influence grâce au rachat et au contrôle d'autres concurrents mais aussi en raison de son aptitude à élargir ses secteurs d'activités. En effet, en plus des œuvres religieuses, les éditions Bertelsmann s'ouvrirent à la philosophie, aux belles-lettres et à la pédagogie. Étant un des fondateurs du journal conservateur « *Volksblatt für Minden-Ravensberg* » en 1859 (baptisé trois ans plus tard « *Konservativer Volksfreund* »), Heinrich Bertelsmann profita de sa notoriété pour écrire de nombreux articles et commentaires renforçant ainsi son influence politique dans toute la région. L'homme devenait ainsi une personnalité de plus en plus incontournable. La prospérité croissante de son entreprise l'obligea à trouver des locaux plus grands. En 1868, la maison d'édition Bertelsmann quitta les murs qui l'avaient vu naître pour s'installer dans un cadre plus spacieux. Le nouveau bâtiment resta le siège de l'entreprise jusqu'en 1976. En tout cas, Heinrich Bertelsmann poursuivit avec la même foi que son père Carl l'ambitieux projet de favoriser la construction de nombreux établissements sociaux et religieux au service des populations de Minden-Ravensberg. Au-delà du soulagement apporté aux habitants, ce comportement permettait aussi de rallier des électeurs plus prompts à renouveler leur confiance à l'homme engagé dans la vie de la cité. Le règlement de la question sociale et de la paix civile est un placement à long terme qui se doit d'être soigné. En tout cas, dans un II^e Reich débordant d'énergie sous la houlette d'Otto von Bismarck, Heinrich Bertelsmann a su mener sa barque. Les me-

sures sociales promulguées par le chancelier de fer (1883 : assurance-maladie ; 1885 : assurance-accident ; etc.) ont connu chez Bertelsmann une application immédiate. En effet, dès le 1^{er} janvier 1887, cette entreprise mit en place les caisses de retraite et d'invalidité pour ses employés. Ainsi, ambitions politiques et sens des affaires propres à la morale pécuniaire protestante au service de la communauté ont été les marques de baptême de l'entreprise Bertelsmann.

A la mort d'Heinrich Bertelsmann, l'entreprise passa à un fils de pasteur, Johannes Mohn (1856-1930). Celui-ci épousa en 1881 l'unique enfant d'Heinrich, Friederike Bertelsmann (1859-1946). Sous la conduite du nouveau dirigeant, les éditions Bertelsmann connurent un regain d'activité religieuse. Ce faisant, il y eut une multiplication de revues et de périodiques chrétiens plaçant cette maison d'édition en tête du secteur lucratif du domaine spirituel. Cette montée en puissance de l'entreprise lui permit de passer à 80 collaborateurs en 1910. Par ailleurs, à l'instar de ses deux prédécesseurs, Johannes Mohn fut fidèle à la tradition Bertelsmann en multipliant les activités politiques et religieuses au sein de sa municipalité comme de son église (*Kirchmeister*). La Première Guerre mondiale fut une épreuve morale douloureuse pour ce dirigeant qui préféra léguer complètement la direction de l'entreprise à son fils en 1921, Heinrich Mohn (1885-1955).

Le développement de Bertelsmann de l'entre-deux-guerres à 1945

Heinrich Mohn appartient à la quatrième génération à prendre les rênes de l'emprise Bertelsmann. Fort de 84 collaborateurs et dégageant 700 000 Reichmark de chiffres d'affaires annuel à son arrivée au pouvoir en 1921, ce nouveau dirigeant s'est attelé à moderniser son entreprise. Heinrich Mohn restructura l'affaire familiale par une refonte complète de la comptabilité, des dépôts ventes et une amélioration des coûts de production en liaison étroite avec les organisations et les associations évangéliques. Ayant été officier durant le premier conflit mondial, il fut certainement imprégné du caractère industriel et méthodique de la guerre grâce en particulier aux talents d'organisateur de Walther Rathenau².

2. Walther Rathenau (1867-1922) est un industriel, un homme politique et un écrivain allemand d'origine juive, fils d'Emil Rathenau fondateur en 1883 de l'entreprise la *Deutsche Edison Gesellschaft* devenue en 1887 « AEG » (*Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft*). Dirigeant le comité de surveillance de cette entreprise à partir de 1912, il devint son président de plein droit en 1915. Il a su organiser avec maestria une économie de guerre permettant à l'Allemagne de tenir tête aux alliés jusqu'en 1918. Il fut assassiné le 24 juin 1922 par deux officiers allemands appartenant à l'extrême droite membres de « l'organisation Consul » (*Organisation Consul*, O.C). Cette dernière combattait le Traité de Versailles et la République de Weimar. Parmi ses membres, on trouve le célèbre écrivain Ernst von Salomon (1902-1972) auteur d'ouvrages comme « Les réprouvés » (*Die Geächteten*), « Les cadets » (*Die Kadetten*) ou encore « Le questionnaire » (*Der Fragebogen*).

D'une certaine manière, Heinrich Mohn en fit bénéficier son entreprise.

Celle-ci s'est développée malgré la crise inflationniste de 1923. C'est dans le domaine religieux que l'entreprise Bertelsmann trouva le chemin des béatitudes en particulier en favorisant les publications du pasteur Johannes Zauleck. Ce dernier permit à l'entreprise familiale de tenir le choc malgré les tourments économiques des années 1920. En effet, l'ensemble des œuvres publiées atteignit un total d'environ un million d'exemplaires. Une telle production permit à cette entreprise d'élargir son catalogue en favorisant le développement des « Belles lettres » avec la parution en 1927 de la revue « *Der christliche Erzähler* ». La même année, Fritz Wixforth, proche collaborateur d'Heinrich Mohn, proposa la création d'une section « romans ». Cependant, malgré quelques succès tangibles, il fallut attendre

Comme pour beaucoup de ce type d'assassinat politique, les meurtriers de Walther Rathenau n'ont été que des outils aux mains de dirigeants internationalistes (dans le sens de « globalistes ») opposés à la politique concurrente de cet homme, issu lui aussi du sérail mondialiste, devenu ministre des Affaires étrangères de la République de Weimar. La signature le 16 avril 1922 du Traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie bolchevique au grand dam des oligarchies permit aux deux pays d'établir des liens diplomatiques et commerciaux, mais aussi une collaboration militaire (clause secrète). Cet engagement germano-russe voulu par Walther Rathenau déplut terriblement à certains car il contrariait la mise en forme d'un autre type d'architecture. Pour une connaissance approfondie de la pensée et de l'œuvre de cet homme voir : http://www.walther-rathenau.de/wr_stiftung.htm

le lendemain de la Seconde guerre mondiale pour assister véritablement à l'essor de ce type de littérature.

Des facteurs multiples comme les soubresauts de la politique du régime de Weimar, la crise dévastatrice de 1929 et l'action de quelques groupes d'intérêts assurèrent l'avènement du nazisme. Dans cette affaire, l'entreprise Bertelsmann fut de son temps. Outre la publication habituelle d'œuvres religieuses et littéraires, ses dirigeants publièrent de plus en plus d'ouvrages nationalistes, « *völkisch* » voire antisémites. Les convictions nationales socialistes d'un spécialiste en littérature comme Will Vesper n'empêchèrent nullement les éditions Bertelsmann de l'engager dès 1932 comme directeur de publication. D'un point de vue strictement financier, l'affaire fut parfaitement rentable. A partir de 1934 sous l'impulsion de Will Vesper, de nombreux ouvrages traitant des souvenirs des combattants allemands durant la Première Guerre mondiale (autobiographies) et de l'histoire des Corps francs assurèrent à Bertelsmann une ascension rapide. Par la suite, l'entreprise se chargea même d'assurer la publication de revues pour les militaires afin de les distraire de leur quotidien guerrier. Fort de 440 collaborateurs, Bertelsmann était devenu le plus grand pourvoyeur d'ouvrages pour la Wehrmacht et profita des premières victoires allemandes pour multiplier dans toute l'Europe des centres d'impression. En 1943, la production en tout genre d'ouvrages et de revues se montait à 19 millions d'exemplaires. Comme le reconnaît actuellement l'entreprise Bertelsmann : « *Le succès de la maison d'édition reposait*

en grande partie sur l'adaptation tant qu'économique qu'idéologique au système du national-socialisme »³.

En tout cas, l'engagement des éditions Bertelsmann dans l'entreprise nazie se traduisit à partir de 1941 par la suspension de toute publication d'ouvrages religieux. La réquisition du papier pour l'effort de guerre et le paganisme déclaré du régime hitlérien étouffèrent toute élévation spirituelle. Pour la première fois, Bertelsmann avait perdu son âme⁴. Peu de temps avant l'effondrement du III^e Reich, l'entreprise fut fermée en 1944.

Le renouveau de Bertelsmann dans les premières années d'après-guerre

Malgré un bombardement anglais en mars 1945 détruisant les bâtiments de l'entreprise à Gütersloh, les éditions Bertelsmann purent reprendre leurs activités car les machines d'impression avaient échappé par miracle à l'anéantissement. En raison de son engagement durant la période nazie, Heinrich Mohn passa la

3. http://www.bertelsmann.de/bertelsmann_corp/wms41/bm/index.php?ci=14&language=1

4. Une commission d'historiens indépendants composée de Saul Friedländer, de Norbert Frei, de Trutz Rendtorff et de Reinhard Wittmann avec l'appui de nombreux collaborateurs a étudié la période de 1921 à 1951 traitant des relations complexes de l'entreprise Bertelsmann avec le pouvoir politique. Ce travail a été édité : *Bertelsmann im dritten Reich*, C. Bertelsmann Verlag, octobre 2002.

main à son fils Reinhard (né en 1921) au printemps 1947. Une nouvelle ère commençait.

Les destructions considérables en Allemagne, les incertitudes politiques et les débuts de la réforme monétaire obligeaient la population à vivre au jour le jour. Les besoins de première nécessité (nourriture, chauffage...) étant à assurer en priorité, la lecture connut une période de désaffection mais qui fut de courte durée. En effet, Fritz Wixforth dont nous avons vu le rôle dans le paragraphe précédent eu l'idée géniale en liaison avec Johannes Thordsen, gérant des ventes par correspondance chez Bertelsmann, de créer un réseau chargé de fournir directement au client l'ouvrage choisit sur catalogue. Le principe de la librairie itinérante était né. Cette politique qui consistait tout simplement à appâter le client et à lui remettre directement le livre de son choix au lieu d'attendre une hypothétique visite en librairie fut un succès. Fondé le 1^{er} juin 1950, le « *Bertelsmann lesering* » (dénommé depuis le « Club Bertelsmann »), a connu un développement continu. Six mois après sa création, l'entreprise comptait 52 000 adhérents, puis 100 000 un an plus tard. En 1954, le million d'adhérents était atteint pour ensuite accrocher les trois millions en 1960. La décennie 1950 fut véritablement la période de relance avec de nombreuses créations et expérimentations. Ainsi, l'entreprise se lança dans la rédaction d'encyclopédie sous la direction de Rudolf Wendorff. La parution en quatre volumes de « l'encyclopédie Bertelsmann » dans les années 1953-1955 fut la marque de fabrique symbole de qualité. L'activité se déploya aussi en direction du secteur musical puisque

Bertelsmann fonda en 1958 la firme de disques « *Ariola* » ainsi que le service de presse « *Sonopress* ». Des voix prometteuses ne tardèrent pas à se faire enregistrer à l'instar d'une jeune chanteuse prénommée Dalida.

Cette montée en puissance de l'entreprise Bertelsmann est due à l'action décisive de son président, Reinhard Mohn⁵. Ce dernier a su insuffler un esprit d'initiative et de dévouement complet à tous les collaborateurs de son entreprise. De concert avec tous les membres de Bertelsmann, Reinhard Mohn développa une nouvelle organisation de son entreprise, véritable « constitution d'entreprise ». Elle fut dénommée la « *Bertelsmann Grundordnung* » (littéralement : « l'ordre fondamental Bertelsmann »).

Une extension au-delà de l'Allemagne

Rentrée en vigueur dès 1960, la « *Bertelsmann Grundordnung* » a contribué à renforcer l'esprit d'entreprise et à assurer un rôle pionnier en Allemagne. Les éléments essentiels de ce type d'organisation et qui sont toujours partie intégrante du système en ce début de XXI^e siècle sont : une organisation décentralisée, la délégation des responsabilités, la gestion en partena-

5. Reinhard Mohn est l'auteur du livre *Die gesellschaftliche Verantwortung des Unternehmers*, C. Bertelsmann Verlag, février 2003. Pour ce grand patron, le succès de l'entreprise repose sur une méthode, un style résumé en trois mots : « Efficacité, Progrès, Parcimonie ».

riat et la responsabilité de l'entreprise à l'égard de la société.

Forte de ces atouts, l'entreprise Bertelsmann a commencé à jeter son dévolu hors des frontières allemandes. Le principe du « *Bertelsmann Lesering* » fut exporté en Espagne. C'est en 1962 à Barcelone que fut créé un modèle similaire avec le « *Circulo de lectores* ». Il connut un grand succès au point d'accueillir comme membres d'honneur le roi Juan Carlos et la reine Sofia. Par la suite, le modèle « Club Bertelsmann » conquiert l'Autriche en 1966 sous le nom de « *Donauland* » puis la France en 1970 sous le nom de « France Loisirs ». D'autres pays connurent le même phénomène (Grande-Bretagne, Italie, États-Unis...). L'internationalisation de Bertelsmann s'est poursuivie en Amérique du Sud et en Amérique Centrale puis aux États-Unis puisque cette entreprise allemande a acquis la firme musicale « Arista » et une part de la maison d'édition américaine « Bantam ». Ce développement ininterrompu a modifié radicalement Bertelsmann qui de « moyenne entreprise » est devenu un média moderne et incontournable dans le paysage allemand, européen et mondial. La création en 1971 de « *Bertelsmann Aktiengesellschaft* » (Bertelsmann AG, « Bertelsmann société anonyme ») concrétisait la réussite de l'entreprise. Une telle montée en puissance a inévitablement influencé la vie politique allemande. Toute entreprise dynamique à statut mondial noue des liens privilégiés avec les partis politiques. Par conséquent, un véritable entrelacs s'est créé entre ces deux mondes. Ceci a conduit Reinhard Mohn à donner naissance à la « Fondation Bertelsmann » (*Bertelsmann Stif-*

tung) en 1977, véritable « *Think tank* » (« réservoir d'idées ») où s'élabore, largement en amont, la politique allemande. Cette caractéristique capitale et propre aux mondes germanique et anglo-saxon sera étudiée dans la deuxième partie.

Sous l'ère d'Helmut Kohl, l'expansion de Bertelsmann s'amplifia. C'est une véritable frénésie d'acquisitions qui s'est déroulée. Outre la maison d'édition espagnole « *Plaza y Janes* », les maisons d'édition américaines « Bantam Books » (1980) et « Doubleday » (1986) puis le secteur musical « Musiklabel RCA » passèrent sous son contrôle. L'année 1986 est considérée comme la période décisive qui permit à Bertelsmann de s'installer sur le marché américain. La chute du mur de Berlin ne fit qu'accélérer un processus d'implantation en Allemagne orientale et en Europe centrale. Des journaux comme la « *Sächsische Zeitung* » (1991), la « *Berliner Zeitung* » et le « *Berliner Kurier* » (1992) passèrent sous la coupe Bertelsmann. Enfin, un lien financier germano-anglo-saxon (Bertelsmann et l'entreprise britannique Pearson) fut créé en 2000 avec la naissance du « *Financial Times Deutschland* ». Par la suite, en liaison avec *America Online*, Bertelsmann fonda en 1995 dans le cadre d'internet « Europa der Online-Dienst AOL ». Une telle variété d'activités chez Bertelsmann nous invite à étudier plus précisément les secteurs qui le composent et qui influencent sur notre quotidien.

CHAPITRE II

L'ENTREPRISE BERTELSMANN, DES ACTIVITÉS MULTIPLES

Bertelsmann a su se développer sur plusieurs secteurs. Comme le rappelle Gunter Thielen, président de son comité directeur : « *Bertelsmann est une entreprise d'entreprises, une maison décentralisée, internationale et innovante offrant à ses cadres le plus possible d'espaces de liberté. Chez nous, les meilleurs artistes, journalistes et managers travaillent afin de créer partout dans le monde les meilleurs produits pour les médias* ». Il est vrai que l'entreprise Bertelsmann s'active dans de nombreux secteurs qui ont des répercussions notables sur la vie des citoyens en France, en Europe et dans le monde. En effet, nous pouvons distinguer six ensembles qui constituent l'empire Bertelsmann¹ : RTL Group, Random House, Gruner + Jahr, BMG, Arvato et Direct Group.

1. Les différents composants de cet empire sont présentés en partie à l'adresse suivante : http://www.bertelsmann.de/bertelsmann_corp/wms41/bm/index.php?ci=99&language=1

RTL Group (l'audiovisuel)

Ce groupe qui réunit le plus grand ensemble télévision/radio pèse de tout son poids sur l'audiovisuel européen. RTL Group² s'active dans de nombreux pays du vieux continent. Cependant, pour mieux cerner les origines de cette organisation, nous devons rappeler les éléments qui constituent ce vaste réseau. Dans les années 1980, Bertelsmann a fondu ses activités avec le secteur des films et audiovisuel de Hambourg (UFA Film³ – und Fernseh-GmbH). A cette époque, la UFA participait à 40 % au premier groupe de télévision privée de langue allemande : RTL plus. Par la suite, Bertelsmann fusionna la UFA avec la CLT (Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion, radio privée depuis

2. Selon le journal « Financial Times Deutschland » (29 août 2008), Bertelsmann pourrait se séparer en partie de RTL. Détenant près de 90 % du groupe de télévision, il pourrait ne conserver que 75 %. Cependant, les dirigeants allemands n'excluent pas l'inverse ; c'est-à-dire de monter à 100 % du capital de RTL. Cependant, cette mesure doit se faire en liaison avec le droit spécifique luxembourgeois dont relève RTL. Une tentative de Bertelsmann dans ce sens en 2007 avait tourné court.

3. La UFA (Universum-Film AG) fut créée le 18 décembre 1917. Ce « Hollywood » allemand fut le centre des plus belles créations cinématographiques germaniques de l'entre-deux-guerres. Sous la direction de grands metteurs en scène comme Fritz Lang, FW Murnau, Josef von Sternberg des « classiques » comme « Metropolis », « Dr. Mabuse », « Der letzte Mann » ou « Der blaue Engel » dans lequel Marlène Dietrich chante sa fameuse chanson « *Ich bin von Kopf bis Fuss auf Liebe eingestellt* » contribuèrent à la renommée de ces studios.

1931) en janvier 1997. Ainsi naquit le plus grand secteur audiovisuel européen. La CLT-UFA⁴ s'activait, outre l'Allemagne, en France, au Benelux, en Grande-Bretagne, en Suède et en République tchèque. Mais cette frénésie de développement ne s'arrêta pas là puisque la CLT-UFA fusionna avec la société anglaise Pearson TV⁵ en 2000. De cette union naquit RTL Group présent dans dix pays européens.

Le poids de RTL Group dans le secteur télévision/radio se doit d'être souligné. Dans le cadre télévisuel, plus de 200 millions de téléspectateurs européens sont concernés par une des filiales de RTL Group. On peut juger de l'influence de ce groupe à l'énumération des chaînes de télévision qu'il contrôle : RTL Télévision, Super RTL, VOX ou N-TV pour l'Allemagne, M6 pour la France, Five pour la Grande-Bretagne, Antena 3 pour l'Espagne, RTL 4 pour les Pays-Bas et RTL TV pour la Belgique. RTL Group a des participations dans Ren TV (Russie), RTL Klub (Hongrie) et RTL Televizija (Croatie). Le secteur radiophonique n'échappe pas au contrôle des ondes par Bertelsmann. On y trouve : Radio Luxembourg, RTL pour la France et RTL 2, Fun Radio ; 104.6 RTL pour l'Allemagne ; BEL RTL pour

4. Audiofina est l'ancien actionnaire de CLT-UFA (Partagé à 50 % par audiofina et à 50 % par Bertelsmann).

5. Pearson TV élabore de nombreux programmes comme « Good Times, bad Times », « The price is right » et « Baywatch ». Présent sur les 50 marchés de télévision les plus importants, plus de 200 chaînes de télévision diffusent les produits Pearson dans le monde.

la Belgique et Yorin FM pour les Pays-Bas. Au total, ce sont des millions d'Européens qui se connectent à Bertelsmann via ces différents groupes. Enfin, RTL Group dispose d'une « arme de production » par l'intermédiaire de « Fremantle Media » qui réalise des films, des documentaires, des shows et des séries en tout genre. Sous l'égide de RTL Group, Fremantle Media diffuse plus de 300 programmes pour un total de plus de 10 000 heures par an et dans 55 pays.

Caractéristiques essentielles de RTL Group

- Son directeur : Gerhard Zeiler (en 2008)
- Collaborateurs : 11 392 (au 31.12.2007)
- Chiffre d'affaires : 5,7 milliards d'euros (2007)
- Actionnaires : Bertelsmann (90,3 %), divers 9,7 %.

Random House (les livres)

Dans le domaine du livre, Bertelsmann se taille la part du lion après avoir acquis en juillet 1998 la très en vue maison d'édition américaine Random House⁶. Des auteurs mondialement connus écrivent sous son égide comme John Updike, John le Carré, Ian McEvan, Toni Morrison, John Grisham, John Irving ou encore Dan Brown. L'acquisition par Bertelsmann de ce groupe

6. Cette maison d'édition américaine a été créée en 1925 par Bennet Cerf et Donald Klopfer.

américain fait de lui la plus grande maison d'édition en langue anglaise. Au total, ce sont plus de 11 000 nouveautés et 500 millions de livres qui sortent par an de Random House. Ce dernier contrôle plus de 120 maisons d'édition dans 19 pays. Outre deux groupes américains comme Doubleday et Alfred A. Knopf, on peut citer Ebury and Transworld (Grande-Bretagne), Plaza & Janès (Espagne), Sudamericana (Argentine) ou encore Goldmann (Allemagne).

Caractéristiques essentielles de Random House

- Son directeur : Markus Dohle (2008)
- Collaborateurs : 5 764 (au 31.12.2007)
- Chiffre d'affaires : 1,8 milliards d'euros (2007)
- Actionnaire : Bertelsmann AG (100 %).

Gruner + Jahr (presse écrite)

Cette branche de Bertelsmann fondée en 1965 occupe une place très importante dans la diffusion des journaux et des magazines. En effet, avec plus de 285 journaux et revues diffusées dans plus de 20 pays, Gruner + Jahr est en mesure d'influencer une presse capable de façonner les esprits. Un Allemand sur huit lit le « Stern » et un sur dix « Brigitte ». Un Français sur deux lit un des 19 magazines (Géo, VSD, Voici... pilotés par Gruner + Jahr). La liste ci-après (2008, p. 33 et s.) montre la large implantation de ce groupe dans la vie de nombreux pays européens et l'amorce d'une conquête du

marché chinois. Enfin, nous rappelons que certaines revues portant le même nom se retrouvent dans plusieurs pays. C'est le cas, par exemple, de GEO.

Caractéristiques essentielles de Gruner + Jahr

- Son directeur : Bernd Buchholz (2008)
- Collaborateurs : 14 448 (au 31.12.2007)
- Chiffre d'affaires : 2,8 milliards d'euros (2007)
- Actionnaires : Bertelsmann AG (74,9 %), autre 25,1 %.

Les tableaux qui suivent présentent l'implantation internationale de Bertelsmann dans divers organes de presse. On pourra s'étonner de la présence d'un tel inventaire à la Prévert dans cette liste. Cette dernière est a priori d'autant plus surprenante qu'elle concerne des titres qui ne sont pas tous prestigieux. Pour justifier cet inventaire, il est important de rappeler les points suivants : si ces revues se rangent pour la plupart dans la catégorie grand public ; elles sont beaucoup plus lues que les grands titres. De ce fait, elles favorisent l'acquisition de réflexes de pensées communs largement distillés par les magazines généralistes au sein d'une large portion de la population⁷.

7. Ainsi, dans la revue GEO n° 305 de juillet 2004, il est présenté un dossier intitulé « Occitanie, au cœur du grand sud ». Outre tous les éléments présentant sous un jour favorable les caractéristiques propres à l'Occitanie (ce qui n'est pas mauvais en soi), la revue offre une « Grande carte bilingue de l'Occitanie »

Revue allemandes appartenant à Gruner + Jahr
(Listes non exhaustives)

ART	GEO
Börse Online	Eltern for Family
Brigitte Balance	Essen & Trinken
Brigitte Young Miss	Flora Garten
Brigitte	Frau im Spiegel
Brigitte Woman	Gala
Capital	GEO Saison
DB Mobil	GEO Special
Eltern	GEO Wissen
E&T – Für jeden Tag	GEOkompakt
Frau im Spiegel Legenden	GEOlino

dont les frontières historico-linguistiques sont exactement les mêmes que celles représentées sur une carte de 1997 du parlement européen sous l'égide de l'Alliance Radicale Européenne (dissoute depuis) travaillant en liaison étroite avec le parti regroupant les associations régionalistes indépendantistes (ALE: Alliance Libre Européenne) et les Verts de Daniel Cohn-Bendit. Une nouvelle carte ethno-linguistique datant de 2004 et présentant les mêmes caractéristiques a été élaborée par les Verts/ALE dans le même sens. Bertelsmann défendant la conception ethno-régionaliste insufflé dans une revue grand public un concept germanique qui accoutume peu à peu l'esprit français, mais aussi partout en Europe, à ce type de vision. Le travail des instances bruxelloises influencées par le modèle germanique (Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, Convention-cadre pour la protection des minorités) s'en trouve facilité. Voir notre ouvrage « La décomposition des nations européennes », Éditions François-Xavier de Guibert, p. 43 et p. 159 ainsi que les annexes 5 et 21. Nous remercions Hervé Berbille de nous avoir transmis cette information concernant la revue GEO.

How to spend it	P.M. Logik-Trainer
GEO Epoche	P.M. Kreativ-Trainer
GEO Saison für Geniesser	P.M. Perspektive
Häuser	Schöner Essen
Impulse	Schöner Wohnen
Lufthansa Exclusive	Decoration
Living at home	Stern Biografie
Lufthansa Magazin	Stern Gesund Leben
National Geographic	Schöner Wohnen
Neon	Stern
P.M. Fragen und Antworten	Stern Fotografie
NG World	Swarovski Magazin
P.M.	VW Magazin
P.M. History	Woman
P.M. Intelligenz-Trainer	

Revue française appartenant à Gruner + Jahr

BIEN (dans ma vie)	Guide cuisine
Ça m'intéresse	Management
Cuisine gourmande	National Geographic
Capital	Prima
Cuisine actuelle	Shopping
Gala	Télé 2 semaines
GEO	TV grandes chaînes
Femme actuelle	Télé loisirs
Femme actuelle (jeux)	Voici
GEO ado	VSD

Remarques : Ces différentes revues françaises appartiennent à « Prisma Presse », un des grands groupes de presse en France, filiale du 1^{er} groupe de presse en

Europe, Gruner + Jahr. Comme le rapporte Prisma Presse : « Un Français sur deux est lecteur d'un de nos magazines. Un cadre français sur deux lit au moins un des titres cadres du groupe ».

Revue autrichiennes appartenant à Gruner + Jahr

Autorevue	News Exklusiv
Bühne	Profil
E-Media	Trend
Format	TV – Media
Golfrevue	Woman
Gusto	Yachtrevue
News – Leben	Youngstyle
Newsino	XPress
News	

Revue espagnoles appartenant à Gruner + Jahr

Capital	Mia
Cosmopolitain	Marie Claire
Gala	Muy Interessante
GEO	Ser Padres
Living at Home	Yo Cocino

Revue italiennes appartenant à Grune + Jahr

Focus Domande \$ Risposte	Focus Storia
Focus Junior	Jack
Focus	Top Girl
Focus Extra	

Revuees hollandaises appartenant à Gruner + Jahr

National Geographic
National Geographic Junior

National Geographic
Traveler
Quest

Revuees polonaises appartenant à Gruner + Jahr

Claudia
Focus
Gala
Gala Plus
Glamour
Moje Mieszkanie
Moje Gotowanie

Naj
National Geographic
National Geographic Kids
National Geographic
Traveler
Rodzice

Revuees chinoises appartenant à Gruner + Jahr

Car & Motor
Fitness

Parents Fumu

Revuees russes appartenant à Gruner + Jahr

Gala Biografia
Gala
GEO

Geo Traveler
GeoFocus
Geolenok

Journaux allemands appartenant à Gruner + Jahr

Chemnitzer Morgenpost
Dresdner Morgenpost
Financial Times
Deutschland

Morgenpost am Sonntag
Sächsische Zeitung

BMG (la musique)

Ce secteur a connu de grands bouleversements. En effet, après s'être profondément engagé dans la production musicale, Bertelsmann a décidé de rompre largement les liens. Cependant, avant d'expliquer ce changement de cap, il s'avère utile de rappeler la situation avant la quasi-cessation d'activité musicale de l'entreprise de Gütersloh. A l'origine, ce groupe s'activait au sein de deux branches : « *Sony BMG Music Entertainment* » (ou « Sony BMG », maison de disques) et « *Musikverlag BMG Music Publishing* » (ou « BMG Music Publishing »). Dans le premier cas, Sony BMG regroupait et regroupe toujours d'importantes maisons de disques comme Arista Records, Columbia Records, Epic Records, Jive Records, J. Records, RCA Records, Windham Hill, Verity Records ou encore Legacy Recordings. Ce secteur musical est très varié puisqu'il passe par le Hip-Hop, le gospel, le rock, la Country Music ou la musique classique. Des chanteurs mondialement connus s'y expriment comme Céline Dion, Bruce Springsteen, Justin Timberlake, Britney Spears, Robbie Williams, Maria Carey, les Beach Boys ou encore Carlos Santana. Par ailleurs, BMG Music Publishing s'activait à aider les compositeurs et les chanteurs à commercialiser leurs œuvres dans des secteurs aussi variés que les stations de radio, les agences de publicité ou les centres de production multimédias.

Cependant, Bertelsmann a enregistré des déconvenues financières en raison notamment du téléchargement illégal. Décidé à se débarrasser de ce secteur, l'en-

treprise a procédé en deux étapes. En septembre 2006, Bertelsmann a annoncé la vente de son catalogue de droits musicaux « BMG Music Publishing » au groupe Vivendi⁸ pour 2,09 milliards de dollars. Au moment de cette cessation, ce secteur générait près de 500 millions de dollars de chiffres d'affaires⁹.

La deuxième étape a permis au groupe de médias allemand Bertelsmann de céder sa part de 50 %, Sony BMG, à l'entreprise japonaise Sony en août 2008. Désormais, la nouvelle maison de disques sous direction japonaise s'appelle « Sony Music Entertainment Inc ». La transaction estimée à 960 millions d'euros permet à Bertelsmann de tourner le dos au marché de la musique¹⁰. La seule « trace » rappelant l'engagement musical de Bertelsmann concerne les droits musicaux. Désormais, la branche BMG garde des droits musicaux de différents catalogues européens portant sur près de 200 artistes. L'objectif est de permettre la mise en place d'une « plate-forme d'autorisation et de gestion pour exploiter et commercialiser les droits musicaux sous la marque BMG »¹¹.

8. La société française Vivendi est à la tête de nombreux secteurs assurant la production et la diffusion de biens culturels, de distribution de services ou encore l'utilisation de nouveaux modes de communications : Canal + (télévision à péage et numérique), SFR (opérateur de télécommunications mobile), Activision Blizzard (numéro un mondial des éditeurs de jeux vidéo en ligne et pour consoles).

9. *International Herald Tribune*, 6 septembre 2006.

10. *Les Échos*, 5 août 2008.

11. *Le Figaro*, 6 août 2008.

Caractéristiques essentielles de Sony BMG

(avant sa vente au groupe japonais)

- Son directeur : Thomas Rabe (2007)
- Collaborateurs : 2 851 (au 31.12.2007)
- Chiffre d'affaires : 1,5 milliard d'euros
- Actionnaires : Bertelsmann (50 %) et Sony Corporation of America (50 %).

Caractéristiques essentielles de BMG Music Publishing

(avant sa vente à Vivendi)

- Son directeur : Nicholas Firth (2005)
- Collaborateurs : 577
- Actionnaires : Bertelsmann (100 %).

Arvato¹² (l'imprimerie et les services)

Ce cinquième secteur de Bertelsmann s'illustre en tant que prestataire de services international auprès des médias. Ceci le conduit à être au fait des technologies les plus récentes. Les activités vont de l'imprimerie classique aux prestations de services les plus modernes comme les « *Finance-Clearing* » ou les « *Mobile Services* ». Les imprimeries Arvato se positionnent à la première place sur le marché européen. Ce groupe s'active essentiellement dans quatre domaines : Arvato services, Arvato print, Arvato digital services et Arvato systems.

12. www.arvato.com

– « Arvato services » (relation/client) est un prestataire de services mondial traitant de la logistique et de la communication auprès des clients.

– « Arvato print » (imprimés, personnalisation documentaire) comprend les services allant de la consultation à la conception des services d'imprimerie (fabrication des plaques d'imprimerie), de l'impression (digitale) au traitement plus large comme la personnalisation jusqu'à des prestations complètes comme le stockage.

– « Arvato digital services » (production et duplication des supports numériques) offre une série de services intégrés au profit de la vidéo, de l'audio et des jeux dans des domaines allant de la post production à la distribution électronique.

– « Arvato systems » (services informatiques) fort d'une expérience de 25 ans en tant que prestataire de service du système « information technologie » (« IT-System ») couvre un secteur traitant de l'assistance comme de la conception des services.

Caractéristiques essentielles d'Arvato

- Son directeur : Rolf Buch (2008)
- Collaborateurs : 51 846 (au 31.12.2007)
- Chiffre d'affaires : 4,9 milliards d'euros (2007)
- Actionnaire : Bertelsmann AG (100 %).

Direct group (les clubs et le e-commerce)

Ce sixième secteur de Bertelsmann s'emploie à offrir un éventail de livres¹³ en passant par les DVD à ses clients par l'intermédiaire de clubs et de « Online-shop ». Ce système est présent dans 22 pays au service de 32 millions de membres.

Caractéristiques essentielles de Direct Group

- Son directeur : Fernando Carro (2008)
- Collaborateurs : 15 109 (au 31. 12. 2007)
- Chiffre d'affaires : 2,6 milliards (2007)
- Actionnaire : Bertelsmann AG (100 %).

Bilan : Caractéristiques essentielles de l'entreprise Bertelsmann

– Champ d'activité de l'entreprise Bertelsmann non coté en bourse : Radio, télévision, production de livres, de revues, de journaux ; activités musicales, imprimeries et prestations de services auprès des médias, clubs de musique.

– Secteurs d'entreprises : RTL Group (Luxembourg), Random House (New York), Gruner + Jahr (Hambourg), BMG (New York), Arvato (Gütersloh), Direct Group (Gütersloh).

13. Selon le journal « Les Échos » (7 juillet 2008), Bertelsmann envisagerait de vendre l'ensemble de ses clubs de livres en Europe dont France Loisirs.

– Activité mondiale : Bertelsmann AG est présent dans plus de 50 pays.

– Collaborateurs : 102 397 (au 31.12.2007)

– Chiffre d'affaires : 18,8 milliards d'euros (2007)

– Chiffres d'affaires par activité : RTL Group (29,6 %), Random House (9,5 %), Gruner + Jahr (14,7 %), BMG (7,5 %), Arvato (25,5 %), Direct Group (13,2 %), (en 2007).

– Chiffres d'affaires par « région » : Allemagne (32,2 %), Europe (sans l'Allemagne, 44,3 %), États-Unis (18,1 %), autres pays (5,4 %), (pour l'année 2007).

– Actionnaires de Bertelsmann AG (AG – *Aktiengesellschaft* – société anonyme) : la Fondation Bertelsmann (76,9 %) et la famille Mohn (23,1 %).

Nous avons pu montrer dans cette première partie que l'entreprise Bertelsmann s'est dotée de tous les outils médiatiques pouvant influencer les opinions publiques. Il s'agit à présent de préciser la philosophie politique qui anime cette entreprise en développant le rôle joué par sa Fondation.

DEUXIÈME PARTIE

LA FONDATION BERTESLMANN

*During times of universal deceit,
telling the truth becomes a revolutionary act.
(Dans les temps de tromperie universelle,
dire la vérité devient un acte révolutionnaire).*

George Orwell

*Ce qui doit tomber,
il ne faut pas le soutenir mais le pousser.*

Friedrich Nietzsche

*Seuls les plus petits secrets ont besoin d'être protégés.
Les plus gros sont gardés par l'incrédulité publique.*

Marshall McLuhan

CHAPITRE III

LES PRINCIPES ORGANISATEURS DE LA FONDATION BERTELSMANN

L'étude de cette Fondation révèle tout le travail fait en amont permettant d'irriguer en projets divers les partis politiques outre-Rhin. Finalement, nous avons l'exemple d'un groupe réduit d'hommes et de femmes experts sur des sujets variés (la politique intérieure et extérieure, le social, l'éducation, la santé...) qui détermine et façonne largement les débats et les évolutions de l'Allemagne, de l'Europe et du monde. C'est pourquoi, nous aborderons dans un premier temps les structures de la Fondation Bertelsmann, pour ensuite examiner ses travaux clefs comme la politique étrangère.

Les structures de la Fondation Bertelsmann¹

Cette Fondation a vu le jour en 1977 sous l'impulsion de Reinhard Mohn. Bénéficiant de l'appui financier de Bertelsmann AG, elle se définit comme suit : *« La Fondation Bertelsmann s'engage dans la tradition de son fondateur, Reinhard Mohn, en faveur du bien commun. Le fondement même du travail de la Fondation s'inscrit dans la concurrence et l'engagement du citoyen dans la société, élément essentiel en faveur du progrès de celle-ci. La Fondation Bertelsmann se considère comme promotrice des changements de société lui permettant d'affronter l'avenir. La Fondation veut identifier à temps les défis et les problèmes de société afin de les solutionner par la mise en œuvre de modèles exemplaires »*².

Pour satisfaire cette ambition, la Fondation Bertelsmann a dépensé 728 millions d'euros en faveur de plus de 700 projets de 1977 à 2007. Pour l'année 2007, cette Fondation a dépensé près de 62 millions d'euros³ sur des thèmes aussi divers que la santé, l'éducation ou la culture d'entreprise. L'aspect financier, nerf de la

1. <http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-609B6C0A/bst/hs.xml/269.htm> Les différents thèmes traités sont : *Reformen, Motive des Stiftern, Unser Leitbild, Ziele, Daten und Fakten...* etc.

2. *Leitbild der Bertelsmann Stiftung*, Bertelsmann Stiftung, 2002, p. 3.

3. <http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-AA241854/bst/hs.xml/2094.htm> et *Für eine zukunftsfähige Gesellschaft*, Bertelsmann Stiftung, 2008, p. 12.

guerre, a son importance pour Reinhard Mohn puisque ce dernier a partagé le capital à 23,1 % pour la société et 76,9 % pour la Fondation. Fort de cet appui financier, la Fondation Bertelsmann définit sa politique comme suit : « *Nous nous considérons comme une institution travaillant de manière opérative et conceptuelle. Nous voulons discerner au plus tôt les problèmes de la société, chercher les meilleurs solutions au niveau mondial et développer dans le dialogue – tout en mettant en pratique et en liaison avec les participants – des types de solutions exemplaires ayant fait leur preuve* »⁴.

L'objectif déclaré est d'apporter une contribution aux réformes de la société. Afin de permettre une meilleure diffusion de ses activités, la Fondation Bertelsmann s'associe largement à des décideurs politiques, économiques, à des institutions publiques et scientifiques, mais aussi à d'autres instituts. Dans ce dernier cas, la Fondation travaille en étroite collaboration avec le *Centrum für angewandte Politikforschung* (le CAP)⁵ dont le siège est à Munich. Le Président de cet institut, Werner Weidenfeld, contribue largement aussi à l'élaboration de la politique étrangère allemande. De 1987 à 1999, il fut le coordinateur des relations germano-américaines au sein des gouvernements Kohl puis Schröder⁶. Ses activités ont connu un impact d'autant plus grand qu'il a été

4. *Leitbild der Bertelsmann Stiftung, op. cit.*, p. 6.

5. Voir son site : www.cap.uni-muenchen.de

6. Depuis 1999, le coordinateur des relations germano-américaines est Karsten Voigt qui, après avoir servi le gouvernement Schröder, travaille au service de la chancelière Angela Merkel.

aussi membre du conseil d'administration de la Fondation Bertelsmann. Cependant, accusé d'avoir reporté des dépenses personnelles sur des frais professionnels, Werner Weidenfeld a dû se retirer en novembre 2007 du conseil d'administration de la Fondation Bertelsmann. En revanche, la coopération entre cette Fondation et le CAP est censée perdurer jusqu'en 2010⁷.

Une des caractéristiques majeures de ces « *Denkfabrike* » (ou *Think tanks*) germaniques et qui fait leur force, c'est le principe de « l'entrelacs » ou *Verflechtung*. C'est-à-dire qu'il existe une interpénétration de ces différents organismes promouvant et accélérant l'élaboration de mesures qui sont ensuite injectées dans les divers domaines de la politique intérieure et extérieure de l'Allemagne. Compte tenu que ces travaux s'élaborent en liaison directe avec l'ensemble de la classe politique allemande, ces antichambres constituées par ces *think tanks* permettent la rédaction de textes recueillant en règle générale un consensus complet de la part des grands partis politiques outre-Rhin⁸. Le processus pour

7. Handelsblatt, 29 octobre 2007.

8. En novembre 2005, la CDU et le SPD se sont accordés pour réformer le fédéralisme allemand après un échec en décembre 2004 in Le Figaro (9 novembre 2005). En réalité, les travaux permettant une refonte du système politique hérité de la défaite de 1945 ont été préparés par la Fondation Bertelsmann en liaison avec des Fondations travaillant au service des partis politiques : la Fondation Konrad Adenauer (CDU), la Fondation Hanns-Seidel (CSU), la Fondation Friedrich-Naumann (FDP) et la Fondation « économie de marché ». Alors que le *Bundesrat* (la Chambre Haute) était en mesure de bloquer trois textes sur cinq, désormais,

réussir la mise en forme d'un projet peut prendre du temps, mais il a le mérite d'être rarement contesté quand il est parachevé.

En raison de son âge, Reinhard Mohn a préféré passer la main à son épouse Liz Mohn. Cette prise de pouvoir à la Fondation Bertelsmann se fit en 2003. Cette seconde épouse a su imposer une poigne de fer au point d'être la véritable patronne du groupe⁹. C'est en 1959 que la jeune standardiste de 17 ans, Liz Beckmann, fit connaissance de Reinhard Mohn de 20 ans son aîné. Devenue sa compagne, il l'épouse en 1982 et

les nouvelles règles d'intervention s'appliqueront à un tiers des textes de loi. Cette refonte complète du système politique allemand est à souligner car elle s'est concrétisée en pleine période de marchandage politique entre Angela Merkel et les représentants du SPD suite aux élections de septembre 2005, c'est-à-dire au cours d'une période sans gouvernement stable à Berlin. Indirectement, cela révèle l'action puissante de ces *think tanks* capables d'assurer les mutations nécessaires pour affronter les nouveaux défis du XXI^e siècle. En fait, les *Denkfabrike* constituent l'ossature de l'appareil politique allemand.

9. Liz Mohn est la vice-présidente de la Fondation et du conseil de surveillance mais la présidente de la société. Le journaliste allemand Thomas Schuler a écrit une biographie des Mohn décrivant les coulisses de ce monde fermé. Cette enquête provoqua l'ire de Liz Mohn qui s'empressa de convoquer la presse avant la parution de l'ouvrage afin de dire tout le mal qu'elle en pensait. Bien entendu, un tel comportement fut une merveilleuse promotion pour le livre : Thomas Schuler, *Die Mohns*, Campus Verlag, 2004. En réaction au titre du livre de Liz Mohn, le journaliste aurait pu aussi intituler son ouvrage « l'amour ouvre les portes ».

l'introduit dans les hautes sphères de la direction de l'empire Bertelsmann. Cette promotion fulgurante à la tête de l'entreprise et de la Fondation ne l'empêcha pas d'écrire un livre au titre suave décrivant les joies d'une femme amoureuse, « l'amour ouvre les cœurs » (*Liebe öffnet Herzen*)¹⁰. De ce mariage sont nés trois enfants. Brigitte et Christoph Mohn travaillent dans le groupe et sont membres du comité de surveillance de la Fondation, tandis que le troisième, Andréas Mohn, a préféré s'engager dans la vie artistique¹¹.

Enfin, parmi les acteurs essentiels à la tête de Bertelsmann¹², il faut souligner l'importance de Gunter Thielen. Président du comité directeur¹³ et du conseil de surveillance, il joue un rôle essentiel en particulier dans les relations euro-atlantiques¹⁴.

10. Liz Mohn, *Liebe öffnet Herzen*, Bertelsmann Verlag, 2001.

11. *Die Stern*, 10 février 2003.

12. Au sein du conseil administratif en 2008, outre le président d'honneur, Heinrich Mohn, il faut signaler la présence de l'ancien chancelier autrichien, Wolfgang Schüssel comme aussi celle de Wulf H. Bernotat président du conseil d'administration de E. ON, société anonyme traitant de la question énergétique (électricité, gaz...). E. ON représente la plus importante capitalisation boursière de l'indice DAX (l'équivalent du CAC 40) in <http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-31BF6B10/bst/hs.xsl/9914.htm>

13. <http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-31BF6B10/bst/hs.xsl/9913.htm>

14. Voir page 124.

Une variété de thèmes et des experts aux multiples talents

La Fondation Bertelsmann a su s'entourer de nombreux experts qui quadrillent l'ensemble des sujets clefs de la politique allemande à l'égard des affaires nationales et internationales¹⁵. On peut relever près de 300 collaborateurs de haut niveau dont 185 engagés dans la réalisation concrète de projets. Comme le rappelle la Fondation : « *Tous les collaborateurs engagés dans des projets sont en contact étroit dans leurs domaines de travail avec les organismes et les acteurs confrontés à des enjeux majeurs* ».

Des experts spécialisés sur de nombreux thèmes comme Joachim Fritz-Vannahme (Europe), Josef Janning (Europe, constitution, relations transatlantiques) ou Stephan Vopel (politique internationale) fournissent des documents de qualité nourrissant l'appareil politique et journalistique allemand. Parmi cette multitude d'experts au sein de la Fondation Bertelsmann, nous pouvons relever le travail déterminant de Christian-Peter Hanelt à la tête du projet « Europe et Proche-Orient » et dont les compétences furent utilisées en direct sur le plateau de la chaîne de télévision RTL

15. Cette politique s'est traduite par une collaboration entre Bertelsmann et la Fondation Gorbatchev in http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-FE77AFC2/bst/hs.xsl/2088_9625.htm La Fondation Gorbatchev a son siège principal à Moscou, mais dispose de deux représentations en Allemagne et aux États-Unis (<http://www.gorbatschow-stiftung.org/>).

durant la deuxième guerre d'Irak¹⁶. Ainsi, de bout en bout, de l'élaboration du sujet à la communication au grand public, Bertelsmann est à la commande.

Les activités de la Fondation Bertelsmann sont multiples puisqu'elles se concentrent aussi sur les sujets propres aux affaires intérieures allemandes : « La politique », « la société », « l'économie », « l'éducation », « la santé » et « la culture ». A partir de ces points clefs, il existe une multitude de spécialisations présentées sur le tableau ci-joint (p. 55) et qui, selon les thèmes, se recoupent. La variété des activités de cette Fondation prouve son implication profonde dans la société allemande mais aussi dans la vie internationale¹⁷. Cependant, ces sujets sont l'objet eux-mêmes de subdivisions qui peuvent être étudiées sur le site même de la Fondation Bertelsmann. Les quelques exemples que nous

16. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-EBC65D5B/bst_engl/hs.xsl/experten_18503.htm

17. Cette capacité à entretenir une collaboration étroite avec d'autres think tanks a abouti à la création, en 1999, du *Transatlantic Community Foundation Network* (TCFN, « réseau de fondations de la communauté transatlantique ») in http://www.tcfm.etc.be/whats_new.php Créé par la Fondation Bertelsmann en liaison avec la *Charles Stewart Mott Foundation* (<http://www.mott.org/>), institut fondé en 1926 et prônant la capacité de chacun à se prendre en charge dans le domaine politique, économique et social par une meilleure éducation, le TCFN permet l'amélioration des échanges et des expériences réciproques des Fondations et des instituts de part et d'autre des rives de l'Atlantique entre l'Union européenne, l'Amérique du Nord et le Mexique.

Thèmes essentiels traités par la Fondation Bertelsmann

La politique	Changement démographique, conduite politique, fédéralisme, politique régulatoire, communes et régions, intégration, Europe, politique internationale et transparence politique.
La société	Société en faveur des familles, changement démographique, intégration, participation des jeunes, dialogue des cultures, <i>Corporate Social Responsibility</i> et développement des fondations.
L'économie	Site Allemagne, redynamisation de la bureaucratie, formation des jeunes, culture d'entreprise, <i>Corporate Social Responsibility</i> , société en faveur des familles et changement démographique.
L'éducation	Formation des jeunes enfants, qualité des écoles, participation des jeunes, bibliothèques, formation continue, universités.
La santé	Système de santé, prise en charge, prévention
La culture	Nouvelles voix (talents musicaux), dialogue des cultures, formation culturelle et culture d'entreprise.

pouvons mentionner sont : *Allemagne 2050, la réforme du fédéralisme, la Commission fédérale, Stratégie pour l'avenir, l'élargissement* etc.

Forte de toutes ses activités et de son idéal, la Fondation Bertelsmann récompense chaque année depuis 1988 par un prix de 150 000 euros, le « *Carl Bertelsmann Preis* », un organisme ou un institut ayant contribué à promouvoir des concepts innovants en faveur du développement de la société.

CHAPITRE IV

LA FONDATION BERTELSMANN AU SERVICE D'UNE POLITIQUE MONDIALISTE

La politique étrangère allemande a pris une toute nouvelle dimension au lendemain de la réunification du pays en 1990. La disparition de l'Union soviétique et la création de la Communauté des États Indépendants (CEI), l'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne en 2004, la politique méditerranéenne de cette dernière, en particulier avec le projet de « L'union pour la Méditerranée » (l'UPM) ainsi que l'adhésion programmée de la Turquie offrent des perspectives et des combinaisons géopolitiques nouvelles. La position centrale de l'Allemagne en Europe a toujours conditionné sa politique. Afin de répondre aux différents défis qui se posent au pays, la Fondation Bertelsmann élabore de véritables documents de travail qui se

retrouvent par la suite dans les débats politiques outre-Rhin. Obéissant aux principes « *construire des ponts – surmonter les frontières* »¹, cet institut concentre ses activités en politique étrangère essentiellement autour des points suivants : Israël et en arrière-fond le monde arabe, l'Europe et le partenariat transatlantique.

Le « Dialogue germano-juif » et le monde arabe

En raison du génocide perpétré par le régime nazi à l'égard du peuple d'Israël, l'Allemagne entretient avec Tel-Aviv des relations particulières. Comme le rappelle la Fondation Bertelsmann : « *Dans les relations entre Israël et l'Allemagne, entre les Juifs et les Allemands, rien n'est simple. Chaque geste et toute démarche politique entre*

1. *25 Jahre Bertelsmann Stiftung, Reformbilanz*, Bertelsmann Stiftung, 2002, p. 82. Ce slogan est typique de la philosophie mondialiste qui cherche à diluer les nations dans un ensemble commun. Nous pouvons relever que l'expression « surmonter les frontières » est traitée dans le cadre de l'Union européenne par un institut, l'Association des Régions Frontalières Européennes (l'ARFE). Cet institut n'a d'européen que le nom puisque ses fondateurs, ses présidents et ses secrétaires généraux jusqu'à une date récente sont Allemands. Nous pouvons relever qu'un de ses présidents s'appelait Wolfgang Schäuble, actuel ministre de l'Intérieur en 2008 du gouvernement d'Angela Merkel. L'objectif officiel de l'ARFE est de transformer les frontières nationales en frontières administratives ouvrant ainsi des possibilités de remaniements territoriaux pour des raisons économiques et/ou ethniques sans fin en Europe.

les deux nations et ces deux peuples ressemblent à des contacts faits de prudence. Celles-ci sont suivies avec intérêt par les communautés juives mais aussi par tous les gouvernements dans le monde »².

Par conséquent, nous étudierons plus précisément la politique de la Fondation à l'égard d'Israël en liaison avec le monde arabe. Cette politique est essentielle à cerner car elle concerne par ricochet tous les États européens.

Des échanges multiples en faveur de l'interdépendance

Ce travail d'interpénétration a commencé très tôt au niveau national et international dès la création de la Fondation³. En effet, sous l'impulsion de Reinhard Mohn après une visite à l'université hébraïque de Jérusalem en 1979, Bertelsmann s'est engagé dans une coopération avec Israël. Cet engagement qui n'était guère facile du fait des crimes de l'Allemagne nationale-socialiste n'a pas empêché son président de lancer des initiatives dans les écoles et les universités israéliennes permettant le renforcement des liens entre l'État hébreu et l'Allemagne. Ces liens ont permis de poser les jalons permettant un dialogue politique, économique, journa-

2. *Ibid.*

3. Une partie des travaux de la Fondation Bertelsmann peut être consultée à l'adresse suivante : http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-0D18D316/bst/hs.xsl/2088_9614.htm

listique et culturel entre ces deux mondes. Cette coopération étroite a permis en liaison avec la *Jerusalem Foundation*⁴ de promouvoir depuis 1988 l'*Adam Institute for Democracy and Peace*⁵. Ce dernier met en place divers programmes réunissant des Juifs et des Arabes afin de favoriser par un travail éducatif la démocratie, la paix et des propositions de résolutions afin de régler les tensions entre les deux communautés. Cet engagement de la Fondation Bertelsmann s'est poursuivie aussi par la création d'une école de journalisme : « l'École Koteret » (*Koteret School of Journalism and Communication*) sous l'impulsion de Reinhard Mohn et de Dov Judkovsky, rédacteur en chef du « Yedioth Aharonot »⁶.

En premier lieu, c'est dans le domaine du journalisme que l'action de la Fondation Bertelsmann se fait sentir. Depuis son lancement en 1989 et son ouverture le 21 mars 1991, l'école de journalisme « Koteret » à Tel-Aviv s'active pour former des journalistes en alliant cours théoriques et pratiques sur le terrain. Après l'obtention d'un diplôme universitaire et de journalisme, les

4. <http://www.jerusalemfoundation.org/> : La « Jerusalem Foundation », fondée par Teddy Kollek (1911-2007) premier maire de Jérusalem unifié depuis « la guerre des Six jours » en 1967, a permis le développement de l'urbanisme de cette ville et la préservation des sites historiques.

5. <http://www.adaminstitute.org.il/> : L'« Adam Institute », créé en 1986, doit son existence à Emil Greenzweig (1947-1983), Israélien partisan de la paix et qui fut tué lors d'une manifestation contre la guerre au Liban.

6. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-99DDA9C8/bst/hs.xsl/2088_9623.htm

élus renforcent leur formation sur une durée de deux à trois ans à la radio comme à la télévision. Ces activités sont renforcées par une coopération directe entre « l'École Koteret », l'université de Tel-Aviv et l'*Open University*. Or cette politique est particulièrement encouragée par la Fondation Bertelsmann qui finance les secteurs de la formation mais aussi du *management*. Cette action se prolonge par un soutien réciproque et des échanges entre l'école Koteret⁷ et l'école de journalisme de Hambourg, la « *Henri-Nannen* »⁸. Fondée en 1979 et portant depuis 1983 le nom du fondateur allemand du « Stern », le journaliste Henri Nannen, cette école est soutenue par une des branches de l'entreprise Bertelsmann, Gruner + Jahr, mais aussi par le journal « *Die Zeit* ». Ainsi, il se crée tout naturellement des liens humains mais aussi professionnels au sein des relations judéo-allemandes, en particulier sur un point essentiel du monde moderne : l'information. Les réussites de Bertelsmann dans la promotion de cette école ou encore dans son engagement en faveur de la cause israélienne ont été récompensées par l'octroi du titre de « Docteur honoris causa » à Liz Mohn, le 21 mai 2006, des mains du président de l'université de Tel-Aviv, Itamar Rabinovich⁹.

7. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-2B386840/bst/hs.xsl/prj_7739_7747.htm

8. www.journalistenschule.de

9. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-A1A08A4E/bst/hs.xsl/nachrichten_29233.htm

Par ailleurs, ces échanges sont renforcés aussi par un programme initié par la Fondation Bertelsmann : « les échanges de jeunes leaders germano-israéliens » (*Deutsch-Israelischer Young Leaders Austausch*)¹⁰. Lancé en 1998, les caractéristiques principales de ce programme appliqué à de jeunes cadres supérieurs s'articulent autour des points suivants :

- « Chaque programme possède sa propre thématique ;
- Les personnes recherchées sont de jeunes leaders se caractérisant par de fortes potentialités ;
- En dehors d'informations générales sur l'Allemagne et l'Europe (culture, politique, économie), des rencontres ont lieu avec d'importantes personnalités selon des thèmes précis ce qui permet d'orienter les besoins professionnels des personnes choisies ;
- Le passé de la shoah est présent en arrière-fond lors de ces rencontres. Cependant, le propre des thèmes est d'être tourné vers l'avenir ;
- A côté d'échanges d'informations par des intervenants de haut rang, des visites sur les lieux etc, c'est la formation d'un réseau sur la base de relations personnelles qui est au premier rang »¹¹.

L'organisation générale de ces rencontres est planifiée par la Fondation Bertelsmann qui a la haute main pour sélectionner les intervenants. Sur le long terme, l'intensification des rencontres parmi ces jeunes cadres supérieurs permet la création d'un réseau économique pour

10. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-71B57500/bst/hs.xsl/prj_6114_6122.htm

11. *Ibid.*

le plus grand bénéficiaire de Berlin et de Tel-Aviv. Ces échanges peuvent prendre des tournures très diverses. Ainsi, durant l'été 2008, la Fondation Bertelsmann et l'Institut Goethe organisèrent une croisière à voile sur la mer baltique réunissant de jeunes Allemands et de jeunes Israéliens. Cette croisière bénéficia de la visite et du soutien du ministre des Affaires étrangères allemand Frank-Walter Steinmeier¹². A la longue, une telle politique porte ses fruits dans l'image qu'ont les Israéliens et les Juifs américains des Allemands. Ainsi, une étude de la Fondation Bertelsmann souligne avec satisfaction que les Israéliens ont une opinion positive de l'Allemagne passée de 48 % à 57 % depuis 1991. Les Juifs américains sont 56 % tandis que 14 % ont une très bonne opinion. Seuls 9 % des Israéliens n'accordent pas leur confiance à l'Allemagne. Ils étaient 22 % en 1991¹³.

Enfin, nous pouvons relever le troisième grand point : « Le dialogue germano-juif 1992-2002 » (*Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*)¹⁴. A l'origine, c'est Lord George Weidenfeld of Chelsea, éditeur et mécène britannique, qui est à l'origine des nombreux colloques amorcés en 1992 en liaison et avec l'appui de la Fondation Bertels-

12. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/bst/hs.xsl/nachrichten_88631.htm

13. *Deutsche und Juden – Verbindende Vergangenheit, trennende Gegenwart? Eine Studie der Bertelsmann Stiftung zum Deutschland-Bild unter Juden in Israel und den USA und zum Israel-Bild in Deutschland*, Bertelsmann Stiftung, Gütersloh/Berlin, 12 février 2007.

14. *Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*, Verlag Bertelsmann Stiftung, 2002.

mann. Comme il le rappelait lui-même lors du dixième anniversaire du « Dialogue germano-juif » : *« En tant qu'émigrant qui a été obligé de fuir l'Autriche, j'ai toute ma vie durant soutenu la cause juive et l'État d'Israël. Cependant, je n'ai jamais rompu les liens en raison de mon attachement à la culture allemande. Au contraire, durant mon service militaire comme plus tard au cours de ma carrière professionnelle, j'ai maintenu des contacts étroits. Cela m'a donné la possibilité d'observer la transformation de la société allemande après la guerre et la naissance d'une démocratie efficace qui n'a pas à craindre la comparaison en Europe. Fort de cet arrière-fond, j'en suis arrivé à la conclusion qu'une Allemagne unie pouvait contribuer d'une manière décisive à la promotion des droits de l'homme en Europe et au développement ainsi qu'à la sécurité de l'État d'Israël, eu égard au rôle qu'elle joue déjà en Europe. Ainsi, l'Allemagne peut fortement contribuer au renforcement des relations entre l'Union européenne et Israël du point de vue politique comme économique. A cela s'ajoute qu'une nouvelle génération d'Allemands développe un intérêt actif au passé des Juifs et prend conscience de la grande contribution juive à la culture allemande depuis l'ère des Lumières jusqu'à la fin de la République de Weimar (...) »*¹⁵.

Ces affirmations de Lord Weidenfeld s'expliquent en raison d'un phénomène récent en Allemagne, l'augmentation de sa population juive. En effet, au lendemain des crimes du national-socialisme, on dénombrait en Allemagne de l'Ouest environ 15 000 juifs alors qu'ils étaient environ 600 000 en 1933. Cette petite commu-

15. *Ibid.*, p. 9.

nauté n'a véritablement progressé qu'à partir des années 1990 avec l'arrivée des Juifs d'Europe centrale et de Russie. Au début des années 2000, on dénombre plus de 100 000 Juifs en Allemagne. On assiste donc à une renaissance progressive d'un foyer juif qui avant le nazisme influençait fortement dans des domaines aussi variés que la musique, les sciences ou la politique¹⁶. Le retour d'un foyer juif en Allemagne et la possibilité pour l'ensemble de la communauté de vivre dans une Europe unifiée en liaison avec d'autres communautés sont source de discussion au sein du « Dialogue germano-juif ». En effet, Werner Weidenfeld et Lord Weidenfeld ont rappelé la nécessité de favoriser la naissance d'un « troisième pilier » juif (*dritte Säule*)¹⁷ en Europe en liaison avec les deux autres piliers : les judaïsmes américain et israélien¹⁸. Cette ambition ouvre des perspectives très vastes, notamment en matière géopolitique. En effet, l'instauration d'une triade juive réunie

16. En dehors de grands noms comme Félix Mendelssohn dans le domaine musical ou encore Albert Einstein pour la physique, il faut rappeler le rôle essentiel du Juif allemand Hugo Preuss, l'un des inspirateurs du texte constitutionnel de la République de Weimar, qui prônait l'instauration d'un État centralisé et organisé en *Gauen* (équivalent des départements français) pour casser les particularismes provinciaux (*Gauen* : régions aux frontières artificielles que les nazis ont appliqué à partir de 1933!). Nous retrouvons cette caractéristique des frontières régionales artificielles susceptibles d'être modifiées en permanence en fonction des intérêts mondialistes dans le cadre de la construction européenne.

17. *Deutsch-jüdischer Dialog 1992-2002*, op. cit., p. 9.

18. *Ibid.*, p. 5

sur trois continents oblige aussi à la mise en forme d'une organisation politique, économique et militaire cohérente et l'élaboration d'une tournure d'esprit commune en harmonie sur les continents américain, européen et au Proche-Orient. On comprend donc mieux l'intérêt du « Dialogue germano-juif » d'attirer des sommités issues de secteurs variés (politiques, économiques, culturels, religieux...) et de lieux géographiques divers afin de permettre l'ébauche d'un code de conduite évitant que les structures nouvelles de cette vaste architecture ne s'entrechoquent¹⁹.

Depuis 1992, plus de 400 participants²⁰ ont été conviés lors des rencontres du « Dialogue germano-juif ».

19. C'est tout l'enjeu des travaux de la commission européenne à l'égard d'Israël dans sa « *Politique européenne de voisinage* ». Comme le rappelle le rapport : « *L'accord d'association UE-Israël, qui est entré en vigueur en juin 2000, constitue la base juridique sur laquelle reposent actuellement les relations entre l'Union européenne et l'État d'Israël. Cet accord, qui est bien plus qu'un accord de libre-échange, a permis de mettre en place une coopération et un dialogue permanents entre ces deux partis dans un grand nombre de domaines différents. L'accord prévoit la tenue d'une dialogue politique régulier à l'échelon des ministres et des hauts fonctionnaires ainsi qu'au niveau parlementaire, grâce à l'instauration de relations entre le Parlement européen et la Knesset (Parlement israélien)* » in *Document de travail des services de la Commission, Politique européenne de voisinage, Rapport sur Israël*, COM (2004)373 final, Bruxelles, 12 mai 2004, p. 3. Jacques Attali dans son ouvrage *Une brève histoire de l'avenir* évoque Jérusalem comme capitale d'un monde unifié.

20. Sans tous les citer, nous pouvons relever les noms suivants : Sir Leon Brittan, ancien commissaire à la concurrence ; Bronislaw Geremek, ancien ministre des Affaires étrangères polonais ; Chaim

Suite note 20 :

Herzog, ancien président de l'État d'Israël ; Manfred Kanther, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Kohl ; Craig Kennedy, président du *German Marshall Fund of the United States* ; Klaus Kinkel, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Kohl ; l'ancien chancelier Helmut Kohl ; l'ancien président de Pologne Aleksander Kwasniewski ; Pierre Lellouche, député français et ancien conseiller du président Jacques Chirac ; Alain Minc, conseiller d'entreprise et économiste ; Richard Perle, membre de l'*American Enterprise Institute* ; Johannes Rau, ancien président de la République fédérale d'Allemagne ; Wolfgang Schäuble, ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Angela Merkel et ancien dirigeant de l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE) ; Otto Schilly, ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement de Gerhard Schröder ; l'ancien chancelier Gerhard Schröder ; Fritz Stern, professeur à l'Université de Columbia ; Horst Teltschik, conseiller de l'ancien chancelier Kohl et Président des Conférences sur la politique de sécurité de l'OTAN ; Günter Verheugen, commissaire à l'industrie de l'Union européenne ; Max Warburg, membre de la Banque Warburg ; ou encore Joschka Fischer, ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder. L'engagement de Joschka Fischer en faveur du judaïsme a été récompensé par le titre de « *Doctor honoris causa* » par l'université d'Haïfa en 2002, mais surtout par la plus haute distinction du Conseil central des Juifs d'Allemagne en mai 2005 : le prix Leo-Baeck (*Leo-Baeck Preis*). Leo Baeck (1873 – 1956) est un rabbin appartenant à la mouvance libérale du judaïsme. Sous le régime de Weimar, il fut en particulier le président de la section allemande des B'nai B'rith, organisation maçonnique n'accueillant que des Juifs en son sein. En 2007, c'est la chancelière Angela Merkel qui a reçu le Prix Leo Baeck en faveur de son combat contre l'antisémitisme et de son engagement à l'égard d'Israël : <http://www.bundesregierung.de/Content/DE/Artikel/2007/11/2007-11-06-merkel-leo-baeck-preis.html>

Les activités diverses des intervenants et les possibilités d'échanges autorisent l'élaboration d'une politique qui ne peut aboutir qu'à la condition de créer les structures permettant la pacification du Proche-Orient. Il est donc logique que la Fondation Bertelsmann prolonge ce « Dialogue germano-juif » par une politique ciblée à l'égard des voisins d'Israël. C'est tout l'enjeu des « Discussions de Kronberg ».

Les discussions de Kronberg (Kronberger Gespräche)

La Fondation Bertelsmann organise régulièrement depuis 1995 des réunions avec de nombreux experts traitant des problèmes et des perspectives d'avenir de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient dans le cadre des « Discussion de Kronberg » en liaison avec un autre

Les anciens présidents d'Allemagne comme Richard von Weizsäcker et Roman Herzog ainsi que l'ancien chancelier Kohl ont reçu aussi ce Prix. D'autres responsables occidentaux ont été remerciés de leur engagement en faveur de la cause juive. Le 7 novembre 2007, le président Sarkozy a été récompensé par l'*American Jewish Committee* (« Comité juif américain ») en recevant le *Light Unto The Nations Award*: <http://www.ajc.org/site/apps/nlnet/content2.aspx?c=ijIT12PHKoG&b=849241&ct=462> 1991, mais aussi le 22 septembre 2008, en recevant le Prix de la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité in http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=1825 et à l'instar de Margaret Thatcher et d'Angela Merkel, le Prix d'homme d'État de l'année, le 23 septembre 2008, des mains du rabbin Arthur Schneier in http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=7&press_id=1830

think tank dirigé par Werner Weidenfeld : le *Centrum für angewandte Politikforschung*²¹. Cette politique est d'une grande importance car elle se retrouve dans ses grands traits dans le Processus de Barcelone (processus lancé en 1995 visant à l'instauration d'un marché de libre-échange en 2010) en liaison avec la Politique Européenne de Voisinage (la PEV)²² pilotée par la Commission européenne. Ces divers documents passent en revue les différents sujets permettant d'intégrer dans les domaines politiques, économiques, éducatifs, énergétiques tous les pays situés au voisinage oriental et Sud méditerranéen de l'Union européenne. Les projets déve-

21. Voir p. 49.

22. La Commission européenne a rédigé trois rapports concernant la Politique Européenne de Voisinage : « L'Europe élargie – Voisinage : un nouveau cadre pour les relations avec nos voisins de l'Est et du Sud » (COM (2003)104 final, 11 mars 2003) ; « Jeter les bases d'un nouvel instrument de voisinage » (COM (2003) 393 final, 1^{er} juillet 2003), texte qui définit les différents plans d'action en faveur des pays de l'Europe de l'Est et de la région méditerranéenne ; « Politique Européenne de Voisinage » (COM (2004) 373 final, 12 mars 2004). Ces différents textes prônent une politique allant au-delà d'une coopération, c'est-à-dire impliquant une intégration économique et politique importante de ces pays Sud-méditerranéens à l'Union européenne. C'est le cas du Maroc qui, suite à la mise sur pied du Conseil d'Association UE-Maroc le 23 juillet 2007, a lancé au cours des réunions des 16 mai, 18 juillet et 17 septembre 2008 un processus lui permettant d'acquérir le niveau de « Statut avancé » en liaison avec la Commission de Bruxelles. Cette étape est l'antichambre précédant l'intégration à l'Union européenne. Ce processus concernera tous les pays de la rive Sud méditerranéenne.

loppés par le président Sarkozy avec le soutien sérieux d'Henri Guaino d'une politique approfondie à l'égard du monde méditerranéen ne diffèrent pas des propositions de la Fondation Bertelsmann. Qui plus est la réintégration prévue de la France dans l'OTAN suite aux volontés de Nicolas Sarkozy renforce encore plus cette politique à l'égard des pays Sud-méditerranéens. En effet, une véritable osmose des projets de tous les pays de l'Union européenne et de tous les États membres de l'OTAN favorise une unité de vue et d'action du bloc atlantique. Nous assistons à une forme d'*Otanschluss*. Cependant, l'idée du conseiller Henri Guaino était de mettre en forme une zone d'influence française dégagée de la mainmise de la Commission européenne et indirectement de l'Allemagne. La France aurait disposée ainsi d'une arrière-cour qui aurait fait un contrepoids politique, économique et culturel à la zone d'influence de Berlin en Europe centrale. La chancelière Angela Merkel et ses conseillers ne pouvaient pas le tolérer. Cependant, avant d'arriver à cette opposition déclarée, plusieurs étapes ont été nécessaires avant d'aboutir à une mise au point nette et sans bavures de la part de l'Allemagne.

Le véritable tournant de l'après 11 septembre eut lieu lors de la 40^e Conférence de Munich sur la politique de sécurité sous l'égide de l'OTAN le 7 février 2004. Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder (1998-2005), a présenté un véritable plan engageant l'avenir de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient. Rappelant que les États-Unis et l'Union européenne devaient adopter des stratégies communes

et complémentaires pour affronter les problèmes dans toute cette zone géographique, le ministre allemand a dégagé les points suivants : « *Une initiative en deux temps s'offre à nous, puisque tant l'OTAN que l'Union européenne disposent déjà de coopération dans la région méditerranéenne. Une première étape consisterait donc à lancer un processus méditerranéen commun de l'OTAN et de l'Union européenne. Une deuxième étape pourrait être ensuite une « déclaration pour un avenir commun » qui porte sur toute la région du Proche et Moyen-Orient* »²³.

À partir de ces deux points, J. Fischer passe en revue la politique à suivre. La première étape est méditerranéenne. Elle consiste dans le cadre du « Processus de Barcelone » initié en 1995 à associer cette politique européenne à celle de l'OTAN. Il ne s'agit pas de fusionner ces deux politiques mais à faire en sorte qu'elles se complètent. Ces priorités sont au nombre de quatre : Une coopération politique et un partenariat sécuritaire étroits ; un nouveau partenariat économique autour de la Méditerranée avec l'ambition de créer pour 2010 une zone de libre-échange ; un partenariat en matière judiciaire et culturelle ; enfin, renforcer et associer les sociétés civiles ainsi que le secteur des ONG.

La deuxième étape co-dirigée par les États-Unis et l'Union européenne, intitulée « Déclaration pour un avenir commun », consiste à associer, outre les pays du processus méditerranéen, les pays de la Ligue arabe et

23. http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?menu_2005=&menu_konferenzen=&sprache=de&id=123&

même l'Iran²⁴. Tous ces pays doivent pour le ministre allemand s'engager à respecter les points suivants : Proclamer leur attachement à la démocratie, aux principes de l'État de droit, des droits de l'homme et à l'égalité homme/femme ; favoriser des réformes politiques, économiques et sociales ; enfin, s'engager à améliorer le savoir et l'éducation des hommes et des femmes.

En résumé, l'ensemble de ce programme consiste à intégrer le monde musulman dans des concepts propres à la pensée occidentale, plus exactement à l'esprit des Lumières. En fait, il s'agit d'un programme révolutionnaire consistant à modifier profondément l'état d'esprit de ces populations afin de les rendre plus assimilables aux concepts du libre-échange et à sa philosophie, l'esprit mondialiste. Finalement, l'esprit qui anime ces mesures soutenues à Munich est une version actualisée de « Vatican II » appliquée cette fois-ci à l'Islam. Tout

24. En raison de la volonté iranienne de se doter de l'arme nucléaire selon les dires des occidentaux, cette politique ne peut qu'hérisser les États-Unis, Israël et l'Union européenne. Par conséquent, l'Iran s'exclut d'office des projets présentés par les euro-atlantistes. Il y aura pour Téhéran un prix à payer. En fait, l'avenir politique et économique de la région est suspendu au bras de fer entre les États-Unis, l'Union européenne et Israël d'un côté (la Russie et la Chine ont des positions fluctuantes) et l'Iran de l'autre. L'intervention militaire de la Géorgie en Ossétie du Sud, le 7 août 2008, provoqua une réplique brutale de la Russie. Outre que beaucoup de choses se tramaient déjà chez les différents protagonistes, les intérêts dépassent largement la région du Caucase car l'Iran est géographiquement proche de cette zone hautement stratégique.

ce programme est en réalité le fruit d'un travail de réflexion de la Fondation Bertelsmann et de sa sœur jumelle le CAP. En effet, les points clefs présentés par Joschka Fischer ont été pour l'essentiel rédigés par cette Fondation lors des « Discussions de Kronberg » en janvier 2002²⁵.

Nous pouvons dégager les points essentiels de ce rapport qui ont formaté le discours de Joschka Fischer. Dès le début, ce texte évoque pour l'Union européenne l'idée que « *Pour l'Union européenne, la redéfinition de la politique étrangère américaine encourage de nouvelles formes de coopération transatlantique dans des secteurs où les intérêts convergent et coïncident* »²⁶. Mais c'est surtout dans l'évocation de l'inadéquation des principes de l'Islam à l'évolution du monde moderne selon la Fondation que Bertelsmann se montre le plus explicite : « *Le renouveau culturel et religieux au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est une réaction ou une manifestation à une crise structurelle profonde. La montée en puissance de la mondialisation, les formes transnationales de l'Islam politique représentées par Oussama ben Laden, le réseau Al*

25. Rapport en anglais : *Europe, the mediterranean and the Middle East, strengthening responsibility for stability and development*, Discussion paper presented by the Bertelsmann Group for Policy Research and Center for Applied Policy Research, Munich : Felix Neugart, to the VII. Kronberg Talks, 17-19 January 2002. Organised by the Bertelsmann Foundation, Gütersloh, Christian-Peter Hanelt and Matthias Peitz. Les propos de Joschka Fischer du 7 février 2004 sont d'autant plus convaincants qu'il a participé aux « Discussions de Kronberg » de janvier 2002.

26. *Ibid.*, p. 2.

Quaïda et le phénomène des Arabes « afghans » d'une manière générale, sont en fait un tout. Tout ceci reflète l'échec d'une refonte institutionnelle et des structures sociales face à un environnement dynamique et en perpétuelle évolution. Le changement social rapide et une économie en déclin associés à des institutions autoritaires qui sont incapables d'affronter les défis constituent le terreau de l'Islam politique (...). Le processus de l'évolution sociale qui a été déclenché par la modernisation en liaison avec des valeurs modernes telles que le sécularisme et l'individualisme constitue un défi pour les religions traditionnelles. Les valeurs religieuses se sont radicalisées en termes idéologiques (...). Après que le nationalisme arabe a échoué à satisfaire les attentes populaires en matière de développement économique et social, l'Islam politique a pris sa place en tant que mouvement de large ampleur dans la plupart des pays de la région (...). Les changements sont dus à deux forces dynamiques : la croissance rapide de la population et la mondialisation de l'économie (...)»²⁷.

Ce point de départ souligné par la Fondation Bertelsmann se retrouve dans les propos de Joschka Fischer. D'ailleurs, ces « Discussions de Kronberg » présentent la nécessité de réussir une zone de libre-échange avec les pays méditerranéen et avec ceux du Conseil de coopération du Golfe²⁸ (Arabie Saoudite, Koweït, Émirat arabes unis..., sigle anglais : GCC)²⁹ au sein de laquelle les

27. *Ibid.*, p. 6.

28. *Ibid.*, p. 16.

29. Dans un rapport intitulé *Sicherheitslage in der Golfregion um die regionalmächte Iran, Irak und Saudi-Arabien : Handlungs-*

Européens et les Américains seraient associés³⁰. Mais comme le précisent les rédacteurs de la Fondation,

sempfehlungen für die europäische Union und die internationale Gemeinschaft, Diskussionspapier, Christian-Peter Hanelt und Almut Möller, Bertelsmann Stiftung, juillet 2007, les auteurs rappellent l'importance vitale du Golfe persique et la nécessité de voir émerger un bloc régional (marché commun) réunissant Bahreïn, le Qatar, le Koweït, Oman, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

30. C'est en juin 2008 que les pays du Golfe ont approuvé à Doha « le projet du traité portant création de leur union monétaire en prévision du lancement en 2010 de leur monnaie unique » in <http://www.leblogfinance.com/2008/06/pays-du-golfe-h.html#more> (projet annoncé depuis plusieurs années, cf. « La décomposition des nations européennes », pp. 127-128). En ce qui concerne le Proche-Orient, les « Discussions de Kronberg » du 10-12 juillet 2003 tout en prônant l'instauration d'institutions régionales fortes incluant un mécanisme de solidarité financière vont encore plus loin puisqu'il est précisé : « *L'intégration régionale devrait garantir la liberté de mouvement, des biens et des services, du capital et des personnes à la recherche d'un emploi. Les frontières administratives et physiques de la région doivent rapidement perdre de leur importance afin de créer de nouvelles perspectives et un espoir pour tous les habitants de la région (...)* » in *Die Zukunft der europäischen Politik im Nahen Osten nach dem Irak Krieg*, Diskussionspapier der VIII. Kronberger Gespräche 10-12 Juli 2003, organisiert von der Bertelsmann Stiftung, Gütersloh, Christian-Peter Hanelt, pp. 17 et 18. On reconnaît le principe mondialiste de création de grands pôles politiques et économiques unifiés : Union européenne, Communauté Nord-américaine (mars 2005) appelée à devenir Union Nord-américaine, Union asiatique (septembre 2006), États-Unis d'Afrique (Sommet d'Accra en juillet 2007), Communauté Sud-américaine des nations avec la « déclaration de Cuzco » en décembre 2004 transformée en « Union des

l'essor économique ne peut se faire qu'en liaison avec un changement radical des valeurs politico-philosophiques de tous ces pays musulmans. L'essence même du discours de Joschka Fischer se retrouve dès 2002 dans les termes suivants : « *Le problème fondamental ne peut être réglé que par la mise en œuvre de moyens prudemment équilibrés aboutissant à un processus de double transformation qui est l'ouverture économique et simultanément la garantie d'un système politique graduellement réformé et octroyant de plus en plus de liberté (...). Afin de favoriser l'innovation et la compétitivité, il s'avère nécessaire d'avoir un environnement social et culturel qui encourage les peuples à renforcer leur désir de s'améliorer et à exploiter leur potentiel créatif. En ce qui concerne la connaissance et la technologie, la créativité et l'engagement, ces domaines ne peuvent pas être simplement apportés de l'étranger. Ils s'épanouissent au sein d'économies dotées de moyens sociaux, culturels et de fondations politiques (...)*³¹.

nations d'Amérique du Sud » (UNASUR) le 23 mai 2008 et le « système d'intégration de l'Amérique centrale » (SICA) qui a décidé de créer, le 6 décembre 2008, une monnaie unique pour les pays de cette zone. Avec la naissance de ces blocs continentaux, les frontières s'estompent au profit de blocs politico-économiques unifiés dotés de monnaies uniques, de passeports uniques, de parlements uniques. L'idéologie nazie désignait ce concept par l'expression « *Grossraumwirtschaft* » (« Économie des grands espaces »).

31. *Europe, the mediterranean and the Middle East, Strengthening responsibility for stability and development, op. cit.*, pp. 17-19. Ces affirmations révèlent la volonté de l'Occident d'imposer son système politico-philosophique au monde musulman. C'est un véritable combat idéologique qui commence entre deux mondes que tout oppose. Les X^e Discussions de Kronberg de 2006 ne s'y

Ces propos ont été constamment soutenus et développés par la Fondation Bertelsmann peu importe l'équipe gouvernementale au pouvoir à Berlin. Dans son rapport de 2005, elle rappelle la nécessité de laisser ces pays se transformer selon leurs spécificités politiques et culturelles en précisant toutefois que « *Les acteurs externes peuvent jouer un rôle central par l'élaboration de réformes progressives permettant d'appuyer les réformes internes en cours. C'est pourquoi, il est important que les partenaires transatlantiques développent une stratégie politique avec des buts bien définis à la fois en dialoguant avec les musulmans modérés mais aussi en cherchant à améliorer l'image des États-Unis et de l'Europe au Proche-Orient* »³².

C'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a émis l'idée de lancer une « Union de la Méditerranée » lors

trompent. En raison des divergences sans cesse croissantes entre l'Europe d'un côté et l'Afrique du Nord et le Proche-Orient de l'autre, en particulier suite aux caricatures sur Mahomet publiées dans le journal danois *Jylands Posten* et qui ont enflammé le monde musulman, le rapport souligne le « gouffre culturel » (« *die kulturelle Kluft* ») entre l'Occident et l'Islam. Tout en refusant de souscrire pleinement aux théories d'Huntington (« *le choc des civilisations* »), le document souligne que « *La perception de différences insurmontables entre les civilisations est la plus grande menace* » pour l'Europe et le Proche-Orient in *Europa und der Nahe Osten – Neue Wege und Lösungen für alte Probleme und Herausforderungen?* Diskussionspapier der X. Kronberger Gespräche, 14-15 Juli 2006, organisiert von der Bertelsmann Stiftungen, Gütersloh, p. 34.

32. *Europa und der Nahe Osten, Perspektiven für Engagement und Zusammenarbeit*, Diskussionspapier der IX. Kronberger Gespräche, Bertelsmann Stiftung, 23-25 janvier 2005, p. 1.

de la campagne présidentielle de 2007. Conseillé par Henri Guaino, il a voulu élaborer une politique à l'égard des pays du Sud échappant aux principes édictés par le Processus de Barcelone. Il est vrai que les résultats de ce dernier étaient particulièrement décevants. En fait, il s'agissait de mettre sur pied une zone d'influence française échappant à l'autorité politique de Bruxelles et de Berlin. La chancelière Angela Merkel a manifesté très rapidement sa désapprobation. Lors d'un discours prononcé le 5 décembre 2007 dans le cadre d'un « Convent pour l'Allemagne » (*Konvent für Deutschland*), elle n'a pas hésité à affirmer : « Si par exemple, nous construisons une Union de la Méditerranée qui verrait uniquement la participation des États riverains de la Méditerranée disposant des instruments financiers de l'Union européenne, je le dis tout net ; d'autres diront : nous devons mettre sur pied une Union de l'Europe de l'Est avec, par exemple, l'Ukraine (...). Alors il se passera quelque chose que je tiens pour très dangereux. Il se pourrait que l'Allemagne se sente plus concernée de son côté par les pays d'Europe centrale et orientale tandis que la France, elle, se tourne du côté de la Méditerranée. Cela réveillerait des tensions à l'intérieur de l'Europe que je ne veux pas. C'est pourquoi, il faut être clair : la responsabilité à l'égard de la Méditerranée est aussi l'affaire d'un Européen du Nord au même titre que l'avenir des frontières de la Russie et de l'Ukraine est l'affaire de ceux originaires de la Méditerranée. Si nous n'arrivons pas à arrêter ce mouvement, alors l'Union européenne à mon sens retournerait à son stade primitif (...) »³³.

33. http://www.konvent-fuer-deutschland.de/aktuelles/Journalisten_Symposium_2007/home.asp

Ces propos ne sont que la suite logique de tous les travaux de la Fondation soulignant l'absolue nécessité de ne pas créer de blocs antagonistes au sein de l'UE. Lors des XI^e « Discussions de Kronberg » du 17 au 19 janvier 2008, et en présence du ministre des Affaires étrangères Franck-Walter Steinmeier, le président du comité directeur de la Fondation, Gunter Thielen, a réaffirmé avec force l'opposition de Bertelsmann aux projets de Nicolas Sarkozy à l'égard de sa politique méditerranéenne³⁴. Le 3 mars 2008, lors d'une réunion à Hanovre avec la chancelière Angela Merkel, le président français rend les armes. Désormais, seule compte la mainmise politique totale des autorités de Bruxelles. Le financement du projet méditerranéen remanié pour la forme est l'affaire des 27 États de l'Union européenne interdisant ainsi toute politique véritable d'émancipation à l'égard de la Commission et des très nombreux groupes de pression (*lobbies*), en particulier anglo-saxons. Dans cette affaire, l'Allemagne gardera la haute main d'autant plus qu'elle est le contributeur financier le plus important de l'UE. Le Processus de Barcelone est donc simplement prorogé avec quelques améliorations. Après cette remise sur les rails, les experts de Bertelsmann ont les coudées franches pour esquisser une politique d'envergure dans un rapport englobant tous les pays Sud-méditerranéens jusqu'à l'Azerbaïdjan. La nouvelle direction prise par l'Union de la Méditerranée

Dans ce discours, la chancelière Angela Merkel a rappelé aussi la nécessité de réussir une coopération économique transatlantique.

34. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-8FDD1C0B/bst/hs.xsl/nachrichten_84832.htm

désormais baptisée « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée » doit fusionner, selon les experts de la Fondation, avec la politique européenne de voisinage (PEV) afin d'atteindre une plus grande efficacité³⁵. Cependant, compte tenu de la diversité des peuples et des cultures dans tous ces territoires si éloignée de la pensée occidentale, sans oublier le cas iranien en butte à l'hostilité d'Israël et des atlantistes, la tâche sera particulièrement rude.

Tous ces travaux élaborés lors des « Discussions de Kronberg » ont servi de matrice pour la politique allemande et européenne. Nous retrouvons le même processus avec le projet d'unification politique de l'Europe.

L'engagement de la Fondation Bertelsmann en faveur de l'Union européenne

L'unification politique de l'Europe est la grande affaire de la Fondation Bertelsmann. Ses dirigeants se sont véritablement engagés auprès de la classe politique allemande afin de favoriser l'émergence d'une entité politique européenne capable de s'intégrer au sein de la gouvernance mondiale. Afin de souligner l'engagement et le poids de cette Fondation dans la politique européenne de l'Allemagne, nous aborderons deux périodes cruciales. Tout d'abord, après les refus espagnol et polo-

35. *Die Zukunft sichern : Europas Agenda für eine friedliche Nachbarschaft*, Diskussionspapier – Überarbeitete Version, XI Kronberger Gespräche « Europa und der Nahe Osten », Bertelsmann Stiftung, 17-19 janvier 2008, p. 15.

nais d'un projet de constitution européenne initié sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing en décembre 2003, la Fondation Bertelsmann a organisé un travail de réflexion et de mise à plat de ce projet en liaison avec le ministère des Affaires étrangères allemand en janvier 2004. Par la suite, le ralliement espagnol et polonais au principe de la double majorité a finalement permis de débloquer la situation et remis le projet en mouvement. L'acceptation en juin 2004 du modèle constitutionnel européen a autorisé le lancement des ratifications soit par la voie parlementaire, soit par la voie du référendum. Les *non* français et hollandais les 29 mai et 1^{er} juin 2005 ont porté un coup terrible au principe d'une constitution pour toute l'Europe. Cependant, pareil au Phénix, le projet moribond a repris vie. En effet, en décembre 2005, un rapport rédigé par deux députés européens a relancé la mission chère aux tenants d'une Europe unifiée : une constitution européenne en théorie pour 2009. Dans cette affaire, la Fondation Bertelsmann est loin d'être restée inactive.

Le branle-bas constitutionnel européen

Après l'échec du projet constitutionnel en décembre 2003, la force de cette Fondation fut de mettre rapidement sur pied, en liaison avec le ministère des Affaires étrangères allemand les 9 et 10 janvier 2004, un colloque à Berlin sur les moyens de relancer ce projet de constitution européenne³⁶. En même temps, les thèmes

36. *Europa – Aufbruch in eine neue Ära*, International Bertelsmann Forum, Berlin, 9-10 janvier 2004. Cette réunion s'inscrit

Suite note 36 :

dans le cadre de l'IBF (*das International Bertelsmann Forum*) et en liaison avec le ministère des Affaires étrangères allemands. Créé en 1992 et se réunissant d'une manière irrégulière, l'IBF a pour objectif de favoriser les conversations informelles entre des politiques et des gouvernements de toutes nationalités en dehors des cénacles officiels. Les entretiens sont classés sous le signe de la *Chatham House Rule*, c'est-à-dire que les échanges entre les diverses personnalités restent sous le sceau de la confidentialité. En plus de l'IBF, il faut préciser que la Fondation Bertelsmann anime deux groupes : *Venusberg Group* et *Balkan Forum*. Dans le cas de *Venusberg Group*, ses intervenants s'emploient, depuis 1999, à définir une nouvelle organisation pour la sécurité en Europe. Comme le rappellent ses dirigeants, il s'agit de favoriser « *le développement de capacités militaires et politiques autonomes afin de pouvoir exécuter des opérations du type Kosovo d'ici 2015 sans avoir recours à l'appui américain* » in *A European Defence Strategy*, Bertelsmann Stiftung, 2004, p. 102. *Balkan Forum* poursuit l'objectif d'aboutir, sous l'égide de la Fondation Bertelsmann, en liaison avec le CAP et le ministère des Affaires étrangères allemand, à des rencontres entre les représentants politiques, économiques et religieux des pays balkaniques afin de permettre une pacification de ces territoires, la protection des minorités, une refonte des structures politiques et économiques de ces pays pour, sur le long terme, permettre leur intégration à l'Union européenne. Diverses rencontres de haut niveau ont eu lieu sur des thèmes comme *Negotiating the Balkans* en août 2001, *Integrating the Balkans* en juillet 2002 avec la participation du ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer ou encore *Rethinking the Balkans, Incongruities of State and Nation Building, Regional Stabilisation and European Integration* du 17 au 18 juin 2004. Grâce aux travaux de la Fondation Bertelsmann, on retrouve des personnes agissant sur la scène européenne. C'est le cas d'Erhard Busek, coordinateur spécial du pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-

de l'élargissement et de la politique à mener à l'égard des pays du pourtour méditerranéen ont été abordés. Des personnalités de haut rang ont participé à cette réunion. Nous pouvons citer Henry Kissinger, Elmar Brok, président en 2004 de la commission aux Affaires étrangères au Parlement européen, Joschka Fischer, Hans Dietrich Genscher, Wolfgang Schäuble, Reinhard

Est jusqu'en 2008 (pacte de stabilité transformé en « Conseil de coopération régionale »), qui a participé aux activités de la Fondation Bertelsmann, *Integrating the Balkans* en 2002, mais aussi en 2004 (*Erweiterungsdynamik der Europäischen Union für weitere Reformen in den Nachbarstaaten nutzen*). Nous rappelons une caractéristique essentielle des milieux européistes qui est la rotation du personnel. Erhard Busek a participé aussi aux travaux de l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE), institut promouvant la cause ethnociste en liaison directe avec le ministère de l'Intérieur allemand, lors de son congrès annuel à Prague (in *Documentation*, 1998 Prague, Éditions UFCE, p. 13 ; cf. Pierre Hillard, « Minorités et régionalismes », p. 153 et s.). Ces activités complètent en toute logique celles de Reinhard Priebe qui a participé aux débats *Integrating the Balkans*, mais qui était aussi en 2005 directeur à la section « Direction C, autres pays des Balkans Occidentaux » au sein de la Commission européenne (DG élargissement). Par ailleurs, l'utilisation du terme « Balkans occidentaux », c'est-à-dire désignant les pays issus de l'ex-Yougoslavie, laisse à penser qu'une désagrégation de la partie orientale des Balkans est envisageable. En effet, l'utilisation de l'expression « Balkans occidentaux » renvoie inévitablement à son symétrique, les « Balkans orientaux » (Roumanie, Bulgarie et même la Grèce avec ses Macédoniens ou ses Pomaks). La Transylvanie roumaine, par exemple, largement peuplée de Hongrois peut, en raison des textes germano-européens favorisant la reconnaissance ethno-régionale, faire sécession.

Silbenberg (l'éminence grise du chancelier Schröder)³⁷, Günther Verheugen, Recip Erdogan, Jean-Claude Trichet, Peter Mandelson, Alfred von Oppenheim (président du *Council on Foreign Relations* allemand) etc. Cette galerie de dirigeants s'est vue servir un plat de résistance concocté à la fois par la Fondation Bertelsmann et le CAP intitulé : *Les alternatives de l'Europe, devoirs et perspectives d'une grande Union européenne* »³⁸. Ce document, rappelant tout l'historique de la construction européenne, souligne la nécessité d'établir pour l'UE une personnalité juridique, une personnalisation de l'équipe gouvernementale européenne, un bicaméralisme, un renforcement du rôle des partis politiques au parlement européen, enfin l'activation d'une véritable politique étrangère et de défense de l'Union européenne.

A cette époque et s'appuyant sur ces données de la Fondation Bertelsmann, le ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer s'est fortement impliqué pour relancer le projet de constitution européenne et la reconnaissance du principe de la double majorité. Dans son esprit, l'établissement d'une Europe politiquement forte grâce en particulier à une politique étrangère et de sécurité commune est nécessaire afin de créer un lien

37. *Financial Times Deutschland*, 12.12.2003.

38. *Europas Alternativen, Aufgaben und Perspektiven der Gro en Europäischen Union: Vorlage zum International Bertelsmann Forum*, Welsaal des Auswärtigen Amtes, Bertelsmann Forschungsgruppe Politik und Centrum für angewandte Politikforschung, Universität München, Berlin, 9-10 Januar 2004.

solide et équilibré avec le monde Nord-américain, mais aussi pour être en mesure d'intégrer une Turquie politiquement et philosophiquement remodelée ; cette dernière servant de modèle à l'ensemble du monde musulman. D'ailleurs, ce sont dans des termes similaires que le document de la Fondation rappelle la nécessité de réussir l'intégration euro-atlantique et euro-musulmane : « *L'Union européenne a l'intention de lier étroitement les États de l'Europe de l'Est et d'Afrique du Nord qui se trouvent à son voisinage direct (...). L'Union européenne est confrontée à de nombreux risques concernant sa sécurité et sa stabilité dans son voisinage proche et lointain que cela soit dans le Caucase, au Proche et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (...). C'est pourquoi, les Européens doivent mettre sur pied une solide politique commune extérieure de défense et de sécurité (...). Pour l'Europe, élaborant des structures de défense commune, des conséquences énormes se feront jour dans les structures de sécurité transatlantiques afin de pouvoir poursuivre sur une base de valeurs identiques des buts communs. Ainsi, l'Europe sera dans le cadre des relations transatlantiques considérée comme un partenaire de plein droit et estimée à sa juste valeur (...). Pour l'Europe, le lien avec l'Amérique reste le noyau du nouvel ordre mondial* »³⁹.

Cette présentation des buts à atteindre passe obligatoirement par l'existence d'une Union européenne dotée de structures adaptée aux ambitions de ses thuriféraires. C'est pourquoi, la Fondation Bertelsmann en liaison avec le CAP a élaboré diverses évolutions de

39. *Ibid.*, pp. 9-14.

l'UE (voir tableaux ci-joint p. 87 et s.) qui tracent les différentes perspectives d'avenir⁴⁰. Après moult efforts, le traité établissant une constitution pour l'Europe a été signé par les Chefs d'État ou de gouvernements de l'Union européenne le 29 octobre 2004. Au cours de l'année 2005, treize États ont ratifié positivement la constitution⁴¹ par la voie parlementaire en dehors de l'Espagne et du Luxembourg qui avaient choisi la voie référendaire. Cependant, les *non* français et hollandais ont suspendu en 2005 le processus de ratification. Passé le désarroi parmi les autorités européistes, il s'est mis en place un véritable travail de relance d'un projet de constitution pour toute l'Europe. Cette constitution qu'on croyait morte née est réapparue sous la forme d'un rapport le 16 décembre 2005. Le cap est officiellement fixé. Pour 2009, l'Union européenne doit avoir, en théorie, sa constitution malgré les oppositions des peuples souverains français et hollandais. En tout cas, les européistes passent allègrement au-dessus du vote sanction de ces deux peuples délégitimant ainsi la souveraineté populaire. Cependant, c'était sans compter avec le vote négatif des Irlandais qui, le 12 juin 2008, ont renvoyé dans leurs bureaux les satrapes bruxellois.

40. *Europas Zukunft, 5 EU-Szenarien*, Munich, Centrum für angewandte Politikforschung, 2003.

41. L'Autriche, Chypre, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, la Slovaquie, la Slovénie et l'Espagne.

État de droit	Titanic	Noyau européen	Méthode Monnet	Sphère d'influence	Super puissance
	—	Réduction de l'UE à une zone de libre-échange de luxe. Détournement du but d'une union politique fédérale.	But poursuivi : réalisation d'une union des peuples d'Europe toujours plus étroite.	Une majorité reste fidèle à l'objectif d'une union politique. La sphère d'influence aplanit le chemin de l'intégration menant à une union politique.	Processus de formation de l'État / Sens de l'État / Système gouvernemental spécifique.
Dynamique	Grand péril conduisant à l'implosion.	Un petit groupe d'États renforce sa coopération inter étatique en dehors du cadre politique de l'UE.	Processus d'intégration poussif. Le processus de réformes internes suit son cours ;	La coopération renforce la volonté d'intégration des États membres à l'intérieur du cadre	Le développement de l'intégration suit son cours Communautarisation de tous les secteurs

Organisation	Titanic	Noyau européen	Méthode Monnet	Sphère d'influence	Super puissance
	Institutions supranationales politiquement trop faibles pour empêcher l'éclatement de l'UE.	Réduction des activités de l'UE sur des sujets politiques ayant fait leurs preuves. Renationalisation de sujets politiques controversés.	avancée de petites réformes. Recherche du plus petit dénominateur commun.	politique de l'UE Effets positifs croissants.	politiques majeurs.
		Un noyau d'États puissant définit les grandes lignes stratégiques internes. La coopération s'appuie sur des structures intra étatiques	Commission : neutre, gardienne apolitique des traités Les droits de participation du parlement européen sont renforcés d'une	La commission et le parlement européen disposent de compétences législatives et exécutives extensives dans une sphère	Claire division des pouvoirs. Commission : compétences exécutives importantes. Élection directe du président de la commission.

Titanic	Noyau européen	Méthode Monnet	Sphère d'influence	Super puissance
Accord au sein du noyau pour un secrétariat de coordination. Commission/Parlement européen : mise en place d'une zone de libre-échange de luxe.	manière marginale.	d'influence. La sphère d'influence politique poursuit les principes communautaires.	Parlementarisation complète. Contrôle de la cour de justice européenne. Propres ressources financières européennes	Système ouvert : Dans le processus de développement de l'État, possibilité d'accueillir de nouveaux membres.
Élargissement	Noyau fermé. Extension continue d'une zone de libre échange de luxe (mais interprétation moins stricte des	Le processus d'élargissement s'arrête après l'adhésion de la Bulgarie, de la Croatie et de la Roumanie en 2007.	Sphère d'influence croissante. Développement du processus d'élargissement des Balkans et des États appartenant	

	Titanic	Noyau européen conditions d'adhésion).	Méthode Monnet	Sphère d'influence à l'espace économique européen. Participation d'États tiers à des projets communautaires.	Super puissance A aucun État européen il n'est interdit de devenir membre de l'UE. Les États non européens exercent des pressions pour adhérer (Israël, Maroc...).
Conséquences extérieures	Renationalisation de la politique de sécurité et de défense commune.	Engagement mondial des États volontaires. Politique de sécurité et de défense	Acteur régional réactif. Manque de capacité permettant de définir	Coopération en politique extérieure dans la sphère d'influence. Mise en place	Acteur complet pour la sécurité mondiale. Établissement d'une union de défense

	Titanic	Noyau européen	Méthode Monnet	Sphère d'influence	Super puissance
		commune centrée sur des mesures civiles. Éloignement de l'objectif d'une union de défense et de sécurité au niveau de l'UE.	un développement global. L'UE en tant que puissance mondiale potentielle n'est pas mise en valeur.	d'une union de défense et de sécurité à l'intérieur du cadre politique.	et de sécurité. Emploi illimité des moyens militaires. Parité de puissance avec les États-Unis. Établissement d'un espace économique atlantique. Siège permanent de l'UE au Conseil de sécurité de l'ONU.

Source : CAP et Fondation Bertelsmann 2003.

Lazare, lève-toi et marche !

La volonté de relancer le projet d'une constitution européenne a pris forme sous l'impulsion de la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen. Ce dernier chapeaute en tout 25 Commissions. Les thèmes traités sont variés⁴². Cependant, l'étude de certains conditionne en priorité l'évolution générale de l'Union européenne. C'est le cas de la Commission parlementaire des affaires constitutionnelles dirigée par le socialiste allemand Jo Leinen. Cette Commission exerce ses activités dans les domaines traitant du processus d'intégration européenne ou encore de l'adaptation institutionnelle suite aux négociations d'élargissement de l'Union. C'est l'architecture générale de l'UE qui est concernée par cette Commission. Par conséquent, ceci explique que celle-ci soit compétente pour s'occuper d'un sujet clef : la relance du projet de constitution européenne. Cette relance a vu le jour le 16 décembre 2005 sous l'égide de deux rapporteurs :

42. Affaires étrangères ; Développement ; Commerce international ; Budgets ; Contrôle budgétaire ; Affaires économiques et monétaires ; Emploi et affaires sociales ; Environnement, santé publique et sécurité alimentaire ; Industrie, recherche et énergie ; Marché intérieur et protection des consommateurs ; Transports et tourisme ; Développement régional ; Agriculture et développement rural ; Pêche ; Culture et éducation ; Affaires juridiques ; Libertés civiles, justice et affaires intérieures ; Affaires constitutionnelles ; Droit de la femme et égalité des genres ; Pétitions ; Droits de l'homme ; Sécurité et défense ; Défis politiques et moyens budgétaires de l'Union élargie 2007-2013.

l'Anglais Andrew Duff (Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe) et l'Autrichien Johannes Voggenhuber (Verts/Alliance Libre Européenne)⁴³. Ce rapport a été approuvé à une large majorité par le Parlement européen le 19 janvier 2006 avec 385 voix pour, 125 contre et 51 abstentions. Comme l'affirme sans ambages ce document : « [Le Parlement européen] *demande qu'en tout état de cause, tous les efforts soient accomplis pour garantir que la Constitution entrera en vigueur en 2009* »⁴⁴. Pour arriver à cette affirmation, des travaux d'avant-garde ont été nécessaires et, dans cette affaire, la Fondation Bertelsmann ne s'est pas faite prier.

Parmi les activités en faveur de l'unité politique de l'Europe, cette Fondation organise depuis 1999 la *Sommerakademie Europa* (l'Académie d'été Europe) en collaboration étroite avec le CAP. L'objectif déclaré de ces réunions est d'élaborer des documents de travail à partir desquels les intervenants se mettent d'accord. Par la suite, ces mêmes intervenants retournent à leurs activités professionnelles et « injectent » d'une certaine manière au sein des instances européennes les décisions prises lors de ces conciliabules. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner de relever, lors des activités de la *Sommerakademie* du 22 au 26 août 2005, les interventions

43. *Rapport sur la période de réflexion : la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne* (2005/2146 (INI)), Commission des Affaires constitutionnelles, Final A6-0414/2005, PE 364.708v02-00, Corapporteurs Andrew Duff et Johannes Voggenhuber.

44. *Ibid.*, p. 8.

de Jo Leinen⁴⁵ et du député allemand CDU au *Bundestag*, Peter Altmeier. Ces politiques ont rappelé que la crise résultant du vote négatif franco-hollandais ne pouvait être surmontée qu'en apportant des innovations au projet de constitution européenne, c'est-à-dire en améliorant le processus démocratique et les principes de transparence. Il faut toujours conserver à l'esprit que ces multiples instituts, *think tanks* et autres organismes chargés d'élaborer des documents de travail rejaillissant tôt ou tard dans les secteurs aussi variés que la politique, l'économie, le militaire etc., mettent en pratique le principe de l'interdépendance. De cette façon, ces dirigeants sont au courant des mesures et actions d'ensemble entreprises en faveur de l'Union européenne. Ainsi, ils sont capables de répondre à l'appel du système pour occuper différents postes au cours de leurs carrières professionnelles. C'est le principe de la rotation du personnel⁴⁶.

45. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-6B77950B/bst/hs.xml/nachrichten_4106.htm Jo Leinen a déjà participé aux travaux de la *Sommerakademie* en août 2001 (http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-4BFE3A7E/bst/hs.xml/prj_6831_6835.htm).

46. Nous pouvons évoquer, dans le cas de Jo Leinen, ses liens avec l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (l'UFCE). Cet institut dont l'action a été décisive dans l'élaboration de la Charte des langues régionales ou minoritaires et de la Convention-cadre pour la protection des minorités (cf. Pierre Hillard « Minorités et régionalismes » aux Éditions François-Xavier de Guibert) a obtenu le soutien total de Jo Leinen en janvier 2003 dans l'adoption du rapport Napolitano en faveur des eurorégions.

Pour illustrer le rôle profond de la Fondation Bertelsmann et des liens multiples qu'elle peut nouer, il faut parallèlement évoquer *Europa-Union Deutschland* (« Europe-Union Allemagne »). Cet institut est une émanation du Congrès de Bâle en 1932 sous l'égide de la Paneurope créée à l'origine en 1923 par Richard de Coudenhove-Kalergi⁴⁷. Mais c'est seulement le 24 juin 1934 que *Europa-Union* vit le jour prônant une unité fédérale de l'Europe⁴⁸. Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, *Europa-Union Deutschland* fut créée en se référant au document phare de *Europa Union*, le programme de Hertenstein du 21 septembre 1946⁴⁹.

L'objectif déclaré est de transformer les frontières nationales en frontières administratives. Indirectement, les groupes ethniques et langues minoritaires, se trouvant de part et d'autre de ces frontières perdant de l'importance, en sont les grands bénéficiaires. Pour la réalisation de cet objectif, Jo Leinen a apporté son soutien à Romedi Arquint, président de l'UFCE in www.fuen.org/pages/deutsch/archive/d_6_03.html (Pressemitteilung 2003-01).

47. Comme l'affirment les textes officiels du mouvement paneuropéen désignés sous le titre de « Principes fondamentaux » : (...) « *Seule une Europe forte et politiquement unie peut garantir l'avenir de ses peuples et entités ethniques. L'Union paneuropéenne reconnaît l'autodétermination des peuples et le droit des groupes ethniques au développement culturel, économique et politique* » in <http://www.pan-europe.org/old/principesup.htm> et cf. *La décomposition des nations européennes*, aux Éditions François-Xavier de Guibert, p. 75.

48. www.europa-union.de/index.php?id=1086

49. <http://www.europa-union.de/index.php?id=1101#1604>
 Le programme de Hertenstein s'appuie sur douze points. Les principes du fédéralisme y sont largement affirmés.

Par la suite, plusieurs présidents se sont succédés à la tête de *Europa-Union Deutschland* comme Egon A. Klepsch (1989-1997) qui auparavant fut le président du Parlement européen. Nous pouvons relever le nom de Hans-Gert Pöttering qui fut son dirigeant suprême de 1997 à 1999⁵⁰ pour devenir lui aussi président du Parlement européen en 2007. Ces premières indications sont nécessaires afin d'établir les premières connexions de ce vaste réseau européen. En effet, parmi les membres du *Praesidium* de *Europa-Union Deutschland*, nous trouvons deux personnages susmentionnés : le député CDU Peter Altmaier devenu en 2007 président de cet institut à la place d'Elmar Brok (désormais président d'honneur) et Jo Leinen président de la Commission des affaires constitutionnelles au Parlement européen⁵¹. Ces derniers agissent donc à l'instar de rouages dans un état d'esprit en faveur d'une constitution européenne.

On peut dater la volonté de relance du projet de constitution européenne. En effet, *Europa-Union Deutschland* a affirmé : « *Le Praesidium de Europa-Union s'est prononcé, lors de sa session du 1^{er} juillet 2005 à Berlin,*

50. <http://www.europa-union.de/index.php?id=1086>

51. <http://www.europa-union.de/index.php?id=817>

Il est intéressant de noter au sein de ce *praesidium* la présence d'Heinrich Hoffschulte, premier vice-président du Conseil des Communes et des Régions d'Europe (CCRE) dans les années 1990, institut à l'origine de la charte de l'autonomie locale, et président d'un groupe d'expert à l'ONU depuis 1998 élaborant une charte mondiale de l'autonomie locale (cf. *La décomposition des nations européennes*, p. 63 et suivantes).

pour une continuation du processus constitutionnel européen et a souligné qu'une constitution pour l'Europe élargie constituerait un progrès significatif. Toutefois, au vu de la crise actuelle après les référendums négatifs français et hollandais, l'UE ne devrait pas continuer à agir comme auparavant. Les problèmes et soucis des citoyens et des citoyennes doivent être pris au sérieux, la stratégie de communication se doit d'être améliorée à tous les niveaux; enfin, l'UE doit dans sa législation se rapprocher du citoyen »⁵².

Toutes les affirmations de cet institut ne peuvent être comprises qu'en raison de l'action déterminante d'Elmar Brok (CDU) qui a été le président de *Europa-Union Deutschland* de 1999 à 2007. Ce dernier cumulait de nombreuses fonctions. En effet, il présidait aussi le poste prestigieux de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen⁵³. Cette Commission s'occupe de la politique étrangère et de sécurité (PESC), des relations politiques avec les pays limitrophes de l'Union européenne d'où la mission importante de la PEV (Politique Européenne de Voisinage) ou encore de la question des droits de l'homme et des minorités. Ses liens avec la Fondation Bertelsmann sont solides puisque son *curriculum vitae* révèle qu'il a été le premier

52. *Europa Union Präsidium tagte in Berlin, 1^{er} juillet 2005* : [http://www.europa-union.de/index.php?id=6085&no_cache=1&sword_list\[\]=Europa&sword_list\[\]=Union&sword_list\[\]=Pr%E4sidium&sword_list\[\]=tagte&sword_list\[\]=in&sword_list\[\]=Berlin](http://www.europa-union.de/index.php?id=6085&no_cache=1&sword_list[]=Europa&sword_list[]=Union&sword_list[]=Pr%E4sidium&sword_list[]=tagte&sword_list[]=in&sword_list[]=Berlin)

53. Depuis 2007, son successeur à ce poste est le Polonais Jacek Saryusz-Wolski.

vice-président de « *Media development* » chez Bertelsmann⁵⁴. En plus de ses activités, il est aussi le vice-président du comité européen du très influent *Transatlantic Policy Network* (TPN, réseau politique transatlantique euro-américain) lié entre autres à Bertelsmann⁵⁵. Nous pouvons constater l'importance de ses liens multiples qui forment une véritable toile d'araignée permettant de poser des jalons en faveur de la relance du projet de constitution de l'Union européenne.

Le profil des intéressés

Tous ces travaux ont donc permis à Jo Leinen, Président de la Commission des Affaires constitutionnelles, de donner une seconde chance au projet de constitution

54. <http://www.europarl.eu.int/members/public/geoSearch/view.do?country=DE&partNumber=1&language=FR&id=1263>

55. <http://www.tpnonline.org/who.html> Il est important de rappeler que le réseau politique transatlantique (*Transatlantic Policy Network*, TPN) dont le but est de créer, en théorie, pour 2015 un bloc politique, économique et militaire unifié est soutenu financièrement par une multitude de grands groupes internationaux dont Bertelsmann : <http://www.tpnonline.org/business.html> (cf. *La décomposition des nations européennes*, p. 137). Cette ambition du TPN se traduit entre autres par le lancement de l'accord dit de « ciel ouvert » ou « open sky » entre les États-Unis et l'Union européenne, en 2008, créant un espace aérien transatlantique unifié. La création de diplômes transatlantiques dans le cadre du « programme atlantis » en 2006 va aussi dans le sens d'un renforcement de l'unité de part et d'autre des rives de l'Atlantique.

européenne. Pour mener à bien cette entreprise, il s'est appuyé sur deux rapporteurs qui n'ont pas été choisis au hasard. En effet, Johannes Voggenhuber (Verts/Alliance Libre Européenne) est vice-président de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen, tandis qu'Andrew Duff est membre à part entière de cette Commission. Il faut préciser aussi qu'Elmar Brok appartenait aussi à cette Commission en tant que membre suppléant en 2005⁵⁶. Nous fonctionnons donc en circuit fermé. Une véritable communion de pensée réunit ces hommes. En effet, les activités de ces différents personnages révèlent une pensée unique.

En ce qui concerne Johannes Voggenhuber, celui-ci est membre du parti Verts/Alliance Libre Européenne. Les Verts sont en 2008 dirigés par Daniel Cohn-Bendit (membre lui aussi de la Commission des Affaires constitutionnelles) et par Monica Frassoni (membre suppléante de la même Commission). Ce parti est entièrement acquis au principe d'une Europe politiquement unie selon des principes fédéralistes et ethno-régionalistes⁵⁷. Ceci explique son association avec l'Alliance

56. Ces personnes sont toujours membres de cette Commission en septembre 2008.

<http://www.europarl.europa.eu/members/expert/committees/search.do?committee=2364&language=FR>

57. Comme le rapportent les principes énoncés par les Verts en liaison avec l'Alliance Libre Européenne : « la décentralisation », « une Commission entièrement responsable devant le Parlement », « une Europe basée sur le principe de la subsidiarité » (bon principe mais galvaudé dans la pensée européiste). Cette tournure d'esprit se retrouve aussi chez un Otto de Habsbourg (président

Libre Européenne dirigée pour l'année 2008 par la Belge flamande Nelly Maes et qui regroupe une trentaine de partis régionalistes indépendantistes adeptes d'une Europe des régions et des ethnies et de l'abaissement des États-nations⁵⁸. La particularité des Verts est

d'honneur de la paneurope). Ce dernier estime qu'il faut accorder une reconnaissance accrue aux minorités en liaison avec le régionalisme. La reconnaissance des identités n'est pas condamnable. La monarchie française en faisait le socle de son organisation interne et le roi, pouvoir national, gardait la haute main sur l'ensemble. Seulement, il s'agit dans le cadre de l'UE d'aboutir à une régionalisation supranationale avec disparition des frontières nationales en liaison avec l'ethnisme. Ces mesures contournant l'autorité nationale au profit des lobbies de Bruxelles conduiront inévitablement à l'éclatement des États. Otto de Habsbourg affirme qu'*« il existe une corrélation entre la loyauté des minorités régionales, culturelles ou ethniques envers le pays dont elles font partie et la générosité de ce pays à leur égard. Les minorités les mieux traitées sont toujours les plus loyales »* in *Le nouveau défi européen*, conversations avec Jean-Paul Picaper, Fayard, 2007, p. 490. Dans cette affaire de loyauté, Otto de Habsbourg fait fausse route car les régions acquièrent de plus en plus une autonomie financière (forme de féodalité) au dépens des États nationaux mais au profit de l'Union européenne. Quand l'argent entre en jeu dans les rivalités des dirigeants politiques, la loyauté est rarement de mise.

58. Les points fondamentaux défendus par l'ALE sont : une bicaméralisation du système européen (Parlement européen et Conseil ou Sénat composé des représentants des entités territoriales autonomes), une reconnaissance de toutes les langues, *« la liberté de mettre en place une coopération interrégionale et transfrontalière en dehors de toute ingérence des États. Développement des eurorégions (régions européennes transcendant les frontières des États membres) »*, *« une Europe multiculturelle des peuples, des langues et*

d'être plus qu'un parti. En effet, c'est un outil au service de l'Allemagne. Ce parti initialement allemand a réussi à créer un parti Vert européen unifié à Rome, en février 2004, en bénéficiant de l'adoubement de l'ancien ministre des Affaires étrangères allemand, Joschka Fischer. Les Verts d'Europe s'appuient sur tous les textes européens ou plus exactement germano-européens encourageant l'ethnisme, le régionalisme et la coopération transfrontalière⁵⁹. Le journaliste Konrad Schuller de la *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung* ne s'est pas trompé en définissant l'action et la mission de ce parti Vert européen unifié par le titre : « *Sous direction allemande, les Verts du continent* »⁶⁰.

des identités » in *European Free Alliance (EFA) Manifesto*, Alliance Libre Européenne, juin 2004.

59. Des cénacles élaborent des textes et des cartes décomposant les États européens. Ainsi, des économistes italiens, Alberto Alesina et Enrico Spolaore, sont les auteurs d'un ouvrage *The size of nations*, MIT Press, 2003, affirmant que la désintégration politique des États conduit à une meilleure intégration économique dans le cadre de la mondialisation. On retrouve le même raisonnement chez Leopold Kohr (1909-1994), enseignant à la *London School of Economics*, qui estime que pour éviter la guerre, il faut diviser les États en petits territoires relativement égaux en superficie et en population in *The breakdown of nations*, Chelsea Green Publishing Company, 2001. Enfin, nous pouvons relever les travaux du magnat de la bière, Freddy Heineken (1923-2002), à l'origine du pamphlet paru en 1992, « *The united states of Europe : a Eurotopia ?* » Là aussi, il propose de réorganiser l'Europe en petits états.

60. *Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung*, Konrad Schuller, 22.02.2004

Le profil d'Andrew Duff est lui aussi révélateur de la convergence d'idées réunissant les différents protagonistes. En effet, son parcours professionnel⁶¹ révèle qu'il a travaillé en tant que Chargé de recherche auprès du *Joseph Rowntree Reform Trust*. Créé en 1904 par un homme d'affaires Quaker dont la rigueur morale ne l'empêcha pas de faire fortune dans le chocolat⁶², cet institut prône le développement des réformes et le règlement de la question sociale au cœur des principes démocratiques. Par ailleurs, cet Anglais a exercé des activités auprès de la *Hansard Society*⁶³, institut promouvant entre autres les principes démocratiques et de « devolution » (régionalisation) en Écosse ; le tout en liaison avec la très puissante et influente *London School of Economics*⁶⁴. Ce député a été aussi le directeur du *Federal Trust* (1993-1999) dont les travaux préfigurent de plus en plus l'avenir qui attend l'Union européenne et le monde : les interactions régionales⁶⁵, nationales, européennes et mondiales entre dirigeants dans un

61. <http://www.europarl.eu.int/members/public/geoSearch/view.do?country=GB&partNumber=1&zone=Eastern&language=FR&id=4514>

62. www.jrrt.org.uk/intro.htm

63. <http://www.hansard-society.org.uk/>

64. http://www.hansardsociety.org.uk/blogs/about_us/archive/2007/09/07/our-history.aspx

65. Les initiatives en faveur d'une plus grande autonomie, prélude à l'indépendance, touchent aussi les régions des pays africains comme l'explique le professeur Abdelhamid El Ouali dans son ouvrage *Autonomie au Sahara, prélude au Maghreb des régions*, Stacey International, 2008.

cadre fédéral⁶⁶. Enfin, Andrew Duff est officier de l'ordre de l'Empire britannique ce qui est loin d'être négligeable quand on connaît l'importance de l'oligarchie financière anglo-hollandaise.

Andrew Duff⁶⁷ et Johannes Voggenhuber remplissaient donc tous les critères des canons de la pensée

66. www.fedtrust.co.uk/main.asp

67. Parmi les instituts œuvrant à la construction européenne dans le cadre d'une gouvernance mondiale, il faut signaler le puissant *European Council on foreign Relations* (l'ECFR) créé en novembre 2007. Son équivalent américain est le *Council on foreign Relations* (le CFR édite la revue *Foreign Affairs*) lancé au début des années 1920 où s'élabore toute la politique étrangère américaine. Le président de l'ECFR est l'Anglais Mark Leonard. Ancien directeur du *think tank Center for European Reform* comme du *Foreign Policy Center* qui fut créé sous l'égide du Premier ministre Tony Blair, il a travaillé à Washington au *German Marshall Fund of the United States* lié à Bertelsmann. Il est l'auteur du livre *Pourquoi l'Europe dominera le XXI^e siècle*, Plon, 2006. Les membres appartenant au Conseil de l'ECFR sont tous triés sur le volet. Il n'est pas étonnant d'y trouver le député anglais Andrew Duff. Sans tous les citer, nous pouvons relever aussi le diplomate anglais Robert Cooper, auteur de « La fracture des nations : ordre et chaos au XXI^e siècle », lauréat du Prix Orwell en 2004 (en référence à l'écrivain George Orwell), Martti Ahtisaari (envoyé spécial de l'ONU qui était chargé de superviser les négociations sur le statut final du Kosovo), Daniel Cohn-Bendit (Verts/ALE et membre de la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen), Caio Koch Weser (ancien membre dirigeant de Bertelsmann), Lionel Jospin (ancien premier ministre), Christine Ockrent (journaliste, directrice générale de « France Monde » – RFI, TV5 et France 24 – et membre des Young Leaders dans le cadre de la Fondation franco-américaine, la FAF, cf. Pierre Hillard « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 103 et s.),

européiste pour être choisi par Jo Leinen. En dehors de Johannes Voggenhuber dont les convictions Verts/ALE suffisent pour décrocher le droit d'être rapporteur, le choix d'Andrew Duff s'explique encore plus facilement en raison de son engagement auprès d'Elmar Brok au sein de la Fondation Bertelsmann dans différents travaux d'élaboration d'un projet de constitution européenne en 2002. Sous la houlette de Claus Giering, collaborateur au sein de cette Fondation, Andrew Duff et Elmar Brok ont traité et proposé toute une série de sujets⁶⁸ comme : la Charte des Droits fondamentaux, les finances, l'organisation et les compétences du Parlement européen, du Conseil de l'Europe, du Conseil des ministres ou encore du rôle des parlements nationaux⁶⁹.

George Robertson (ancien secrétaire de l'OTAN), Wolfgang Schüssel (ancien chancelier d'Autriche et membre du conseil administratif de Bertelsmann), Étienne Davignon (homme d'affaires et ancien vice-président de la Commission européenne), Joschka Fischer (ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Schröder), Pierre Moscovici (député socialiste et membre des Young Leaders de la FAF), Pascal Lamy (directeur général de l'Organisation Mondiale du Commerce, OMC) ou encore George Soros (président de l'*Open Society Institute* qui soutient l'ECFR : <http://www.soros.org/>), haut gradé de l'oligarchie financière, qui a largement influencé les révolutions « spontanées » en Géorgie (« révolution des roses » en 2003) et en Ukraine (« révolution orange » en 2004) in <http://ecfr.eu/content/entry/12>

68. *Verschiedene Wege – ein Ziel*, EU-Reform, Konvent Spotlight, CAP et Bertelsmann Stiftung, 08/2002.

69. *Draft proposals for a european constitutions – overview of the contributions by Mr. Elmar Brok and Mr. Andrew Duff*, EU-Reform, Convention Spotlight, Bertelsmann Stiftung, 08/2002.

Cette connivence s'est poursuivie lors de la remise du Prix Charlemagne⁷⁰ à Valéry Giscard d'Estaing en 2003 sous la direction de la Fondation Bertelsmann. En effet, en dehors de la remise de ce prix, des réunions de travail ont eu lieu permettant à Elmar Brok et à Andrew Duff de continuer leurs activités⁷¹. Nous pouvons signaler parmi les intervenants la présence d'Armin Laschet qui, outre son appartenance au comité du Prix Charlemagne (octobre 2008), est l'auteur au Parlement européen du rapport lançant le projet d'un siège permanent au Conseil de Sécurité pour l'Union européenne⁷². Il est vrai que la réunion de partisans défendant une Europe politiquement unie en liaison avec le rapporteur à l'origine de l'élaboration d'un document permettant la création d'un siège permanent au Conseil de Sécurité pour l'UE se complète parfaitement.

70. Depuis 1950, ce Prix est remis à une personne ayant œuvré avec force à la construction européenne. En 2008, la chancelière Angela Merkel a reçu cette distinction... comme le président américain Bill Clinton en 2000 (voir la liste des bénéficiaires sur le site www.karlspreis.de).

71. *Karlspreis Europa-Forum, die regierungsfähigkeit des grossen Europa*, Bertelsmann Stiftung, 2003.

72. *Rapport sur les relations entre l'Union européenne et l'organisation des Nations Unies* [2003/2049 (INI)], rapporteur Armin Laschet, 16 décembre 2003. Ce rapport a été adopté par le Parlement européen le 29 janvier 2004 (367 voix pour, 62 voix contre et 14 abstentions).

Un projet de constitution européenne pour 2010 ?

Le rapport présenté par Andrew Duff et Johannes Voggenhuber et adopté à une large majorité par le Parlement européen s'appuie sur une série d'affirmations dont certaines révèlent une réelle hypocrisie comme par exemple : « *Il est nécessaire de respecter les États membres et leurs peuples qui ont ratifié la Constitution aussi bien que la décision de ceux qui ne l'ont pas ratifiée, et d'analyser avec soin les causes des résultats défavorables en France et au Pays-Bas* »⁷³. Comment peut-on respecter les Français et les Hollandais dans leurs votes négatifs et leur proposer dans la foulée l'application de la constitution européenne pour 2009 ? En tout cas, ces deux rapporteurs ont fourbi leurs armes afin de relancer le processus qui passait par la mise en forme de « Forums parlementaires » sur proposition du Parlement européen et pilotés à l'initiative des parlements nationaux. Ces derniers traitaient des questions prioritaires suivantes : « *Quel est l'objectif de l'intégration européenne ? Quel rôle l'Europe devrait-elle avoir dans le monde ? Compte tenu de la mondialisation, quel est l'avenir du modèle économique et social européen ? Comment définissons-nous les frontières de l'Union européenne ? Comment accroître la liberté, la sécurité et la justice ?* »⁷⁴.

A cet élément, il faut ajouter l'organisation de « Forums citoyen » qui permettaient de grands débats aux

73. Rapport sur la période de réflexion : la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne, op. cit., p. 4.

74. Ibid., p. 7.

niveaux national, régional et local. Parmi les acteurs appelés à apporter leur contribution en faveur du renouveau du projet de constitution, les médias et le monde de l'enseignement étaient particulièrement sollicités. Charles-Maurice de Talleyrand qui s'y connaissait pour tromper son monde résumait cette méthode par la formule « *Agitez le peuple avant de s'en servir* ». Il est vrai que tous les moyens ont été utilisés pour diriger les opinions publiques vers le but souhaité car comme le précisaient Andrew Duff et Johannes Voggenhuber : « (...) *Le maintien du texte actuel constituerait un résultat positif de la période de réflexion, mais que cela ne sera possible qu'à la condition de prévoir également des mesures significatives visant à rassurer et convaincre l'opinion publique* »⁷⁵.

En plus des propositions et affirmations de ces deux rapporteurs⁷⁶, toute une série de Commissions⁷⁷ ainsi

75. *Ibid.*, p. 8.

76. La Fondation Bertelsmann dans le cadre de l'IBF (*International Bertelsmann Forum*) a organisé du 22 au 23 septembre 2006 une conférence chargée de tracer la voie à suivre après les *non* des 29 mai et 1^{er} juin 2005 à la constitution européenne in <http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-0D02154F/bst/hs.xsl/32840.htm>. Il a été aussi question des limites de l'élargissement et de la position de l'Europe dans un monde secoué par les crises. De nombreux intervenants ont participé à ce Forum. Sans tous les citer : Angela Merkel, José Barroso, Dominique de Villepin, Josep Borell (président du Parlement européen en 2006), Franz Josef Jung (ministre de la défense allemand), Werner Weidenfeld, Hans-Georg Wieck (ancien patron des services de renseignement allemand, le BND, et représentant

que le Comité des Régions (CdR) ont enrichi ce document de leurs remarques et suggestions. Cependant, les propositions les plus fournies émanaient de la Commission des Affaires étrangères pilotée par Elmar Brok et le Comité des régions⁷⁸. Nous aborderons les points essentiels proposés par le responsable allemand en raison de son engagement et de ses activités multiples en particu-

l'OSCE en Biélorussie en 2000 in *Democracy and human rights, Yearbook-2001*, British Helsinki Human Rights Group, 2001, voir le catalogue), Henry Kissinger, Jean-Claude Trichet, mais aussi les initiateurs du renouveau du projet constitution européenne, Peter Altmaier, Elmar Brok, Andrew Duff et Jo Leinen.

77. Commission des Affaires économiques et monétaires, Commission des transports et du tourisme, Commission des Affaires étrangères, Commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, Commission du développement régional, Commission de l'agriculture et du développement rural, Commission de la culture et de l'éducation, Commission des Affaires juridiques, Commission des libertés civiles, de la justice et des Affaires intérieures, Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, Comité économique et social européen et le Comité des Régions.

78. A l'origine, le Comité des Régions s'est créé grâce à l'appui décisif du chancelier Helmut Kohl lors de l'élaboration du Traité de Maastricht (cf. « Minorités et régionalismes » p. 271). En tout cas, le CdR, tout en appuyant le projet de constitution pour 2009, se montre prudent puisqu'il précise avec raison : « [Le Comité des Régions] considère que l'Union européenne doit montrer qu'elle prend au sérieux les résultats des référendums français et néerlandais ; estime que la poursuite du processus de ratification du traité constitutionnel sans modification du calendrier initial et sans un effort de réflexion au niveau européen adresserait un signal négatif aux citoyens européens et inciterait les électeurs à rejeter le traité dans d'autres États membres » in *Ibid.*, p. 59.

lier au sein de la Fondation Bertelsmann. Elmar Brok considère comme « *irréalisable toute tentative de renégocier le traité constitutionnel (...)*, mais il « *estime toutefois que le processus de ratification doit être poursuivi selon le calendrier établi par chaque État membre (...)* »⁷⁹. Tout en rappelant à l'instar des deux rapporteurs qu'il s'avèrerait nécessaire de procéder à de vastes débats à tous les niveaux intégrant tous les acteurs de la vie politique, économique, universitaire et journalistique, le président de la Commission des Affaires étrangères en 2005 insistait particulièrement sur le fait « *qu'il est nécessaire de rapprocher le processus de construction européenne des jeunes et propose par conséquent la création d'une matière obligatoire dans tous les établissements scolaires de l'Union européenne, consacrée à l'histoire de l'Europe et au fonctionnement des institutions européennes* »⁸⁰. On reconnaît la méthode éternelle propre aux États totalitaires de contrôler les esprits de la jeunesse afin d'asseoir leur politique⁸¹.

Tout semblait être prêt pour remettre d'aplomb la constitution européenne, d'autant plus que les États avaient décidé de ratifier par la voie parlementaire le Traité de Lisbonne. Les peuples européens étant incapa-

79. *Rapport sur la période de réflexion : la structure, les sujets et le cadre pour une évaluation du débat sur l'Union européenne, op. cit.*, p. 12.

80. *Ibid.*, p. 13.

81. Cette tendance au totalitarisme est affirmée par l'ancien dissident soviétique, Vladimir Bukovsky dans son livre *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?* Éditions du Rocher, 2005.

bles de comprendre les tendresses eurôlatres, il était décidé que seule la voie parlementaire était la planche de salut pour enfin arriver à l'établissement d'une Europe politique. Les recommandations élaborées dans le rapport d'Andrew Duff et de Johannes Voggenhuber en liaison avec Bertelsmann devaient entrer en application le 1^{er} janvier 2009. Malheureusement pour la Commission bruxelloise, parmi les 27 États de l'Union européenne, l'Irlande était dans l'obligation de procéder à un référendum en raison des obligations de sa constitution. Le résultat fut sans appel. Le 12 juin 2008, le peuple irlandais rejeta avec 53,4 % le Traité de Lisbonne empêchant ainsi l'émergence d'une Europe politique. Dans cette affaire, la réponse de Bertelsmann fut sans ambiguïtés. Puisqu'il n'existe pas de Plan B, la Fondation recommande la poursuite des ratifications pour les États européens restant et, à la fin, de pousser les Irlandais à revoir leur vote⁸². Pour cela, Bertelsmann prône une déclaration particulière en faveur de l'Irlande lui permettant de conserver, selon ses propres termes, ses « trois vaches sacrées » ; c'est-à-dire : la neutralité politique, le refus de l'avortement et la préservation d'une fiscalité avantageuse aux entreprises. Allant encore

82. Le secrétaire d'État irlandais aux affaires européennes, Dick Roche, estime nécessaire de revoter : « *Nous ne pouvons pas exclure la possibilité qu'à un certain moment, et dans les bonnes circonstances, il pourrait être nécessaire de consulter la population une nouvelle fois (...). Mon opinion est qu'un référendum est la réponse appropriée à la position dans laquelle nous nous trouvons. Il s'agit vraiment de mon opinion personnelle* » in *Irish Independent*, 25 août 2008.

plus loin dans son analyse, Bertelsmann prévoit différentes options⁸³ allant du fonctionnement de l'UE à partir du Traité de Nice (2000) comme à la création d'une nouvelle union supranationale⁸⁴.

Désormais, l'Union européenne se retrouve à la croisée des chemins⁸⁵ et tente avec l'appui de la Fondation de sortir de l'ornière dans laquelle le vote irlandais l'a plongé. Cette situation qui enrage la classe européiste permet aussi de mieux comprendre leur état d'esprit purement despotique. En effet, une européiste convaincue comme Sylvie Goulard, présidente du « Mouvement européen France » et conseillère de l'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, n'a pas hésité à rappeler qu'en cas de nouvelle consultation dans le futur suivie d'un résultat allant à l'encontre des ambitions de l'UE, la réponse à donner devait se faire « *avec une sanction à la clé en cas de non* »⁸⁶. Cet « hymne à la tolérance » n'empêche nullement cette personne d'affirmer haut et fort son respect des droits de l'homme et des libertés ; comportement typique des idéologues très forts dans la théorie mais nuls dans la pratique.

83. *Was nun, Europa ? Vier Optionen nach dem irischen « nein »*, Spotlight Europe – Spezial, Bertelsmann Stiftung, Dominik Hierlemann, juin 2008.

84. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-4D3F0D6B/bst/hs.xsl/nachrichten_87619.htm

85. Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, président permanent de l'Eurogroupe qui représente les ministres des finances des pays membres de l'euro, estime que l'application du Traité de Lisbonne ne peut se faire qu'à partir de 2010.

86. *Dépêche AFP*, 13 juin 2008, 18h34.

Le cours des événements au sein de l'Union européenne, même s'il prend un chemin contraire (au cours de l'année 2008) aux aspirations de Bertelsmann, n'empêche pas la Fondation de poursuivre ses ambitions à l'égard du monde Nord-américain. En effet, la construction européenne est une étape, non une finalité, qui se prolonge dans un renforcement des liens euro-atlantiques. Pour cette raison, la Fondation s'est lancée dans l'élaboration d'un corps de texte qui inspire largement la politique allemande et bruxelloise.

L'ami américain

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la politique allemande s'est caractérisée par un alignement complet sur la politique américaine. Il est vrai que la division du pays durant la guerre froide⁸⁷ et la présence

87. La période de la guerre froide vit l'opposition de deux blocs apparemment antagonistes. En fait, la thèse américaine née en 1776 (capitaliste et religieuse) et l'antithèse soviétique (communiste et athée) née en 1917 constituaient l'avvers et le revers d'une seule et même pièce reposant sur la primauté de l'homme traité sous un angle différent selon l'idéologie en place. La disparition de l'antithèse communiste soviétique en 1990 annonçait l'effondrement de la thèse capitaliste américaine afin de passer à la vitesse supérieure, le lancement d'une synthèse ou « *alternative* », pour reprendre l'expression de Mikhaïl Gorbatchev, afin de fusionner les deux systèmes (application du principe hégélien). Ainsi, la synthèse doit aboutir à l'émergence d'un système dans lequel des entreprises chargées de la production et de la distribu-

massive des troupes du Pacte de Varsovie n'encourageaient pas vraiment à l'émancipation du tuteur américain. Après la chute du mur de Berlin et en raison d'une certaine inertie, l'Allemagne a conservé une attitude de déférence à l'égard des États-Unis. Avec l'arrivée de l'administration Bush en 2000, l'équipe gouvernementale rouge-verte dirigée par Gerhard Schröder s'est démarquée de la politique américaine au moment de son intervention en Irak en 2003. Pour la première fois, on a assisté à un refus de l'Allemagne de se ranger sans sourciller du côté de l'oncle Sam. Cependant, les révélations d'un soutien allemand par l'intermédiaire de son

tion des biens doivent prendre forme mais sous l'égide d'un gouvernement mondial. Ce dernier, instance de régulation et assurant par l'intermédiaire d'un réseau bancaire le financement global de la planète, dictera les quantités à produire et le nombre d'entreprises habilitées à fabriquer le produit donné. On appelle cela la concentration des moyens obtenue grâce à la centralisation de l'autorité. L'état d'esprit guidant les élites mondialistes dans ce monde *glocalisé* (local et global) et infligeant ses volontés à une humanité indifférenciée et nomade se fera dans le cadre d'une *agapè* inversée. L'ouvrage du Colonel House, conseiller du président américain Wilson, prophétisait dans son ouvrage de 1912 « Philip dru, administrator », l'émergence d'un système où « *la propriété et les vies de chacun sont aux mains d'un seul homme* » et l'instauration d'un « *socialisme tel que l'aurait rêvé Karl Marx* ». L'accélération de la mise en forme du nouvel ordre mondial, suite à la crise financière partie des États-Unis, est l'illustration de cette tentative d'aboutir à cette synthèse ou « *alternative* » devant conduire théoriquement à une gouvernance mondiale dans le cadre d'un socialisme de marché, cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 80.

service de renseignement (*Bundesnachrichtendienst*, le BND) aux côtés de l'armée américaine révèlent le double langage de l'Allemagne. Le *New York Times* (éditions du 27.02 2006 et du 02.03 2006)⁸⁸ a affirmé qu'un plan de défense de Bagdad avait été livré par des agents secrets du BND en février 2003 par l'intermédiaire d'un officier allemand au service du général Tommy R. Frank, chef des armées américaines à la veille de l'attaque contre l'Irak. Face à ces révélations, le gouvernement allemand a été obligé de reconnaître, par la voix de son porte-parole Thomas Steg, d'avoir prêté main-forte aux États-Unis en les renseignant sur la réalité du terrain en Irak. Il est vrai que l'Allemagne au cours de son histoire s'est toujours caractérisée par sa duplicité peu importe les régimes politiques en place. En réalité, les révélations du double jeu allemand ne sont que la partie visible de l'iceberg. Quoiqu'on en dise, le fond de la politique de notre voisin d'outre-Rhin ne varie pas. Il s'agit de réussir à unifier politiquement l'Europe dotée d'une constitution, l'ensemble étant animé de principes propres au modèle allemand (régionalisation et reconnaissance ethnociste) afin de favoriser l'émergence d'un pilier européen politiquement, économiquement et militairement lié à son alter ego américain⁸⁹. Toutefois, ces ambitions poursuivies

88. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 51 et annexe 2.

89. La création en mars 2005 d'une « Communauté Nord-américaine » par le président Bush, le Premier ministre canadien, Paul Martin, et le président mexicain Vicente Fox poursuit l'ob-

par les milieux politico-économiques des deux côtés de l'Atlantique ne peuvent aboutir qu'à la condition de réussir à répartir les rôles de chacun. Les variations de tendances entre les différents courants politiques allemands résident dans l'habileté plus ou moins grande de ses dirigeants à réussir cette politique atlantiste tout en maintenant un équilibre avec le voisin oriental, la Russie.

La Fondation Bertelsmann s'est activée afin de remettre sur les rails le lien transatlantique chahuté par

jectif permettant la création d'un pôle politique, économique et militaire soudé. Dépassant largement le cadre de l'ALENA créé en 1994 et qui fut la première étape du processus d'unification, l'émergence d'un bloc politico-économique nord-américain sera le pendant de l'Union européenne. Il en va de même dans le domaine monétaire puisque Robert A. Pastor, vice-président du projet lançant la création de cette Communauté Nord-américaine au sein du CFR (*Council on Foreign Relations*) propose même la création d'une nouvelle entité monétaire, l'amero, qui remplacerait le dollar américain, le dollar canadien et le peso mexicain. Cet amero serait à la « Communauté Nord-américaine » ce que l'euro est à l'Union européenne in Robert A. Pastor, *Toward a North American Community*, Washington, Institute for International Economics, août 2001, p. 111 (*Macroeconomic Policy Coordination and the Amero*). Robert Pastor a réaffirmé l'importance de cette construction dans l'article intitulé *The future of North America, replacing a bad neighbor policy*, *Foreign Affairs*, juillet/août 2008. On comprend mieux l'adoption de deux résolutions par le Parlement européen, le 13 janvier et le 9 juin 2005 (P6_TA-PROV (2005) 0007 et P6_TA-PROV (2005) 0238, proposant d'établir une « communauté d'action transatlantique », celle-ci étant renforcée par l'établissement d'une « Assemblée transatlantique de fait » véritable cordon ombilical entre les deux piliers.

l'affaire irakienne. Le véritable renouveau peut être officiellement situé à juillet 2002 à Berlin. En effet, cette Fondation en liaison avec le CAP a réuni des intervenants de haute volée comme Fred Bergsten (*Institut for International Economics*), Klaus Dieter Frankenberger (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*), Charles Grant (*Center for European Reform*), John J. Hamre (*Center for Strategic and International Studies*), Wolfgang Ischinger (ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis), Josef Janing (Fondation Bertelsmann), Pascal Lamy (OMC), Jean-Claude Trichet (Banque Centrale Européenne), Robert Zoellick (secrétaire d'État adjoint américain et membre des Young Leaders au sein de la Fondation franco-américaine) etc. Le propre de la Fondation Bertelsmann est d'avoir su redessiner les contours d'une coopération transatlantique resserrée, définie par les termes suivants : « Le future des relations transatlantiques »⁹⁰.

C'est sous le titre « USA-UE : recommandations stratégiques pour une nouvelle alliance globale » qu'une véritable *Magna Carta* a présenté en juillet 2003 les

90. Le compte rendu de ces travaux peut être étudié dans l'ouvrage en langue anglaise édité par la Fondation Bertelsmann : *From alliance to coalitions – the future of transatlantic relations*, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2004. La couverture de ce livre est révélatrice des desseins émanant des travaux issus de spécialistes divers. En effet, cette couverture présente une photo montage affichant les drapeaux des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Union européenne avec le bâtiment du Reichstag en toile de fond. En psychologie, on définirait cette représentation comme un « acte manqué ».

directives à suivre pour aboutir à une nouvelle ère dans les relations euro-américaines⁹¹. Deux groupes de spécialistes issus d'instituts politico-économiques de part et d'autre de l'Atlantique ont planché sur deux sujets : « La sécurité » et « L'économie, le commerce et les finances »⁹². La politique transatlantique menée par l'Union européenne en général, et l'Allemagne en particulier, n'est que la conséquence de ce travail d'arrière-fond.

La sécurité dans les relations transatlantiques

Dans le domaine de la sécurité, on peut relever les propos de Joschka Fischer lors de la 40^e Conférence sur la politique de sécurité à Munich en 2004. A cette

91. Afin de renforcer les liens euro-atlantiques, la Fondation Bertelsmann en liaison avec un think tank américain fondé à l'origine par l'Allemagne, le *German Marshall Fund*, organise depuis 2001 des colloques annuels réunissant des personnes de moins de 40 ans dont les qualités indiquent un avenir prometteur au profit de l'atlantisme. Issus de milieux divers (les médias, le monde des affaires et de la politique, etc), ces participants appelés *Young Leaders* se réunissent en Italie à Tremezzo au bord du lac de Côme.

92. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-62A501BA/bst/hs.xsl/nachrichten_4665.htm : Comme le rappellent clairement les différents intervenants : « *Le symposium transatlantique de la Fondation Bertelsmann exclut tout retour au statu quo ante. En raison des défis globaux, il n'y a pas d'autre alternative qu'une alliance transatlantique. Le diagnostic est posé et la thérapie doit commencer. Qui veut positivement changer le monde, doit utiliser le potentiel transatlantique. Le partenariat transatlantique reste la force décisive qui façonne la politique mondiale* ».

époque, le ministre des Affaires étrangères évoquait déjà le travail complémentaire de l'UE et de l'OTAN à l'égard des pays du Proche et du Moyen-Orient. Dans un sens plus large, ce sont justement les recommandations émises par la Fondation Bertelsmann qui doivent caractériser les liens fondamentaux en matière de sécurité entre les deux rives de l'Atlantique : « *Parmi les défis futurs de l'Europe, il n'y a pas seulement la création d'une autorité en matière de politique étrangère, mais aussi l'établissement d'une identité de défense européenne avec les compétences correspondantes. Les buts de l'UE et de l'OTAN existent dans un contexte de prise de conscience sécuritaire en perpétuelle évolution. La division du travail entre une UE et une OTAN en expansion marquera l'ordre européen du XXI^e siècle. Il est de l'intérêt de l'Union européenne de maintenir le partenariat transatlantique* »⁹³.

En raison des intérêts communs de part et d'autre de l'Atlantique, ces experts recommandent à l'UE de mettre en valeur ses ressources diverses afin de devenir un acteur à part entière dans les affaires internationales. Élément révélateur de l'esprit planétaire animant ces représentants issus des milieux économiques et politiques, l'Union européenne et les États-Unis sont classés dans la catégorie « *European-American region* » (« région euro-américaine »)⁹⁴. Ce bloc régional euro-atlantique doit être en mesure d'affronter les nouvelles menaces (terrorisme, États voyous...) mettant en danger la stabi-

93. *From alliance to coalitions – the future of transatlantic relations*, op. cit., p. 28.

94. *Ibid.*, p. 41.

lité internationale. Ce *new global partnership* (« nouveau partenariat global ») entre l'UE et les États-Unis comme le définissent ses promoteurs doit permettre une meilleure répartition du poids financier et militaire entre Européens et Américains⁹⁵. Comme le reconnaît clairement le document final de ces travaux : « *Naturellement, les Européens doivent partager une part importante du fardeau pour reconstruire les Balkans, l'Afghanistan et l'Irak ; naturellement, les Européens doivent prendre une part active dans l'aspect financier au Proche-Orient. Mais*

95. *Ibid.*, p. 13. Les propos d'Angela Merkel lors de la 42^e conférence sur la politique de sécurité de l'OTAN, le 4 février 2006, sont le reflet direct des « recommandations » des travaux émanant des divers experts internationaux au sein de la Fondation Bertelsmann. La devise de cette conférence pour 2006 était « Le renouvellement du partenariat transatlantique ». Rappelant le « primat » de l'OTAN, la chancelière a été particulièrement claire : « *Pour nous en Allemagne, l'unification de l'Europe d'une part et le partenariat transatlantique d'autre part, sont les piliers de notre politique extérieure et de sécurité (...). Je crois que plus l'Europe agit unie, plus l'OTAN sera une Assemblée efficace (...). L'importance du partenariat entre l'Union européenne et l'OTAN s'accroît. La stratégie de sécurité de l'Europe, le concept stratégique de l'OTAN et la stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique constituent l'assise appropriée pour un dialogue approfondi et pour une mise en forme à venir de notre agenda commun de sécurité (...). En agissant ensemble, l'Union européenne et les États-Unis peuvent être une force considérable pour le bien du monde (...). Aucun de nous seul ne peut venir à bout des défis du XXI^e siècle. Je crois que nous avons besoin d'un renforcement du partenariat transatlantique (...). L'Allemagne y apportera sa contribution (...)* » in http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?menu_2006=&menu_2008=&menu_konferenzen=&cid=170&sprache=de& (2006).

*pour le moment, ces décisions stratégiques reposent sur les épaules de la seule puissance mondiale (ndlr : les États-Unis) »*⁹⁶.

Ces recommandations expliquent le changement d'attitude de l'administration Bush après la réélection de ce dernier en 2004. Dès le début 2005, la secrétaire d'État Condoleezza Rice et le Président des États-Unis ont effectué un numéro de charme devant les instances bruxelloises et de l'OTAN pour souligner le caractère incontournable de l'Union européenne. Le travail de fond de la Fondation Bertelsmann en liaison avec une multitude de Think Tanks influents dans les cénacles de Washington (*Council on Foreign Relations, Brookings Institution, Institute for International Economics, German Marshall Fund, Center for Strategic and International Studies...*)⁹⁷ a porté ses fruits. Il est vrai que l'adminis-

96. *From alliance to coalitions – the future of transatlantic relations, op. cit.*, p. 21.

97. Cette persévérance en faveur du partenariat transatlantique se traduit, par exemple en 2008, par des rencontres et des échanges entre Bertelsmann et diverses Fondations américaines in http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-19B5AE2B/bst/hs.xsl/nachrichten_86679.htm L'accélération du processus de coopération étroite s'est concrétisée par l'ouverture d'une représentation de la Fondation Bertelsmann à Washington (*Bertelsmann Foundation North America*) en avril 2008 in http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-19B5AE2B/bst/hs.xsl/nachrichten_86168.htm. Enfin, lors du 25^e séminaire entre le Bundestag et le Congrès américain à Washington, le 26 mai 2008, les dirigeants de Bertelsmann ont rappelé l'importance de l'alliance transatlantique en accord avec les

tration américaine subissant des échecs cuisants en Irak confirmait régulièrement ce jugement lapidaire de Zbigniew Brzezinski, le 27 juin 2003 : « *La confirmation des capacités militaires américaines n'a jamais été aussi haute ; mais parallèlement, jamais sa crédibilité politique n'a été aussi basse* »⁹⁸. Ce besoin américain de s'attacher l'appui européen passe pour ce dernier par un renforcement de ses capacités militaires afin que « *les Européens puissent parler de plus en plus d'une seule voix et en interaction avec l'Amérique* »⁹⁹.

Cette interaction militaire euro-américaine s'est magnifiquement illustrée en février 2008 lorsque le Pentagone a annoncé sa volonté de se fournir auprès d'Airbus, filiale d'EADS, pour renouveler sa flotte de ravitailleurs. Un énorme contrat de 35 milliards de dollars portant sur le renouvellement de 179 appareils américains sur 15 ans a fait l'effet d'une bombe. Même si le Pentagone a annulé son appel d'offres permettant de relancer Boeing dans la compétition face à Airbus le 10 septembre 2008, cet événement est révélateur de l'imbrication croissante des économies euro-américaines. On ne peut comprendre le phénomène qu'en rappelant le rôle et la personnalité atypique du patron d'Airbus,

politiques américains et allemands présents (le sénateur Chuck Hagel) et Hans-Ulrich Klose (député allemand et président du groupe d'amitié parlementaire germano-américain) in http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A00F0A-19B5AE2B/bst/hs.xsl/nachrichten_87153.htm

98. *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit., p. 42.

99. *Ibid.*, p. 48.

Thomas Enders. Cet homme, tout en étant patron d'Airbus, est aussi à la tête d'un think tank allemand d'esprit largement atlantiste, *Atlantik-Brücke*¹⁰⁰. Cet institut, créé en 1952¹⁰¹ à l'origine par deux juifs allemands, Eric M. Warburg (1900-1990) et Erik Blumenfeld (1915-1997), poursuit l'objectif de resserrer les liens euro-américains dans tous les domaines grâce à l'élaboration de travaux par de grandes sommités germano-américaines. Par ailleurs, les principaux patrons de l'industrie allemande sont liés à *Atlantik-Brücke*¹⁰² et, par ricochet, aux activités de cet institut lié au monde politique, économique et militaire américain. Cette collaboration transatlantique est récompensée par l'octroi d'un Prix, le *Vernon A. Walters Award*. En raison de cette imbrication, mais aussi de la volonté de former théoriquement un bloc transatlantique unifié pour 2015, projet défendu par Bertelsmann en particulier dans le cadre du *Transatlantic Policy Network* (TPN, Réseau politique transatlantique), la décision du Pentagone d'acquérir des avions ravitailleurs Airbus apparaissait moins surprenante. Elle permettait à Thomas Enders de faire d'une pierre deux coups : vendre des avions au

100. <http://www.atlantik-bruecke.org/>

101. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 123.

102. Comme le souligne le rapport annuel d'Atlantik-Brücke, *Atlantik-Brücke E.V., Jahresbericht Juni 2007 bis Juni 2008*, les appuis financiers de cet institut sont nombreux : ministère des Affaires étrangères allemand, Commerzbank, M.M. Warburg Bank, deutsche Bundesbank, Volkswagen, EADS Deutschland, etc, p. 11.

Pentagone au profit d'Airbus/EADS tout en renforçant l'interdépendance militaire euro-américaine. La remise en jeu de l'appel d'offres par le Pentagone n'interdit pas à Airbus allié à l'américain Northrop Grumman de remporter à nouveau la mise. Dans le cas contraire, cela signifierait que les dirigeants des États-Unis considèrent les Européens comme des sous-traitants à qui le partenariat d'égal à égal est interdit. Cependant, rien n'empêche non plus que les deux protagonistes s'entendent pour se partager le marché de la défense.

Cette collusion ne s'arrête pas là dans le cadre militaire. En effet, la création de l'Alliance atlantique en 1949 (l'OTAN est l'expression administrative, politique et militaire de l'Alliance) a permis la mise en place d'un organigramme : l'Association du Traité de l'Atlantique (1954) et l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (1955). C'est le premier élément qui révèle des points d'imbrication. L'« Association du Traité de l'Atlantique » regroupe des associations défendant les idéaux de l'Alliance. En 1966, le général de Gaulle a retiré la France du commandement militaire intégré de l'OTAN en attendant que celle-ci ne soit réinstallée grâce aux bons soins du président Sarkozy. En fait cette réintégration a été préparée en sous-main par le président Chirac. En revanche, la France fait toujours partie de l'Alliance, en particulier de l'Association du Traité de l'Atlantique (*Atlantic Treaty Association*, ATA) qui compte 26 États membres en 2008. Dans le cadre national, l'Association française pour la Communauté atlantique (AFCA)¹⁰³

103. <http://www.afcaatlantique.fr/>

représente une branche de l'ATA. Bien entendu, la section américaine, *Atlantic Council of the United States*¹⁰⁴, représente le plus gros morceau¹⁰⁵. Son grand patron est le général James L. Jones qui fut de 2003 à 2006 le commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR). Cette section américaine regroupe au sein de l'équipe dirigeante le « Conseil consultatif international » (*International advisory Board*, IAB), sous la houlette de Brent Scowcroft, ancien conseiller à la sécurité nationale des présidents américains, Gerald Ford et George Bush senior. Dans le cadre de l'IAB en 2008, on trouve une kyrielle de personnages fort intéressants comme l'ancien Premier ministre espagnol, José Maria Aznar ; Zbigniew Brzezinski (ancien conseiller à la sécurité nationale du président Carter et conseiller du président Barack Obama) ; Aleksander Kwasniewski, (ancien président de Pologne) ; Robert J. Stevens (président de Lockheed Martin) ; mais aussi Thomas Enders (Airbus et Atlantik-Brücke) et... Gunter Thielen, président du comité directeur de Bertelsmann¹⁰⁶. La présence de ce

104. <http://www.acus.org/>

105. *Atlantic Council of the United States* fait partie intégrante de ces instituts comme *Bruegel*, *The European Round Table of Industrialists* (l'ERT), le *German Marshall Found of the United States* ou encore le *Council on foreign Relations* (CFR) soutenant le *Transatlantic Policy Network* (TPN, *Transatlantic Policy Network*, Réseau politique transatlantique) in <http://www.tponline.org/institutions.html>

106. <http://www.acus.org/about/people/international-advisory-board>. Au sein de l'ACUS, l'imbrication euro-américaine est renforcée dans le cadre stratégique (« Strategic Advisors Group »,

dernier à un poste aussi élevé révèle l'importance et le poids de Bertelsmann dans le grand jeu transatlantique. Thomas Enders n'est pas en reste avec Bertelsmann puisque, outre ses activités susmentionnées, Atlantik-Brücke a organisé sous son égide, le 13 mai 2008, une grande soirée de gala pour remettre son Prix pro-atlantiste, le *Vernon A. Walters Award*.

Le grand bénéficiaire de ce Prix fut... Liz Mohn¹⁰⁷, la dame de fer de Bertelsmann, en présence de l'ancien secrétaire de l'ONU Kofi Annan et d'Henry Kissinger (excusé pour absence). Liz Mohn, après avoir reçu un télégramme de félicitations de la chancelière Angela Merkel, se plut à rappeler dans son discours sa volonté de construire des ponts pour l'avenir, la nécessité d'une réconciliation avec Israël et l'obligation d'approfondir le partenariat transatlantique¹⁰⁸. Tout le programme politique de la Fondation Bertelsmann est résumé dans ces

SAG) et économique (« Business and Economics Advisors Group », BEAG). On y trouve des sommités du monde atlantiste, par exemple Caio Koch-Weser, Erika Mann (membre du TPN) ou encore Ralph Crosby (Président d'EADS Amérique du Nord).

107. http://www.bertelsmann-stiftung.de/cps/rde/xchg/SID-0A000F0A-19B5AE2B/bst/hs.xsl/nachrichten_87591.htm?drucken=true&

108. Cette volonté d'approfondir les liens transatlantiques est promue aussi par des dirigeants français. C'est le cas de l'ancien Premier ministre, Édouard Balladur, qui est l'auteur de *Pour une Union occidentale entre l'Europe et les États-Unis*, Fayard, 2007. C'est aussi le cas d'Hervé de Carmoy, vice-président européen de la Trilatérale, qui est l'auteur d'un ouvrage au titre explicite, *L'Euramérique*, PUF, 2007.

quelques mots. Les objectifs de la Fondation Bertelsmann ne s'arrêtent pas là. Ils continuent avec son corollaire économique. C'est tout l'enjeu du groupe « Économie, commerce et finances ».

Vers un vaste marché euro-américain

Les travaux pilotés par la Fondation Bertelsmann vont très loin. En effet, ses dirigeants poussent à la création d'un véritable bloc économique, un « G-2 »¹⁰⁹ euro-américain encore plus structuré que le G-7 (ou G-8 en incluant la Russie) regroupant les plus grandes puissances industrielles. Comme le souligne Werner Weidenfeld : « *Les données économiques parlent d'elles-mêmes. Plus de 50 % des revenus des compagnies américaines dérivent du marché européen. L'Europe reste le partenaire le plus important du monde américain des affaires. Les entreprises européennes assurent plus de un million d'emplois rien que pour la seule Californie. Les investissements européens au Texas dépassent l'ensemble des investissements américains au Japon. Des deux côtés de l'Atlantique, plus de 12,5 millions de personnes vivent des liens économiques transatlantiques* »¹¹⁰.

Cette volonté de favoriser ce bloc économique euro-américain est le moyen d'assurer la stabilité économique mondiale selon ces experts. Indirectement, c'est aussi une manière d'assurer une prééminence sur des pays

109. *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit., p. 14.

110. *Ibid.*, p. 34.

émergents, en premier lieu, la Chine. Par conséquent, le groupe « Économie, commerce et finances » préconise l'institutionnalisation d'un véritable outil, le « *Trade G-2* » (« commerce G-2 »)¹¹¹, afin d'éviter des à coups au sein de cette communauté économique euro-américaine¹¹². Pour réussir ce mariage, ces experts encouragent les États-Unis à partager leur *leadership* avec leur partenaire européen dans des domaines où il existe une certaine parité de puissance commerciale. L'objectif non déclaré est aussi d'éviter une déperdition de puissance par des confrontations inutiles qui nuiraient au bloc atlantique et l'affaiblirait face à la concurrence asiatique ou indienne. En revanche, il est souligné que cette situation ne peut véritablement se faire jour que si les Européens arrivent à s'organiser afin de pouvoir parler

111. *Ibid.*, p. 53.

112. C'est tout l'enjeu des travaux du *Transatlantic Policy Network* (TPN, Réseau politique transatlantique) qui réunit des membres du Parlement européen (l'ancien président de la Commission des Affaires étrangères du Parlement européen, Elmar Brok, et ancien dirigeant de Bertelsmann, ainsi que la député socialiste allemande, Erika Mann) et des représentants du Congrès des États-Unis. Soutenu massivement par des entreprises transnationales (Microsoft, IBM, Siemens, Deutsche Bank, Nestlé, Bertelsmann...) et de nombreux think tanks (*Council on Foreign Relations*, *Brookings Institution*, *Center for Strategic and International Studies*, etc), nous rappelons encore une fois ce fait indispensable à retenir que le TPN prône l'instauration d'un bloc euro-américain intégré sur une période de dix ans (2005-2015) dans les domaines économiques, défense et sécurité, politique et institutionnel, cf. *La décomposition des nations européennes*, pp. 137 à 143.

d'une seule voix¹¹³. Ces directives émanant de ces différents experts dans le cadre des séminaires organisés par

113. On comprend mieux la volonté farouche des européistes d'établir une constitution pour toute l'Europe. Dans le cadre des séminaires organisés par la Fondation Bertelsmann, l'Américain Fred Bergsten, Directeur de *l'Institute for International Economics* et l'Allemand Caio Koch-Weser, secrétaire d'État au ministère des finances du gouvernement Schröder, membre du comité administratif de la Fondation Bertelsmann jusqu'en 2007 et président du Comité économique et financier (CEF) de l'UE jusqu'en 2007, sont à l'origine des travaux pour favoriser l'émergence d'un G-2. Ils estiment que sa création est conditionnée en fonction de quatre raisons : 1) Il s'agit de créer un socle commun entre les États-Unis et l'Union européenne se substituant aux liens étroits résultant de la Guerre froide. 2) Les États-Unis en tant que superpuissance unique auraient tendance à tomber plus facilement dans l'unilatéralisme. En revanche, l'Union européenne absorbée par son évolution institutionnelle interne glisserait plus facilement vers une forme d'égoïsme, ne cherchant pas à s'engager largement dans la prise en charge des problèmes mondiaux. Une interdépendance économique entre les deux blocs agirait, selon ces experts, comme un contrepoison au profit des États-Unis et de l'Union européenne. L'excès de l'unilatéralisme américain serait freiné par l'allié européen. En contre partie, l'Union européenne se verrait obligée de sortir de la gestion de ses problèmes internes pour rétablir l'équilibre (ndlr : C'est l'application du principe hégélien : thèse – antithèse... synthèse). 3) En raison de la multitude croissante d'États et de la variété des problèmes dans le monde, ce bloc euro-américain agirait comme un stabilisateur permettant de piloter l'économie mondiale. 4) Même si des liens économiques importants se sont tissés de part et d'autre de l'Atlantique depuis plusieurs décennies, il s'agit d'une certaine manière d'institutionnaliser cette relation à l'instar de l'OTAN

Bertelsmann ont pris forme durant le 1^{er} semestre 2007 lors de la présidence allemande de l'Union européenne. En effet, il a été décidé de créer en avril 2007 le « Conseil économique transatlantique » (le CET, *Transatlantic Economic Council, TEC*)¹¹⁴ lors du sommet Union européenne – États-Unis à Washington afin de renforcer l'intégration économique transatlantique. Le CET qui est la transcription du *Trade G-2* (« commerce G-2 ») issu des délibérations de la Fondation Bertelsmann a ouvert sa première séance le 9 novembre 2007. Copiloté par le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen lié à Bertelsmann, et Allan Hubbard, directeur du Conseil économique national, les discussions du CET ont porté sur « les possibilités de réduire les obstacles au commerce et aux investissements transatlantiques »¹¹⁵. Par la suite, la 2^e séance du CET tenue à Bruxelles, le 13 mai 2008, à la veille du sommet Union européenne – États-Unis de juin 2008, n'a fait

dans le domaine militaire, in *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations*, op. cit., pp. 238 à 240.

114. Le TEC d'avril 2007 n'est que la suite d'une longue liste s'ajoutant à différents documents renforçant l'intégration économique transatlantique : « Déclaration transatlantique » (1990), le « nouvel agenda transatlantique » (1995), le « Partenariat économique transatlantique » (1998), « Une stratégie pour renforcer le partenariat transatlantique » (2003), cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 78 et s.

115. <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/07/1662&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=en>

qu'approfondir une politique préparée depuis longtemps¹¹⁶. Elle se poursuit dans le cadre monétaire.

En effet, avec la création de la monnaie unique européenne, le dollar côtoie une unité monétaire représentant un pôle économique important. C'est pourquoi, les intervenants invitent fortement les dirigeants des deux économies à s'entendre pour permettre la création d'une « arène monétaire » : *« Plus fondamentalement, les États-Unis et l'Union européenne sont non seulement les deux super puissances économiques mais aussi les représentants des deux principales monnaies mondiales. L'euro s'est déjà imposé comme une monnaie internationale de premier plan et disputera de plus en plus le leadership monétaire au dollar. Les fluctuations dans les taux de changes euro-dollar ont des conséquences majeures pour tous les pays du monde. Cela requiert donc la formation d'une arène monétaire pour le G-2 aussi vite que possible (ndlr : annonce en filigrane d'une monnaie transatlantique). La Réserve fédérale¹¹⁷ et la Banque centrale européenne qui sont toutes les deux indépendantes de leurs gouverne-*

116. Le 8 mai 2008, le Parlement européen a adopté la résolution P6_TA(2008)0192 entérinant la création du Conseil économique transatlantique (CET).

117. Depuis sa création en 1913, la Fed est une banque privée contrôlant l'émission monétaire, indépendamment de l'employé républicain ou démocrate de la Maison Blanche, pour le plus grand profit des oligarchies. Son premier président fut Paul Warburg (citoyen américain d'origine allemande) qui dirigea aussi le « Council on Foreign Relations » (CFR) à sa création en 1921. Paul Warburg était le frère de Max Warburg (la branche allemande). Ce dernier finançait la Paneurope dirigée par Richard de Coudenhove-Kalergi.

ments respectifs, devraient réussir à créer leur propre relation au sein du G-2»¹¹⁸.

En fait, les auteurs de ces travaux rappellent que les continents se dotent de monnaies régionales. C'est un fait pour l'UE avec l'euro tandis que l'alter ego américain envisage de se doter d'une monnaie unique, l'amero¹¹⁹ et d'une banque centrale Nord-américaine¹²⁰. Le phénomène est le même avec la création de

118. *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations, op. cit.*, p. 55.

119. Le nom de cette monnaie n'est pas encore assuré.

120. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 87. Cette nouvelle monnaie Nord-américaine, peu importe son nom final, doit s'appliquer dans le cadre d'un bloc Nord-américain politiquement unifié réunissant États-Unis, Canada et Mexique. Le processus d'unification a été lancé en mars 2005 par le président Bush, le Premier ministre canadien Paul Martin et le président mexicain Vicente Fox lors d'une réunion à Waco (Texas) dans le cadre d'un « Partenariat Nord-américain pour la sécurité et la prospérité » (PSP). La crise financière et monétaire qui secoue les bourses mondiales et les économies depuis l'été 2007 aidera à détruire le monde ancien afin de tenter d'instaurer de nouvelles mesures : nouvelles monnaies, nouveaux standards, etc permettant de créer une nouvelle architecture financière, monétaire, politique et spirituelle plus conforme aux canons de la pensée du nouvel ordre mondial. Les implications politiques, économiques et géopolitiques de ces bouleversements aux États-Unis ont été décrites avec beaucoup de précisions par l'Américain Jerome R. Corsi, *The late great USA, the coming merger with Mexico and Canada*, WND Books, Los Angeles, 2007. Dans les tentatives d'instaurer un cadre transatlantique unifié, une intégration monétaire s'avèrera nécessaire conduisant à la création d'une seule et même monnaie euro-atlantique (une monnaie transatlantique). Cependant, la finalité

suite note 120 :

de toutes ces mesures, c'est de réussir à créer une monnaie mondiale comme le demandait déjà H.G Wells dans son livre « La destruction libératrice » en 1914. Cette mission d'envergure a été présentée par la revue financière britannique *The Economist* dans son numéro du 9 janvier 1988. Présentant sur la couverture un phénix naissant à partir des flammes détruisant les anciennes monnaies, l'article intitulé « Soyez prêt pour une monnaie mondiale » affirme : « Dans 30 ans, les Américains, les Japonais, les Européens et les peuples d'autres pays riches ainsi que d'autres plutôt pauvres paieront probablement pour faire leurs courses avec la même monnaie. Les prix ne seront plus désignés en dollars, yen ou deutsche-mark mais, disons-le, en phénix. Le phénix sera préféré par les entreprises et les acheteurs parce qu'il sera plus pratique que les actuelles monnaies nationales ». L'article précise que cette nouvelle monnaie mondiale doit voir le jour vers... 2018. *The Economist* a récidivé dix ans plus tard dans la même veine dans un article intitulé « Un monde, une monnaie » (« One World, one money ») paru dans son numéro du 26 septembre 1998. Ces concepts d'unité monétaire mondiale ont été proposés aussi dans la revue du CFR à l'automne 1984, *Foreign Affairs*, dans l'article « Un système monétaire pour l'avenir » (« A monetary system for the future ») sous la plume de l'économiste Richard Cooper. Déjà lors des négociations menant aux Accords de Bretton Woods en 1944, différents projets d'instauration d'une monnaie mondiale ont été proposés. Ainsi, le représentant britannique, John Maynard Keynes, proposa la création du « bancor » devant être émis par un institut supranational. Son homologue américain, Harry Dexter-White, défendait le principe d'un dollar s'appuyant sur une monnaie mondiale appelée « unitas ». Cependant, ces ambitions poussant à la création d'une unité monétaire mondiale étaient trop précoces par rapport à la situation politique de l'époque d'autant plus que cela exigeait aussi l'instauration d'une politique monétaire mondiale sous l'égide d'une banque centrale universelle. Il n'en reste pas

l'Union des nations d'Amérique du Sud (l'UNASUR), en mai 2008, qui prévoit la création d'une seule monnaie pour le continent sud-américain encadrée par l'équivalent d'une Banque centrale sud-américaine, le tout sous l'égide d'un parlement unique¹²¹. En dehors de ces aspects économiques et monétaires, ces auteurs insistent aussi sur la nécessité de maîtriser des problèmes comme l'énergie (stabilisation des prix), l'environnement (sujet sensible qui permet l'instauration d'une organisation mondiale de l'environnement et des contraintes sur la vie des particuliers et des entreprises) et les migrations (en raison des déplacements de populations et des conséquences sur l'économie). Pour ces experts, le règlement de ces sujets en concertation de part et d'autre de l'Atlantique poursuit toujours le même objectif, créer un pôle le plus stable possible afin de faire poids et de tenir la dragée haute face aux autres blocs politico-économiques. En guise de conclusion, ces experts rappellent la nécessité d'une refonte du système : *« La stratégie du G-2 pourrait conduire l'alliance transatlantique vers une cohésion et une souplesse qui est si cruciale*

moins que l'objectif reste le même. Il n'a été que différé. Parmi tous ces projets, peu importe les noms donnés à cette monnaie mondiale et la date prévue, ces exemples soulignent la volonté des élites oligarchiques d'atteindre cet idéal ancien. En effet, dans un manifeste paru en 1582, l'Italien Gasparo Scaruffi proposait déjà de créer une monnaie universelle appelée « alitinonfo ».

121. Cette tendance généralisée à la création d'unités monétaires continentales a été traitée par Peter B. Kenen et Ellen E. Meade, *Regional monetary integration*, Cambridge University Press, 2008.

pour la paix et la prospérité pour près de 800 millions de personnes habitant cette partie du monde»¹²².

En fait, ces recommandations sont une tentative d'assurer au bloc euro-américain¹²³ la possibilité d'être le *primus inter pares* face à la constitution de grands pôles politico-économiques Sud-américain ou asiatique. A condition d'arriver à terme, cette association ne serait pas une relation entre égaux. Les élites anglo-saxonnes à

122. *From alliance to coalitions – The future of transatlantic relations, op. cit.*, p. 57.

123. Le président de l'*European Council on Foreign Relations* (l'ECFR équivalent européen du CFR américain), Mark Leonard, estime que l'Union européenne n'est pas un État et que son arme secrète est dans le droit. Selon lui, la force de l'UE réside dans sa capacité à mettre en ligne divers centres de pouvoirs unis agissant sur des projets communs. Ces centres influent profondément dans l'organisation interne des pays membres au point de modifier radicalement leurs structures dans tous les domaines. Toute tentative de revenir en arrière s'avère selon lui impossible. Cette « euro-sphère », selon l'expression de Mark Leonard, devient un modèle pour le monde entier. L'influence développée par cette « euro-sphère » agit sur tout son pourtour géographique, c'est-à-dire les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient, de l'Ukraine etc. Ainsi, l'émergence de ce bloc européen crée autour de lui des liens plus ou moins développés en concurrence aussi avec d'autres blocs cherchant à s'assurer leurs zones d'influences. Cette configuration n'est pas sans rappeler 1984 de George Orwell où le monde divisé en trois blocs (Oceania, Eurasia et Estasia) se dispute des zones d'influences situées à leur périphérie (des « Marches » pour reprendre une expression du Moyen-Âge) sans pour autant obtenir gain de cause. La tension permanente entretenue par les rivalités entre ces blocs permet en même temps d'instaurer des mesures liberticides chez chacun d'entre eux, chose qui serait impossible

l'esprit apatride resteraient les maîtres d'œuvre de ce partenariat qui ne peut s'instaurer qu'après des bouleversements financiers, économiques et sociaux majeurs¹²⁴.

dans une situation de sérénité comme l'expose admirablement George Orwell. Cette description orwellienne n'est pas sans rappeler les contours de nos sociétés allant de plus en plus dans ce sens.

124. Les relations transatlantiques s'appuient sur le partenariat privilégié anglo-saxon réunissant le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada. Ce partenariat s'exerce dans le cadre du « Comité britannique-Nord-américain » (*the British-North american Committee*, le BNAC). Financé par le *Atlantic Council of the United States*, le *C.D. Howe Institute* du Canada et le *British-North american Association* du Royaume-Uni, cet institut fait « bande à part » par rapport aux autres car il constitue le cœur même du partenariat transatlantique : <http://www.bnac.org/>

En conclusion de cette deuxième partie, nous pouvons préciser que l'oligarchie financière accapare le plus possible de métal or et de métal argent afin de constituer une encaisse métallique permettant de gager la future monnaie mondiale.

CONCLUSION

L'entreprise et la Fondation Bertelsmann constituent un pilier essentiel de la vie politique et économique allemande et des relations internationales. Les activités déployées soulignent une ambition rentrant parfaitement dans le cadre de l'élaboration d'un monde qu'on veut unifier. Disposant de vastes ressources financières, cette Fondation véhicule une pensée sur des sujets fondamentaux qui doivent ensuite intégrer le processus politique. Le chancelier Bismarck se désignait comme un « honnête courtier ». La Fondation Bertelsmann pourrait être dépeinte comme un « courtier d'idées » au service de l'appareil constitutionnel allemand. Cependant, ce qui frappe en dehors des immenses capacités financières de l'entreprise et des ramifications dans des secteurs comme les médias ou l'édition, c'est son aptitude à élaborer une action cohérente en politique étrangère qui, en outre, se maintient malgré les changements de gouvernement. Les documents de travail structurant la politique à conduire à l'égard d'Israël et du Proche-Orient, de l'unification politique de l'Europe et du partenariat transatlantique se complètent afin de favoriser

l'émergence d'un nouveau monde¹ constitué de grands blocs politico-économiques, et en premier lieu, le bloc euro-américain.

En effet, le grand enjeu de ce début de XXI^e siècle est de réussir le mariage des deux rives de l'Atlantique afin

1. Parmi les grands promoteurs d'un État mondial, il faut évoquer le journaliste américain Clarence K. Streit (1896-1986). Il fut, entre autres, le correspondant du New York Times auprès de la Société des Nations (SDN). Auteur de *Union now* en 1939, il prônait la création d'un gouvernement mondial. Son influence fut décisive auprès de William Clayton qui joua un rôle essentiel dans l'élaboration du Plan Marshall au lendemain de la Seconde guerre mondiale. C'est en liaison avec ce dernier qu'il créa, en 1949, l'*Atlantic Union Committee* (« le Comité pour une union atlantique »), puis en 1962, la *True Atlantic Community* (« Pour une véritable communauté atlantique »). Dans son esprit, cette fédération atlantique était l'étape nécessaire menant à une fédération mondiale. Pour la diffusion de ces idées, Clarence K. Streit bénéficia aussi du soutien de Lord Lothian (1882-1940, dont le nom d'origine était Philip Henry Kerr). Celui-ci qui avait été le secrétaire privé du Premier ministre Lloyd George durant la Première guerre mondiale et la Conférence de Versailles, estimait nécessaire la transformation de l'Empire britannique en fédération comme modèle et moteur pour accéder à l'État mondial. Pour atteindre cet objectif, il créa le *Round Table Movement* en liaison avec Lionel Curtis (1872-1955). Ce dernier joua un rôle décisif dans la création du *Royal Institute of International Affairs* (Chatham House) en 1920, frère jumeau du *Council on Foreign Relations* (CFR) dont le principal artisan fut le Colonel House. Par la suite, Lionel Curtis assista en temps qu'expert politique au Congrès de la Haye en 1948, véritable outil de relance de la construction européenne. Son organisateur, Joseph Retinger (1888-1960), était très lié au CFR et à la Chatham House. Les mondialistes constituent une grande famille.

d'assurer la naissance d'un bloc capable de rivaliser avec d'autres mondes émergents (la Chine, l'Inde et, tout simplement, tous les blocs continentaux en formation). Les pôles européen et nord-américain cherchent à resserrer leurs liens afin d'instituer un G-2 comme se plaît à le définir la Fondation Bertelsmann. L'affaire n'est pas gagnée. De part et d'autre de l'Atlantique, les dirigeants doivent réussir à instaurer une organisation continentale supranationale pour le plus grand profit des oligarchies. Dans le cas européen, la dernière ligne droite doit aboutir à la mise en place du Traité de Lisbonne. Véritable replâtrage du Traité constitutionnel de Valéry Giscard d'Estaing, le clone présenté aux Irlandais en juin 2008 avait l'air aussi repoussant que le premier. Avec ses 287 pages, plus de 400 articles, 65 annexes et 13 protocoles, l'apparente nouvelle version² a été refusée avec empressement par la verte Érin. Face à ce dilemme, les autorités bruxelloises cherchent avec ardeur le moyen de contourner le problème. La tâche n'est pas aisée d'autant plus que la monnaie européenne plombe l'économie des États du vieux continent au point que certains d'entre eux seraient tentés d'abandonner l'euro. Parallèlement au fait européen, les autorités de Was-

2. En fait, deux éléments essentiels permettront à l'Union européenne d'éclipser les États européens si le Traité de Lisbonne entre en vigueur : la personnalité juridique (l'UE est reconnue comme un acteur international) et la primauté du droit de l'UE sur les États membres, principe qui existe déjà de par la jurisprudence de la Cour de justice européenne, mais qui sera véritablement inscrit dans le marbre.

hington en liaison avec les élites canadiennes et mexicaines ont lancé un processus devant aboutir à la création d'un bloc Nord-américain unifié doté d'une seule monnaie (normalement appelé amero) et d'une seule banque centrale. Là aussi, la chose n'est pas aisée d'autant plus que la finalité de l'ensemble est de modifier radicalement l'architecture politique et financière mondiale avec une refonte complète du système bancaire³. Comment faire accepter à ces peuples ce changement complet d'organisation ? L'implosion de l'ensemble du système politique et économique mondial bouleversant la vie quotidienne des populations et conduisant à des révoltes sociales⁴, voire même à des guerres civiles ou à

3. La revue de CFR, *Foreign Affairs* de mai/juin 2007, annonce déjà ce grand nettoyage monétaire et financier dans un article intitulé *La fin des monnaies nationales*. L'auteur de cet article, Benn Steil directeur économique du CFR, n'hésite pas à affirmer qu'il faut abandonner « le nationalisme monétaire et abolir les monnaies non voulues ». Il n'hésite pas à ajouter que « le marché pourrait privatiser les monnaies de son propre chef ». L'auteur annonce la fin du système dollar.

4. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 143 et suivantes. Les États-Unis ont adopté des mesures qui, en cas de troubles très graves (émeutes violentes, effondrement économique et financier, cataclysme naturel, pandémies, fonctions gouvernementales déstabilisées, etc), peuvent être appliquées et justifier la loi martiale, l'utilisation de camps d'internement pour les récalcitrants ainsi qu'une refonte complète de l'appareil institutionnel américain dans un cadre dictatorial. L'instabilité du pays, conduisant tôt ou tard à l'éclatement interne du territoire, sera d'autant plus grande que le port d'armes est largement favorisé aux États-Unis.

des guerres tout court en raison de l'affolement général, est la voie royale selon le principe *Ordo ab chao*, permettant la mise en œuvre d'un projet médité depuis longtemps⁵. La crise monétaire et financière⁶ qui secoue les instances américaines et mondiales depuis août 2007⁷ avec ses répercussions politiques, économiques et sociales est le parfait catalyseur pour l'oligarchie planétaire rendant possible cette mutation. La banqueroute généralisée permettra le lancement de mesures de grande envergure qui, en temps normal c'est-à-dire en période de stabilité, n'auraient jamais pu être mises en mouvement en faveur du nouvel ordre mondial⁸. Rien n'in-

5. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 79.

6. Dans son ouvrage paru en 2008, *La vérité sur la crise financière*, aux Éditions Denoël, Georges Soros n'hésite pas à affirmer : « Une bulle se compose d'une tendance dominante et d'un biais également dominant, qui interagissent de façon réflexive. Il y a ainsi eu une bulle immobilière aux États-Unis, mais la crise actuelle ne se résume pas à son éclatement. Elle est de plus grande ampleur que chacune des crises financières que nous avons périodiquement connues, et qui s'inscrivent dans ce que j'appelle une « super-bulle » : un processus réflexif de long terme, qui s'est déroulé aux cours du dernier quart de siècle. La tendance dominante de cette super-bulle a été l'expansion du crédit ; son biais dominant a été le fondamentalisme de marché, qui n'est autre que le laisser-faire du XIX^e siècle (...), p. 11.

7. En fait, l'effondrement de la finance et de l'économie américaine a été annoncé dans les colonnes du Washington Post le 13 juin 2007, *The takeover boom, about to go bust*, sous la plume des économistes Steven Pearlstein et Robert Samuelson.

8. Dans le même ordre d'idée, la crise financière et monétaire mondiale avec ses implications économiques et politiques en Europe est l'excellent prétexte permettant de mettre en place un gou-

terdit non plus que d'autres éléments de poids (guerres, attentats terroristes, cataclysme naturel majeur, pandémie, etc) interviennent dans l'accélération du processus⁹.

Les difficultés rencontrées peuvent trouver un début de mise en forme grâce à la peur. En effet, depuis les accrochages violents entre la Russie et la Géorgie en août 2008, des inquiétudes saisissent les populations européennes en raison des comptes rendus partiels des médias et des dirigeants occidentaux. Les peuples euro-

vernement économique européen supplantant les États. L'Union européenne en sortira gagnante pour le plus grand profit d'une gouvernance mondiale à moins qu'entre temps, le système ne s'écroule complètement... chose certaine en fin de course. L'incompatibilité de l'euro entre pays « riches » et pays appartenant au « Club Med » (Grèce, Italie, Espagne...) contribuera entre autres à l'éclatement du système.

9. Lors d'une intervention devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat américain, le 1^{er} février 2007, l'ancien conseiller du président Carter, fondateur de la Trilatérale et éminence grise du président Barack Obama, n'a pas hésité à dire qu'un « *acte terroriste sur le sol américain* » pourrait se produire permettant à l'administration au pouvoir l'utilisation de moyens coercitifs. Il laisse entendre que cet acte pourrait se produire avec l'accord tacite des dirigeants politiques américains. De tels propos n'ont pas soulevé d'oppositions car l'envergure de ce personnage, grand prince du mondialisme, ne permet pas de l'accuser d'affabulations. Si un tel acte se produisait, il serait un accélérateur du processus œuvrant en faveur du nouvel ordre mondial, c'est-à-dire l'instauration d'une dictature. Par ailleurs, en ce qui concerne la politique à mener à l'égard des pays musulmans, Brzezinski estime qu'il faut tenter de gagner « l'amitié » de ces pays afin d'endiguer la Chine et la Russie.

péens s'entendent dire par les autorités bruxelloises que si le Traité de Lisbonne avait été ratifié par l'ensemble des États, l'UE pourrait parler d'une seule voix. La Russie paraissant comme imprévisible et source de conflits, elle se révèle utile pour inciter les Européens à franchir le pas politique incarné par le Traité. Ainsi, il se dessine deux oppositions qui, sans parler (encore) véritablement de blocs irréductibles, créent le principe des mondes opposés. L'action du premier oblige le second à lancer une mesure qu'il n'aurait pas pu prendre si l'initiateur n'avait pas enclenché le mouvement. Du fait de la réaction du second, le premier est contraint à son tour de réagir. Il se lance dans une série d'initiatives conduisant inévitablement l'État opposé à ne pas rester indifférent ; d'où de nouvelles décisions pour contrer l'adversaire. Ce principe de ping-pong permanent est fort dangereux car la machine peut s'emballer et prendre une allure infernale aboutissant à une confrontation des plus violentes. Dans le cas d'une bonne maîtrise de la machine, l'affaire peut se révéler utile. Par exemple, la Pologne traînait les pieds pour accepter une base américaine de défense antimissile sur son sol. Suite au conflit russo-géorgien, elle s'est empressée de signer l'accord permettant l'installation de ce matériel militaire. Inévitablement, cette signature oblige la politique russe à réagir à l'égard de son voisinage immédiat (Biélorussie, Ukraine, Caucase, mer Noire,...)¹⁰. Qui plus est, la violation du

10. L'opposition en Ukraine entre pro et anti-occidentaux (zone orientale russophone avec en particulier la Crimée), la pou-drière ethnique du Caucase associée aux rivalités entre le bloc

droit international dans l'affaire serbe par les États-Unis et la plupart des États européens a ouvert une boîte de pandore. La résolution 1244 du Conseil de sécurité du 10 juin 1999 stipulait clairement la souveraineté de l'État serbe, Kosovo compris. L'utilité du droit international est de permettre de traiter sur un pied d'égalité États faibles et États forts. Or, la reconnaissance contraire à ce droit de l'indépendance du Kosovo¹¹, en février 2008, donne raison à cette maxime : « La raison du plus fort est toujours la meilleure ». Suite au comportement des occidentaux, Vladimir Poutine¹² a su

atlantique et la Russie au sujet des oléoducs et gazoducs (BTC, Nabucco... en concurrence avec son rival russe, Southstream) traversant la mer Noire et les terres alentours sont l'illustration géopolitique des tentatives de contrôle renforcé du Rimland (« terres du bord », principe défini par le géopolitologue américain Nicholas Spykman) par l'Occident. Les euro-atlantistes cherchent à verrouiller les zones géographiques bordant la mer Noire, ancien territoire des Khazars, en les attirant dans le camp de l'UE et de l'OTAN afin d'isoler la masse eurasiatique (le *Heartland* ou zone pivot selon l'expression de Mackinder), tandis que les Russes se démenent pour casser cet encerclement.

11. A peine la guerre de l'OTAN achevée en 1999, les États-Unis se sont empressés de construire une base ultra-moderne au Kosovo, la base de Bondsteel. Celle-ci surveille les Balkans et les oléoducs de passage comme celui de Burgas (port bulgare) Vlore (port albanais).

12. Lors de la réunion de la 43^e conférence sur la politique de sécurité de l'OTAN en octobre 2007, Vladimir Poutine a fustigé la vision politique américaine d'un monde unipolaire, l'extension continue de l'OTAN à l'Est contrairement aux promesses faites aux Russes, le 17 mai 1990, par le secrétaire général Woerner, de ne pas dépasser le territoire de la République fédérale d'Allemagne

résumer cette dérive : « *C'est un boomerang qui va un jour leur revenir dans la gueule* »¹³. En effet, l'éclatement en cours du droit international incite les États les plus forts à ne plus s'embarrasser de principes. Désormais, le monde s'engage dans une voie ressemblant de plus en plus à « la guerre du feu » et à « mad Max » confondus. Ainsi, les autorités russes ne se sont pas faites prier pour reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie le 26 août 2008. Les euro-atlantistes ont hurlé leur désapprobation. Pour autant, ils n'avaient pas hésité à l'exception de la France et de l'Allemagne¹⁴ à bombarder puis à envahir l'Irak en 2003 à partir d'affirmations mensongères (armes de destruction massive) et sans l'accord du Conseil de sécurité¹⁵.

et la violation du droit international in http://www.securityconference.de/konferenzen/rede.php?menu_2007=&menu_2008=&menu_konferenzen=&sprache=en&id=179&

13. *Le Figaro*, 23 février 2008.

14. En fait, l'Allemagne a joué un double jeu. Officiellement rallié à la France, Berlin traitait en coulisses et au plus haut niveau avec Washington jusqu'à fournir aux dirigeants américains en février 2003 le plan de défense de Bagdad, cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 51 et annexe 2. Par la suite, le chancelier Schröder a signé avec le Président Bush, le 27 février 2004, un texte intitulé « Alliance germano-américaine pour le XXI^e siècle ». Ce document occulté par la presse en France fut une véritable claque pour la diplomatie du président Jacques Chirac. Cette alliance est un véritable partage des zones d'influence et d'intérêts entre les deux pays, cf. « La décomposition des nations européennes », p. 119. Voir annexes 16 et 17.

15. Suite à la reconnaissance de l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie par la Russie, le président Bush a parlé d'acte « irresponsable ». C'est l'hôpital qui se f... de la charité.

En fait, tous ces protagonistes sont utiles pour faire avancer le système mondialiste en vue d'un État mondial : la création de blocs continentaux avec balkanisation interne de chacun. L'indépendance du Kosovo a entraîné celle de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie qui entraînera celle de « x » (la Flandre, la Catalogne, la Transylvanie ainsi que les nombreuses provinces ethniques et États fédérés d'Amérique du Sud et du Nord, d'Afrique, d'Asie¹⁶ et du Proche-Orient)¹⁷. Bref,

16. La révolte des Tibétains et des Ouïgours en 2008 cherchant à s'émanciper de l'autorité de Pékin, et plus largement celle des peuples de l'arc himalayen, est caractéristique d'un mouvement tendant à se généraliser à l'échelle mondiale. Il est vrai aussi que les dirigeants anglo-saxons, en particulier la CIA et le *National Endowment for Democracy* en liaison avec des think tanks atlantistes, ne sont jamais très loin de ces mouvements d'émancipation apparemment spontanés, en particulier pour déstabiliser les États membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS : Russie, Chine, des États de la CEL...). Le cas de l'ambassadeur américain Philip Goldberg en Bolivie depuis 2006 entretenant des liens avec les dirigeants des provinces séparatistes est avéré. Son CV révèle aussi qu'il a exercé ses talents de diplomate dans les années 1990 au Kosovo et en Bosnie Herzégovine. On comprend la réaction du président bolivien Evo Morales qui a préféré expulser l'ambassadeur américain en septembre 2008. La Colombie est secouée aussi par les revendications de ses populations indiennes. Cette tendance générale entre dans le vaste programme de décomposition des États Sud-américains (phénomène similaire sur tous les continents).

17. La revue militaire américaine *Armed Forces Journal* a présenté, en juin 2006, deux cartes du Proche-Orient aux frontières recomposées en fonction des critères ethniques et religieux. Accom-

les mouvements pour l'indépendance de tel ou tel peuple ne sont pas près de s'éteindre. Les divers chefs d'État occidentaux, russes et les autres sont autant de pièces sur un jeu d'échecs. Ils obéissent aux mêmes règles ; sont nourris par les mêmes sources financières et leurs actions sont définies par la configuration de l'échiquier¹⁸. Le

pagnée d'un article intitulé *Blood borders* (« Frontières de sang ») sous la plume de l'ancien officier du renseignement, Ralph Peters, cette carte s'inspire des travaux de l'islamologue britannique devenu citoyen américain, Bernard Lewis. Ce proche des néo-conservateurs américains est à l'origine de l'expression « Choc des civilisations » parue dans son livre *The Middle East and the West* en 1964. Par la suite, Samuel Huntington n'a fait que reprendre cette formule dans son article de *Foreign Affairs* (revue du CFR) en 1993 qui, par la suite, a fait florès. Cf. « La marche irrésistible du nouvel ordre mondial », p. 71. Voir annexes 4 et 5.

18. Les dirigeants politiques sont entièrement engagés dans la mystique du nouvel ordre mondial. De toute manière, ils n'arriveraient jamais à de hautes responsabilités s'ils n'apportaient pas des garanties de fidélité au système. Parmi les nombreux exemples d'allégeance, nous pouvons signaler les propos du président Sarkozy lors de son allocution devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 25 septembre 2007 à New York : « *Au nom de la France, j'appelle tous les États à se réunir pour fonder le nouvel ordre mondial du XXI^e siècle sur cette idée forte que les biens communs de l'humanité doivent être placés sous la responsabilité de l'humanité toute entière* », in http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/francais/interventions/2007/septembre/allocution_du_president_de_la_republique_devant_l_assemblee_generale_de_l_onu.79476.html On retrouve le même état d'esprit chez Barack Obama. Lors de son discours à Berlin, le 24 juillet 2008, il a affirmé : « *Certes, il y a eu des difficultés entre les États-Unis et l'Europe. Et il y en aura d'autres à l'avenir. Mais nous restons unis par les tâches qu'impose une citoyen-*

Suite note 18 :

neté mondiale (...). Aucun mur ne doit plus séparer les anciens alliés de part et d'autre de l'Atlantique. Aucun mur ne doit plus séparer les pays riches et les pays pauvres. Aucun mur ne doit plus séparer les races et les ethnies, les citoyens de souche et les immigrés, les chrétiens, les juifs et les musulmans. Voilà les murs qu'il faut aujourd'hui abattre (...). C'est pourquoi, l'Amérique ne peut pas s'isoler. L'Europe ne peut pas s'isoler. Le temps est venu de lancer de nouveaux ponts à travers le monde, aussi solides que ceux qui nous ont liés de part et d'autre de l'Atlantique. Le temps est venu de nous unir, au moyen d'une coopération constante, d'institutions solides, de sacrifices partagés et d'un engagement universel pour le progrès, afin de répondre aux défis du XXI^e siècle » in Le Monde, 26 juillet 2008. Les mêmes réflexes caractérisaient son concurrent, le républicain John McCain. Lors d'un discours devant le Los Angeles World Affairs Council, le 26 mars 2008, il a évoqué la nécessité d'établir de « nouvelles institutions internationales », d'assurer le renforcement des « alliances globales » (« une ligue des démocraties » selon son expression) précisant en particulier que « les Amériques du Nord et du Sud partagent une géographie commune et un destin commun ». Les États de ces continents ne sont même plus évoqués. Saluant l'émergence de l'Union européenne en liaison avec une OTAN forte, il prônait une évolution permettant de développer « une politique énergétique commune » avec les États-Unis aboutissant à « un marché commun transatlantique liant nos économies plus étroitement », l'ensemble passant par une « institutionnalisation de notre coopération » avec l'Europe sur des sujets comme le changement climatique ou le développement des liens politiques in <http://www.johnmccain.com/Informing/News/Speeches/872473dd-9ccb-4ab4-9d0d-ec54f0e7a497.htm> Ajoutons aussi que Zbigniew Brzezinski, conseiller de Barack Obama, et Henry Kissinger, conseiller de John McCain, sont tous les deux membres du même institut élaborant le même programme de politique étrangère des États-Unis : le CFR... belle illustration de l'illusion démocratique.

tout est de rester sagement dans le cadre et de favoriser l'évolution du monde en direction de l'idéal orwellien.

Par ailleurs, ce qui ressort des travaux de la Fondation Bertelsmann et qui est valable pour l'ensemble des instituts de ce type dans les pays occidentaux, c'est finalement la fantastique régression des capacités des politiques devenus de véritables machines enregistreuses. Certes, il est impossible pour un dirigeant de tout connaître. Il se doit d'être entouré de conseillers divers qui lui apportent des informations. Cependant, le vieil adage « *science sans conscience (c'est-à-dire sans le sens des limites) n'est que ruine de l'âme* » prend toute sa valeur face à des « Think tanks » qui apportent ficelés un programme à exécuter dont l'idéal est le mesurable, l'inventoriable et le répertoriable. Ces programmes froids ne concernent que l'intellect. Ils associent des préceptes issus de cerveaux hypertrophiés aux réflexes animaux, c'est-à-dire la mise en forme d'une idéologie rationnelle au service d'un impérialisme fait de domination et d'agressivité. Cette caractéristique que nous trouvons chez Bertelsmann est une pratique courante pour l'ensemble des « clubs de réflexion » d'autres pays, en priorité anglo-saxons¹⁹. Qui plus est, nous assistons à une déconnexion de plus en plus grande entre, d'un côté, ces « élites » politico-financières²⁰ rivées sur leur

19. Sans tous les citer, nous pouvons nommer la Trilatérale, le Bilderberg, le Lucis Trust, le Bohemian Club etc, « instituts » où s'élaborent d'aimables conciliabules au sein desquels le peuple prétendu souverain n'a absolument pas sa place.

20. David Rockefeller, dans ses *Mémoires* parues en 2006 aux Éditions de Fallois, évoque dans le chapitre 27 intitulé « Interna-

idéologie et, de l'autre, les peuples. L'expression « élite » n'a même plus de sens aujourd'hui. En temps normal, l'élite exprime l'idée d'un groupe de personnes réunissant les meilleurs. Dans le cadre politique, cette élite

tionaliste et fier de l'être » (dans le sens de « globalisme » destructeur des nations et des traditions) : « Certains croient même que nous faisons partie d'une cabale secrète agissant contre les grands intérêts des États-Unis et ils (ndlr : les extrémistes idéologiques selon Rockefeller) représentent ma famille et moi comme des internationalistes ; ils vont jusqu'à prétendre que nous conspirons avec d'autres capitalistes dans le monde pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée – un seul monde, si vous voulez. Si c'est ce dont on m'accuse, je plaide coupable et j'en suis fier », p. 475. C'est le même état d'esprit qui anime son coreligionnaire George Soros. Président du *Soros Fund Management* et fondateur d'un réseau mondial de fondations philanthropiques, en fait chargées de restructurer les pays et les esprits (*Open Society*, « société ouverte ») selon les normes des planificateurs du nouvel ordre mondial, il annonce une véritable mutation politique, financière et géopolitique des États-Unis et du monde : « La fin d'une époque, qu'est-ce que cela signifie au juste ? Sans aucun doute, la fin d'une longue période de relative stabilité, fondée sur les États-Unis comme puissance dominante et sur le dollar comme principale monnaie de réserve internationale. Je prévois une ère d'instabilité politique et financière, dont on peut espérer qu'elle sera suivie de l'émergence d'un nouvel ordre mondial » in *La vérité sur la crise financière*, op. cit., p. 203 et s. Du fait de la création de ces blocs continentaux, les États-Unis passeront à la trappe et ne constitueront plus qu'un morceau du puzzle (le territoire américain pouvant même se scinder en plusieurs morceaux) de ce bloc continental Nord-américain qui, par la suite, se vaporisera en même temps que les autres blocs continentaux dans une « région-monde » selon le souhait final de la mystique mondialiste.

émanation d'une communauté hiérarchisée assume les devoirs de sa condition qui est de permettre à l'ensemble de la communauté politique d'affronter et de résoudre les problèmes de la société. L'élite politique même émergeant du commun des mortels partage les bonheurs et les malheurs de la communauté. Or c'est tout l'inverse qui se produit au sein de ces fameux « think tanks » suspendus au-dessus du vote populaire et qui agissent autoritairement imposant leurs directives sans prendre en considération l'avis d'une société devenue entre temps atomisée. La relance du projet constitutionnel européen, véritable principe idéologique, en est un parfait exemple. Malgré les *non* français et hollandais en 2005 suivis du *non* irlandais le 12 juin 2008, ces « think tanks » composés d'individus dépourvus de toutes vertus cardinales ne changent pas de cap. La machine continue comme si de rien n'était. Mais pour réussir et face à l'instinct de survie qui existe en tout homme, la direction européiste et mondiale deviendra de plus en plus dictatoriale pour construire un monde ressemblant à celui décrit par Georg Orwell ou Aldous Huxley²¹. Pour reprendre une expression d'Edmund Burke, ces dirigeants ne sont finalement que des « *architectes de la ruine* ». En ce début de XXI^e siècle, nous assistons à la fin d'un monde. Après une transition douloureuse et la disparition de quelques « poteaux de boue »,

21. Le frère d'Aldous Huxley, Julian Huxley, était un partisan de l'eugénisme. Il fut le premier président de l'UNESCO. Ses mérites lui permirent aussi d'être fait chevalier de l'Empire britannique en 1958.

nous espérons que l'âge nouveau qui s'annonce sera plus serein... un certain temps.

INDEX

A

Altmeier Peter 94, 96.
Annan Koffi, 125.
Aznar José Maria, 124.

B

Beach Boys, 37.
Beckmann Liz, 51.
Bergsten Fred, 116.
Bertelsmann Carl, 9, 16.
Bertelsmann Friederike, 18.
Bertelsmann Heinrich, 16,
17, 18.
Bismarck Otto, 17, 137.
Blumenfeld Erik, 122.
Brok Elmar, 83, 96, 97, 99,
104, 105, 108.
Brown Dan, 30.
Brzezinski Zbigniew, 121,
124.
Buch Rolf, 40.
Buchholz Bernd, 32.

Bush George (junior), 113,
120.
Bush George (senior), 124.

C

Carey Maria, 37.
Carré John le, 30.
Carro Fernando, 41.
Carter Jimmy, 124.
Chirac Jacques, 123.
Cohn-Bendit Daniel, 99.
Coudenhove-Kalergi Richard
(de), 95.

D

Dion Céline, 37.
Dohle Markus, 31.
Duff Andrew, 93, 99, 102,
103, 104, 105, 106, 107,
110.

E

Enders Thomas, 122, 124.
Erdogan Recip, 84.

F

Firth Nicholas, 39.
Fischer Joschka, 70, 71, 73,
74, 76, 83, 84, 101, 117.
Ford Gerald, 124.
Frank Tommy R., 114.
Frankenberger Klaus Dieter,
115.
Frassoni Monica, 99.
Fritz-Vannahme Joachim, 53.

G

Gaulle Charles de, 123.
Genscher Hans-Dietrich, 83.
Giering Claus, 104.
Giscard d'Estaing Valéry, 81,
105, 139.
Goulard Sylvie, 111.
Grant Charles, 116.
Grisham John, 30.
Guaino Henri, 70, 78.

H

Hanelt Christian-Peter, 53.
Hamre J. John, 116.
Hubbard Allan, 129.
Huxley Aldoux, 151.

I

Irving John, 30.
Ischinger Wolfgang, 116.

J

Janning Josef, 116.
Jones L. James, 124.
Juan Carlos (roi), 25.
Judkovsky Dov, 60.

K

Kissinger Henry, 83, 125.
Klepsch A. Egon, 96.
Kohl Helmut, 26, 49.
Kwasniewski A., 124.

L

Lamy Pascal, 116.

Laschet Armin, 105.
Leinen Jo, 92, 94, 96, 98,
104.

M

Maes Nelly, 100.
Mandelson Peter, 84.
McEvan Ian, 30.
Merkel Angela, 70, 78, 79,
125.
Mohn Andreas, 52.
Mohn Brigitte, 52.
Mohn Christoph, 52.
Mohn Heinrich, 18, 19, 20,
22.
Mohn Johannes, 18.
Mohn Liz, 51, 61, 125.
Mohn Reinhard, 10, 24, 25,
48, 49, 51, 59, 60.
Morrison Toni, 30.

N

Nannen Henri, 61.

O

Obama Barack, 124.
Oppenheim Alfred von, 84.

Orwell Georg, 151.

P

Pöttering Hans-Gert, 96.
Poutine Vladimir, 144.
Prodi Romano, 111.

R

Rathenau Walther, 19.
Rabe Thomas, 39.
Rabinovitch Itamar, 61.
Rice Condeleezza, 120.

S

Santana Carlos, 37.
Sarkozy Nicolas, 70, 77, 79,
123.
Schäuble Wolfgang, 83.
Schröder Gerhard, 49, 70,
113.
Schuller Konrad, 101.
Scowcroft Brent, 124.
Silbenberg Reinhard, 84.
Sofia (reine), 25.
Spears Britney, 37.
Springsteen Bruce, 37.
Steg Thomas, 114.

Steinmeier Frank-Walter, 63,
79.
Stevens J. Robert, 124.

T

Talleyrand Charles-Maurice,
107.

Timberlake Justin, 37.

Thielen Gunter, 27, 52, 79,
124.

Thordsen Johannes, 23.

Trichet Jean-Claude, 84,
116.

U

Updike John, 30.

V

Verheugen Günther, 84, 129.
Vesper Will, 21.

Voggenhuber Johannes, 93,
99, 103, 104, 106, 107,
110.

Volkening Johann Heinrich,
16.

Vopel Stephan, 53.

W

Warburg Eric M, 122.

Weidenfeld Georg (of Chel-
sea), 63, 64, 65.

Weidenfeld Werner, 49, 50,
65, 69, 126.

Wendorff Rudolf, 23.

Williams Robbie, 37.

Wixforth Fritz, 20, 23.

Z

Zauleck Johannes, 20.

Zeiler Gerhard, 30.

Zoellick Robert, 116

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	9
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

HISTOIRE ET ORGANISATION DE L'ENTREPRISE BERTELSMANN

I. Bertelsmann, histoire d'une réussite	15
De la création de l'entreprise Bertelsmann jusqu'à la Première guerre mondiale	16
Le développement de Bertelsmann de l'entre- deux-guerres à 1945	19
Le renouveau de Bertelsmann dans les pre- mières années d'après-guerre	22
Une extension au-delà de l'Allemagne	24
II. L'entreprise Bertelsmann, des activités mul- tiples	27
RTL Group	28

Random House	30
Gruner + Jahr	31
BMG	37
Arvato	39
Direct Group	41

DEUXIÈME PARTIE

LA FONDATION BERTELSMANN

III. Les principes organisateurs de la Fondation Bertelsmann	47
Les structures de la Fondation Bertelsmann	48
Une variété de thèmes et des experts aux multiples talents	53
IV. La Fondation Bertelsmann au service d'une politique mondialiste	57
Le « Dialogue germano-juif » et le monde arabe	58
<i>Des échanges multiples en faveur de l'interdépendance</i>	<i>59</i>
<i>Les discussions de Kronberg (Kronberger Gespräche)</i>	<i>68</i>
L'engagement de la Fondation Bertelsmann en faveur de l'Union européenne	80
<i>Le branle-bas constitutionnel européen</i>	<i>81</i>
<i>Lazare, lève-toi et marche !</i>	<i>92</i>

<i>Table des matières</i>	159
<i>Le profil des intéressés</i>	98
<i>Un projet de constitution européenne pour 2010 ?</i>	106
<i>L'ami américain</i>	112
<i>La sécurité dans les relations transatlan- tiques</i>	117
<i>Vers un vaste marché euro-américain</i>	126
Conclusion	137
Index	153